103e ANNÉE
VOL. 103

N° 32
6201

OFF
A11E8
G3/
Ex.2

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 7 août 1971

Québec, Saturday, August 7, 1971

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi,*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday,*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
9 AOÛT 1971
PUBLICATIONS OFFICIELLES

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 37883 — 1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 37883—1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notice, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Lettres patentes

A.C. Products Enterprises Company Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Amil Chornobrywy, gérant de mise sur le marché, 13, chemin Lakeview, Baie d'Urfé, Jean Gagnon, 715, Closse, Saint-Lambert, et Jules Dupré, 160 Pagnuelo, Outremont, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Fournir les services de mise sur le marché, sous le nom de « A.C. Products Enterprises Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie d'Urfé, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2667-1971

A M X Metal Industries Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Paul-Émile Pelletier, garagiste, Ann Hornung, épouse dudit Paul-Émile Pelletier, tous deux de 11217, Ontario est, Montréal-Est, Marie Cloutier, fille majeure, toutes deux ménagères, et Paul-Eugène Rhéaume, mécanicien, ces deux derniers de 1570, Savoie, Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, presser et faire le commerce de la tôle en ballots, sous le nom de « A M X Metal Industries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1012, rue St-Zotique est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2742-1971

Agence Picquet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juin 1970, constituant en corporation: Guy Bouchard, 737, 40e Avenue, Paul Duhamel, tous deux comptables, et Estelle Ouellet, ménagère, épouse dudit Paul Duhamel, ces deux derniers de 8493, Georges, tous trois de Lasalle, pour les objets suivants:

Importer, exporter et faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Agence Picquet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Letters Patent

A.C. Products Enterprises Company Ltd.

Notic Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Amil Chornobrywy, marketing manager, 13 Lakeview Road, Baie-d'Urfé, Jean Gagnon, 715 Closse, Saint-Lambert, and Jules Dupré, 160 Pagnuelo, Outremont, the latter two advocates, for the following purposes:

To provide marketing services, under the name of "A.C. Products Enterprises Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Baie-d'Urfé, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2667-1971

A M X Metal Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-Émile Pelletier, garage operator, Ann Hornung, wife of the said Paul-Émile Pelletier, both of 11217 Ontario East, Montreal East, Marie Cloutier, spinster, both housewives, and Paul-Eugène Rhéaume, mechanic, the latter two of 1570 Savoie, Montreal, for the following purposes:

To buy, press and deal in baled metal sheets, under the name of "A M X Metal Industries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1012 St. Zotique Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2742-1971

Agence Picquet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Bouchard, 737, 40th Avenue, Paul Duhamel, both accountants, and Estelle Ouellet, housewife, wife of the said Paul Duhamel, the latter two of 8493 Georges, all three of Lasalle, for the following purposes:

To import, export and deal in products, articles and goods of all kinds, under the name of "Agence Picquet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 39,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 43, Esterel, (étage E), Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41344-o 2753-1970

The head office of the company is at 43 Esterel (Floor E), Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41344 2753-1970

Antirouille St-Jérôme inc.
St. Jérôme Rust Proof Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: André Clossey, 190, Iberville, Repentigny, Luc Sigouin, 353, Després, Laval, tous deux notaires, et Lucie De Marbre, secrétaire, épouse de Guy Thériault, 2835, Laurier est, app. 6, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce se spécialisant dans l'installation des produits antirouilles pour véhicules automobiles, sous le nom de « Antirouille St-Jérôme inc. — St-Jérôme Rust Proof Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2526-1971

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Clossey, 190 Iberville, Repentigny, Luc Sigouin, 353 Després, Laval, both notaries, and Lucie De Marbre, secretary, wife of Guy Thériault, 2835 Laurier East, Apt. 6, Montreal, for the following purposes:

To operate a trade business specializing in the installation of rust-proof products on automobiles, under the name of "Antirouille St-Jérôme inc. — St-Jérôme Rust Proof Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Jérôme, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2526-1971

Apolab ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Robert Chênevert, administrateur, 76, Lasalle, Repentigny, Vivene Legore, teneuse de livres, 6550, Wilderton, app. 8, et Josée Cullen, réceptioniste, 257, Michaud, ces deux dernières célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes d'appareils pour laboratoires de biologie et de pathologie, machinerie, outils et accessoires de machinerie, microscopes, moteurs, engins, appareils électriques, pièces et accessoires de radio et pour l'électronique, sous le nom de « Apolab ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2739-1971

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Chênevert, executive, 76 Lasalle, Repentigny, Vivene Legore, bookkeeper, 6550 Wilderton, Apt. 8, and Josée Cullen, receptionist, 257 Michaud, the latter two spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of biology laboratory equipment, pathology laboratory equipment, machinery, machinery tools and accessories, microscopes, engines, motors, electrical apparatus, radios and electronic parts and accessories, under the name of "Apolab ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2739-1971

Association des bons voisins du Lac

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Gagnon,

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Gagnon, businessman, Roméo Ban-

homme d'affaires, Roméo Banville, médecin, Oswald Verreault, garagiste, Pascal Savard, entrepreneur, et Jacques Dumas, hôtelier, tous de Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres, sous le nom de « Association des bons voisins du Lac ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2709-1971

ville, physician, Oswald Verreault, garage operator, Pascal Savard, contractor, and Jacques Dumas, hotel keeper, all of St. Félicien, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of its members, under the name of "Association des bons voisins du Lac".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire or hold is to be limited is $100,000.

The head office of the company is at St. Félicien, judicial district of Roberval.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2709-1971

Association de chasse et pêche de Joutel

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Denis Belley, Laurent Laforge, tous deux contremaîtres, et Jean-Guy Delisle, comptable, tous trois de Joutel, pour les objets suivants:

Former et administrer un club de chasse et pêche, sous le nom de « Association de chasse et pêche de Joutel ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $75,000.

Le siège social de la corporation est à Joutel, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2698-1971

Association de chasse et pêche de Joutel

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Denis Belley, Laurent Laforge, both foremen, and Jean-Guy Delisle, accountant, all three of Joutel, for the following purposes:

To establish and manage a fish and game club, under the name of "Association de chasse et pêche de Joutel".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is $75,000.

The head office of the corporation is at Joutel, judicial district of Abitibi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2698-1971

Association de radio amateur de Sept-Iles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Rosaire Harvey, inspecteur, 143, Papineau, Jocelyn St-Pierre, technicien, 720, Arnaud, et Fernand Hudon, dentiste, 700, Laure, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières, les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Association de radio amateur de Sept-Iles inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2297-1971

Association de radio amateur de Sept-Iles inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Rosaire Harvey, inspector, 143 Papineau, Jocelyn St-Pierre, technician, 720 Arnaud, and Fernand Hudon, dentist, 700 Laure, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in any way the economic, social and professional interests of its members, under the name of "Association de radio amateur de Sept-Iles inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2297-1971

L'Association des employés de Boily et Cie ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Ghislain Tremblay, vendeur, 90, Scott, Julien Fortin, 73, du Pont, tous deux d'Alma, et Gaétan Tremblay, 22, St-Joseph, Saint-Coeur-de-Marie, ces deux derniers commis, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « L'Association des employés de Boily et Cie ltée ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2951-1971

L'Association des employés de Boily et Cie ltée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Ghislain Tremblay, salesman, 90 Scott, Julien Fortin, 73 du Pont, both of Alma, and Gaétan Tremblay, 22 St-Joseph, Saint-Coeur-de-Marie, the latter two clerks, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in any way the economic, social and professional interests of its members, under the name of "L'Association des employés de Boily et Cie ltée".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess is limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2951-1971

Auberge aux Volets Bleus inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Roger Landry, homme d'affaires, Nicole Bérubé, secrétaire, fille majeure, tous deux de 420, des Goélands, Oka, et Ivan Molly, hôtelier, 1036, St-Joseph est, app. 2, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie et d'auberge, sous le nom de « Auberge aux Volets Bleus inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Wenceslas, district judiciaire de Nicolet.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2731-1971

Auberge aux Volets Bleus inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Landry, businessman, Nicole Bérubé, secretary, spinster, both of 420 des Goélands, Oka, and Ivan Molly, innkeeper, 1036 St. Joseph East, Apt. 2, Montreal, for the following purposes:

To operate hotels and inns, under the name of "Auberge aux Volets Bleus inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Wenceslas, judicial district of Nicolet.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2731-1971

Auberge de jeunesse et de plein-air Louis-Hémon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-E. Bédard, médecin, Yvon Massicotte, professeur, Ange-Émile Matte, tous trois de Mistassini, Gaston Perron, et Patrice Laroche, ces deux derniers de Dolbeau, ces trois derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Administrer une auberge de jeunesse, sous le nom de « Auberge de jeunesse et de plein-air Louis-Hémon inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Auberge de jeunesse et de plein-air Louis-Hémon inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul-E. Bédard, physician, Yvon Massicotte, professor, Ange-Émile Matte, all three of Mistassini, Gaston Perron, and Patrice Laroche, the latter two of Dolbeau, the latter three administrators, for the following purposes:

To operate a youth hostel, under the name of "Auberge de jeunesse et de plein-air Louis-Hémon inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire or hold is to be limited is $100,000.

Le siège social de la corporation est à Mistassini, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41344-o 2494-1971

Auberge du Vieux Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jacques Dubuc, hôtelier, 1109, boulevard Desmarais, Verdun, Marcel Pépin, 191, de Gentilly, Longueuil, et Albert Collette, 2429, Châteauguay, Montréal, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, bars et restaurants, sous le nom de « Auberge du Vieux Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41344-o 2228-1971

Autodrome Saint-Grégoire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1971, constituant en corporation: Fernand Aubry, 10955, Bois de Boulogne, Montréal, Gilles Lacroix, 800, boulevard Foucault, tous deux garagistes, Marshal Grenick, gérant d'aréna, 107, Rajotte, tous deux de Drummondville, et Yvon Cormier, gérant de Caisse Populaire, 85, 125e Avenue, Drummondville-Sud, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de course d'automobiles, de motocyclettes et d'auto-neige, sous le nom de « Autodrome Saint-Grégoire inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 17,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41344-o 2604-1971

Auto-lave Rawdon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1971, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des établissements de lavage d'automobiles et de vehicules de tous genres, sous le nom de « Auto-lave Rawdon inc. », avec un capital total de $40,000,

The head office of the corporation is at Mistassini, judicial district of Roberval.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41344 2494-1971

Auberge du Vieux Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Dubuc, hotel keeper, 1109 Desmarais Boulevard, Verdun, Marcel Pépin, 191 de Gentilly, Longueuil, and Albert Collette, 2429 Châteauguay, Montreal, the latter two administrators, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, bars and restaurants, under the name of "Auberge du Vieux Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41344 2228-1971

Autodrome Saint-Grégoire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Aubry, 10955 Bois de Boulogne, Montreal, Gilles Lacroix, 800 Foucault Boulevard, both garage operators, Marshal Grenick, arena manager, 107 Rajotte, both of Drummondville, and Yvon Cormier, manager of a Caisse populaire, 85, 125th Avenue, Drummondville-South, for the following purposes:

To operate a racing business for automobiles, motorcycles and snowmobiles, under the name of "Autodrome Saint-Grégoire inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 17,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41344 2604-1971

Auto-lave Rawdon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, lawyer, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1681 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster, 7283 Berri, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To operate washing installations for cars and other vehicles, under the name of "Auto-lave Rawdon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000

divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rawdon, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2557-1971

Bear Creek Gold Mines Ltd.
(No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: Claude-E. Leduc, 105, Beverley Crescent, Jean Lefrançois, 41, avenue Morrison, tous deux de Mont-Royal, Michel Cogger, 3940, Côte des Neiges, tous trois avocats, et Mariette Dupré, secrétaire, célibataire, 6550, 19e Avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations aux fins de découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Bear Creek Gold Mines Ltd. » (No personal liability), avec un capital-actions divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2869-1971

Boucherie Ménard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1971, constituant en corporation: Lionel Ménard, commerçant, Béatrice Ruel, ménagère, épouse dudit Lionel Ménard, et Noëlline Ménard, infirmière, fille majeure, tous trois de 389, St-Patrice est, Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Boucherie Ménard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 292, rue Gladstone, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2938-1971

Boutique aux 1001 cadeaux ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Roger-P. Vézina, marchand, Marthe Rioux, ménagère, épouse dudit Roger-P. Vézina, tous deux de 4259, Bélanger est, et Jean-Paul Tremblay, comptable, 8325, Boyce, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commer-

common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Rawdon, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2557-1971

Bear Creek Gold Mines Ltd.
(No personal liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Crescent, Jean Lefrançois, 41 Morrison Avenue, both of Mount Royal, Michel Cogger, 3940 Côte des Neiges, all three advocates, and Mariette Dupré, secretary, spinster, 6550, 19th Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Bear Creek Gold Mines Ltd." (No personal liability), with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2869-1971

Boucherie Ménard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lionel Ménard, trader, Béatrice Ruel, housewife, wife of the said Lionel Ménard, and Noëlline Ménard, nurse, spinster, all three of 389 St. Patrice East, Magog, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "Boucherie Ménard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 292 Gladstone Street, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2938-1971

Boutique aux 1001 cadeaux ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger P. Vézina, merchant, Marthe Rioux, housewife, wife of the said Roger P. Vézina, both of 4259 Bélanger East, and Jean-Paul Tremblay, accountant, 8325 Boyce, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as jewellers, goldsmiths, diamond merchants, watchmakers and carry on other

ces semblables, sous le nom de « Boutique aux 101 cadeaux ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 5631-1970

C.D.V.B. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Clermont Briand, maître de postes, Jean-Marie Jean, vendeur d'automobiles, Yvon Lévesque, fonctionnaire provincial, Léo Bouchard, dessinateur, Égide Gagnon, Jean-Marc Patry, tous deux commis, et Gaston Carrier, brûleur, tous de Saint-Étienne-de-Beaumont, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps des membres et leurs invités, sous le nom de « C.D.V.B. inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Étienne-de-Beaumont, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2864-1971

C J J Company Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1971, constituant en corporation: James Brian McMullan, 4014, avenue Marcil, Montréal, Arnold Beaumont Sharp, 1000, chemin Moncrieff, Mont-Royal, et Pierre Trépanier, 228 Darwin, Verdun, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de C J J Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 800, carré Victoria, local 720, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2396-1971

Caravane Champlain
Champlain Caravan

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Dubois,

like commerce, under the name of "Boutique aux 1001 cadeaux ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 5631-1970

C.D.V.B. inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Clermont Briand, postmaster, Jean-Marie Jean, automobile salesman, Yvon Lévesque, provincial civil servant, Léo Bouchard, draughtsman, Égide Gagnon, Jean-Marc Patry, both clerks, and Gaston Carrier, burner, all of St. Étienne-de-Beaumont, for the following purposes:

To set up and operate a social club for the recreation and relaxation of the body and mind of its members and their guests, under the name of "C.D.V.B. inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire or hold is to be limited is $100,000.

The head office of the corporation is at St. Étienne-de-Beaumont, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2864-1971

C J J Company Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: James Brian McMullan, 4014 Marcil Avenue, Montreal, Arnold Beaumont Sharp, 1000 Moncrieff Road, Mount Royal, and Pierre Trépanier, 228 Darwin, Verdun, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "C J J Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, Suite 720, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2396-1971

Caravane Champlain
Champlain Caravan

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Fernand

représentant, 2065, Brébeuf, Longueuil, Jean Quéré, industriel, 109, Wolfe, et Jean-M. Turgeon, gérant de ventes, 116, St-Joseph, ces deux derniers de Granby, pour les objets suivants:

Fonder un club récréatif aux propriétaires d'une roulotte Champlain, sous le nom de « Caravane Champlain — Champlain Caravan ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $250,000.

Le siège social de la corporation est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2621-1971

Dubois, representative, 2065 Brébeuf, Longueuil, Jean Quéré, industrialist, 109 Wolfe, and Jean-M. Turgeon, sales manager, 116 St. Joseph, the latter two of Granby, for the following purposes:

To establish a recreational club for the owners of a Champlain trailer, under the name of "Caravane Champlain — Champlain Caravan".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire or hold is to be limited is $250,000.

The head office of the corporation is at Granby, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2621-1971

Carner ltée
Carner Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: André Levy, administrateur, 1522, Sherbrooke est, Bernard Levy, recherchiste, 3550, Ridgewood, et Lise Gauthier, secrétaire légale, épouse de Vianney Gauthier, 965, St-Donat, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Louer, nettoyer, réparer et faire le commerce de toutes espèces de meubles, ustensiles, accessoires et appareils domestiques, de linge, vêtements et textiles, de produits alimentaires, sous le nom de « Carner ltée — Carner Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 25,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2250, rue Guy, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2314-1971

Carner ltée
Carner Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Levy, administrator, 1522 Sherbrooke East, Bernard Levy, researcher, 3550 Ridgewood, and Lise Gauthier, legal secretary, wife of Vianney Gauthier, 965 St. Donat, all three of Montreal, for the following purposes:

To rent, clean, repair and deal in all kinds of furniture, utensils, household accessories and appliances, linen, clothing and textiles, food products, under the name of "Carner ltée — Carner Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of a nominal value of $1 each and 25,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 2250 Guy Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2314-1971

Centre C.G.T.D. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1971, constituant en corporation: Robert Faust, assureur-vie, 15, Édouard, Châteauguay, Lucien Dion, 148, Gagnon, Jean Daigneault, 151, Pin Solitaire, et Louis-Marc Tanguay, 535, La Sapinière, ces trois derniers comptables, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Agir comme conseiller financier et en administration, sous le nom de « Centre C.G.T.D. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2953-1971

Centre C.G.T.D. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Faust, life insurance agent, 15 Édouard, Châteauguay, Lucien Dion, 148 Gagnon, Jean Daigneault, 151 Pin Solitaire, and Louis-Marc Tanguay, 535 La Sapinière, the latter three accountants, of Sherbrooke, for the following purposes:

To act as financial and management consultants, under the name of "Centre C.G.T.D. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2953-1971

Centre commercial-culturel Hochelaga inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Richard Hébert, notaire, Denise Legault, ménagère, épouse dudit Richard Hébert, tous deux de 2500, Contrecoeur, et Micheline Daigle, secrétaire, épouse de Claude Pantaloni, 9590, Marseille, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des camps de jeunes, des campings, terrains de camping et auberges de jeunesse, sous le nom de « Centre commercial-culturel Hochelaga inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8808, Hochelaga, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2810-1971

Centre commercial-culturel Hochelaga inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Hébert, notary, Denise Legault, housewife, wife of the said Richard Hébert, both of 2500 Contrecoeur, and Micheline Daigle, secretary, wife of Claude Pantaloni, 9590 Marseille, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate youth camps, camping sites, camping grounds and youth hostels, under the name of "Centre commercial-culturel Hochelaga inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 8808 Hochelaga, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2810-1971

Centre du Jardin Dion inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean Blanchard, 8, des Ormes, Sainte-Thérèse, Maurice Labelle, 303, Grande-Côte, Rosemère, et Jean-Pierre Durocher, 35, Montsec, Lorraine, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Centre du Jardin Dion inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2837-1971

Centre du Jardin Dion inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Blanchard, 8 des Ormes, St. Thérèse, Maurice Labelle, 303 Grande-Côte, Rosemère, and Jean-Pierre Durocher, 35 Montsec, Lorraine, all three notaries, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed growers, under the name of "Centre du Jardin Dion inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Thérèse, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2837-1971

Le centre graphique (1971) limitée
Graphic Centre (1971) Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Charles Shaw Bradeen fils, 536, avenue Clarke, Westmount, Robert Leigh Leclerc, 395, avenue Caledonia, Dorval, et Jean-Charles Hamelin, 3995, Édouard-Montpetit, app. 6, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'imprimeurs, éditeurs, éditeurs de journaux, lithographes, gaveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes et agents de publicité, sous le nom de « Le centre graphique (1971) limitée — Graphic Centre (1971) Limited », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le centre graphique (1971) limitée
Graphic Centre (1971) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Shaw Bradeen junior, 536 Clarke Avenue, Westmount, Robert Leigh Leclerc, 395 Caledonia Avenue, Dorval, and Jean-Charles Hamelin, 3995 Édouard-Montpetit, Apt. 6, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, newspaper publishers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type founders and advertising agents, under the name of "Le centre graphique (1971) limitée — Graphic Centre (1971) Limited", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2872-1971

Cercle Flamand inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: August Burke, typographe-linotypiste, 3130, Fernand, Laval, Oscar Walgraeve, commerçant, 127, Fairlawn, Dollard-des-Ormeaux, Raphaël Biebuyck, peintre-décorateur, 1100, Dutrisac, Saint-Laurent, et Ludovicus Goris, opérateur de presse, 12131, St-Germain, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les activités culturelles, sociales, folkloriques et flamandes, sous le nom de « Cercle Flamand inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 452, Notre-Dame est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2137-1971

Charcuterie Le Baron inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Guy Letarte, 2264, Parc de Lotbinière sud, Sillery, Paule Gauthier, fille majeure, 630, Père Marquette, et Gratien Boily, 950, Bougainville, ces deux derniers de Québec, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une charcuterie, sous le nom de « Charcuterie Le Baron inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 350, 5e Rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2772-1971

Chardec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Charles Desmarteau, homme d'affaires, Jeanne Hébert, femme d'affaires, épouse dudit Charles Desmarteau, et Charles Desmarteau fils, étudiant, tous trois de 414, Marie-Victorin, Boucherville, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Chardec inc. », avec un capital

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2872-1971

Cercle Flamand inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: August Burke, typographer-linotypist, 3130 Fernand, Laval, Oscar Walgraeve, trader, 127 Fairlawn, Dollard-des-Ormeaux, Raphaël Biebuyck, painter-decorator, 1100 Dutrisac, St. Laurent, and Ludovicus Goris, press operator, 12131 St. Germain, Montreal, for the following purposes:

To promote the cultural, social, folkloric and flemish activities, under the name of "Cercle Flamand inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire or hold is to be limited is $100,000.

The head office of the corporation is at 452 Notre-Dame East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2137-1971

Charcuterie Le Baron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Letarte, 2264 Parc de Lotbinière South, Sillery, Paule Gauthier, spinster, 630 Père Marquette, and Gratien Boily, 950 Bougainville, the latter two of Québec, all three lawyers, for the following purposes:

To operate a pork-butcher's trade, under the name of "Charcuterie Le Baron inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 350, 5th Street, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2772-1971

Chardec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Desmarteau, businessman, Jeanne Hébert, businesswoman, wife of the said Charles Desmarteau, and Charles Desmarteau, jr., student, all three of 414 Marie-Victorin, Boucherville, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Chardec inc.", with a total capital

total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et en 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2911-1971

Chez Étienne, tailleur inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Normand Duval, 50, Place Crémazie, suite 606, Guy Saint-Aubin, 2185, Nicolas-Perrot, tous deux avocats, de Montréal, et Guy Tremblay, gérant, 10817, St-Julien, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « Chez Étienne, tailleur inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2732-1971

Club automobile Bison Rouge inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1971, constituant en corporation: Roger Salvail, professeur, Guy Chagnon, opérateur, tous deux de 152, St-Antoine, et Michel Brodeur, technicien, 207, Perreault, tous trois de Contrecoeur, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Club automobile Bison Rouge inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 145, rue Papin, Contrecoeur, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 996-1971

Club de tir de Drummondville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Réal Brodeur, livreur, 101, Plamondon, Émilien Bouffard, marchand, 54, des Cèdres, André Jean, Gérard Fradet, tous deux notaires, de 215, Lindsay, Mireille Gaudet, épouse de Réginald Ruest, 701A, St-Pierre, Rita Giguère, épouse de Gilles Boisvert, 90, 22e Avenue, toutes deux secrétaires, tous six de Drumstock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2911-1971

Chez Étienne, tailleur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Duval, 50 Place Crémazie, Suite 606, Guy Saint-Aubin, 2185 Nicolas-Perrot, both lawyers, of Montreal, and Guy Tremblay, manager, 10817 St. Julien, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "Chez Étienne, tailleur inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2732-1971

Club automobile Bison Rouge inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Salvail, professor, Guy Chagnon, operator, both of 152 St. Antoine, and Michel Brodeur, technician, 207 Perreault, all three of Contrecoeur, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and to deal in automobiles, motors, machines and all accessories and parts thereof, under the name of "Club automobile Bison Rouge inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal value and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 145 Papin Street, Contrecoeur, judicial district of Richelieu.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 996-1971

Club de tir de Drummondville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Brodeur, deliveryman, 101 Plamondon, Émilien Bouffard, merchant, 54 des Cèdres, André Jean, Gérard Fradet, both notaries, of 215 Lindsay, Mireille Gaudet, wife of Réginald Ruest, 701A St. Pierre, Rita Giguère, wife of Gilles Boisvert, 90, 22nd Avenue, both secretaries, all six of Drumondville, and

mondville, et Claude Beaulieu, marchand, 535, 110e Avenue, Drummondville-Sud, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise pour la pratique du sport du tir en général et principalement du tir à la volée (trap et skeet), du tir à la carabine, au pistolet, à l'arc, et autres semblables, sous le nom de « Club de tir de Drummondville inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2823-1971

Club Richelieu de Bonaventure

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Raynald Arsenault, gérant, avenue Grand Pré, Denis Arsenault, professeur, avenue Louisbourg, Alfred-E. Arsenault, marchand de meubles, avenue Grand Pré, Ghislain Arsenault, secrétaire, Jean-B. Arsenault, avocat, avenue Port-Royal, Roch Lévesque, médecin, Lionel Cayouette, avenue Port-Royal, et Maurice Arsenault, ces deux derniers administrateurs, tous de Bonaventure, pour les objets suivants:

Unir ses membres dans un but charitable afin qu'ils puissent s'entraider dans le domaine de la culture personnelle, sous le nom de « Club Richelieu de Bonaventure ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporaion est à Bonaventure, district judiciaire de Bonaventure.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2597-1971

Cogebec information inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1971, constituant en corporation: Robert LeDoux, administrateur, 9226, De Ségur, Saint-Léonard, Roland Walch, 3601, Ste-Famille, Montréal, et Michel Pret, 3050, St-Louis, Sainte-Foy, ces deux derniers informaticiens, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers en administration et en gestion, sous le nom de « Cogebec information inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9226, De Ségur, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 3079-1971

Claude Beaulieu, merchant, 535, 110th Avenue, Drummondville South, for the following purposes:

To carry on a business in the sport of shooting in general and principally the shooting on the fly (trap and skeet), rifle, pistol and archery and the like, under the name of "Club de tir de Drummondville inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2823-1971

Club Richelieu de Bonaventure

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to incorporate a corporation without share capital: Raynald Arsenault, manager, Grand Pré Avenue, Denis Arsenault, professor, Louisbourg Avenue, Alfred-E. Arsenault, furniture dealer, Grand-Pré Avenue, Ghislain Arsenault, secretary, Jean-B. Arsenault, lawyer, Port-Royal Avenue, Roch Lévesque, physician, Lionel Cayouette, Port-Royal Avenue, and Maurice Arsenault, the latter two administrators, all of Bonaventure, for the following purposes:

To group its members together for charitable purposes for them to help each other in their cultural improvement, under the name of "Club Richelieu de Bonaventure".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire or hold is to be limited is $50,000.

The head office of the corporation is at Bonaventure, judicial district of Bonaventure.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2597-1971

Cogebec information inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert LeDoux, administrator, 9226 De Ségur, St. Léonard, Roland Walch, 3601 St. Famille, Montreal, and Michel Pret, 3050 St. Louis, St. Foy, the latter two statisticians, for the following purposes:

To carry on business as administration and management consultants, under the name of "Cogebec information inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 9226 De Ségur, St. Léonard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 3079-1971

College Homes Inc.
Les maisons Collège inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, et Gilles Poulin, 103, Ashton, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « College Homes Inc.— Les maisons Collège inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2176-1971

Com-Div. Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Mitchell Klein, avocat, 44, chemin Anwoth, Westmount, Janet Brovender, 3434, rue Stanley, Lorraine McLeod, 1879, rue Lincoln, toutes deux de Montréal, et Francine Thomson, 5266, St-Joseph, Lachine, ces trois dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Fournir des services de consultation pour la mise en marché, la publicité, les impressions et la gestion, sous le nom de « Com-Div. Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Les directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2253-1971

La Compagnie de gestion B.C.L. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Guy Bélisle, notaire, 124, Grande-Côte, Françoise Théorêt, épouse de Guy Jérôme, 91, de Bellefeuille, et Monique Lalonde, épouse de Jean-Clément Guimond, 332, Renaud, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion et de placement, sous le nom de « La Compagnie de gestion B.C.L. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

College Homes Inc.
Les maisons Collège inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, and Gilles Poulin, 103 Ashton, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "College Homes Inc.— Les maisons Collège inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2176-1971

Com-Div. Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mitchell Klein, advocate, 44 Anwoth Road, Westmount, Janet Brovender, 3434 Stanley Street, Lorraine McLeod, 1879 Lincoln Street, both of Montreal, and Francine Thomson, 5266 St-Joseph, Lachine, the latter three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To provide marketing, advertising, printing and management consultation services, under the name of "Com-Div Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2253-1971

La Compagnie de gestion B.C.L. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Bélisle, notary, 124 Grande-Côte, Françoise Théorêt, wife of Guy Jérôme, 91 de Bellefeuille, and Monique Lalonde, wife of Jean-Clément Guimond, 332 Renaud, the latter two secretaries, all three of St. Eustache, for the following purposes:

To carry on business as a management and investment company under the name of "La Compagnie de gestion B.C.L. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Scholastique, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2844-1971

Craig Stores Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation Samuel Chait, 4, Surrey Gardens, Westmount, Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, et David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de livres, magazines, périodiques, papeterie, cigares, cigarettes, fournitures scolaires et produits connexes, sous le nom de « Craig Stores Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 900 actions ordinaires de $1 chacune, 100 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 75, Glengarry, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2820-1971

Croisière des Iles de Sorel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gilles Forest, marchand, 5061, Terrasse Duvernay, Marcel Arsenault, professeur, 2225, Cardinal-Léger, et Jacques Massé, imprimeur, 4799, Marquette, tous trois de Tracy, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de transport de personnes et de marchandises par bateau, sous le nom de « Croisière des Iles de Sorel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2429-1971

Dairy Barn Stores of Canada Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1971, constituant en corporation: Richard Meagher, 20, avenue Roselawn, Leslie Morris, 240, rue Wellesley, tous deux administrateurs, Rommel Sankarsingh, constable, Innocent Doughdeen, ménagère, célibataire, tous deux de 200, avenue Woolner, et William Macauley, homme de service, 1332A ouest, rue Bloor, tous les cinq de Toronto, pour les objets suivants:

The head office of the company is at St. Scholastique, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2844-1971

Craig Stores Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samuel Chait, 4 Surrey Gardens, Westmount, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, and David Katznelson, 145 Radcliffe Road, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in books, magazines, periodicals, stationery, cigars, cigarettes, school supplies and allied products, under the name of "Craig Stores Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 900 common shares of $1 each, 100 class "A" preferred shares of $1 each and 39,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 75 Glengarry, Mount Royal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2820-1971

Croisière des Iles de Sorel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Forest, merchant, 5061 Terrasse Duvernay, Marcel Arsenault, teacher, 2225 Cardinal-Léger, and Jacques Massé, printer, 4799 Marquette, all three of Tracy, for the following purposes:

To carry on businesses in marine transportation of passengers and goods, under the name of "Croisière des Iles de Sorel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Tracy, judicial district of Richelieu.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2429-1971

Dairy Barn Stores of Canada Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Meagher, 20 Roselawn Avenue, Leslie Morris, 240 Wellesley Street, both executives, Rommel Sankarsingh, constable, Innocent Doughdeen, housewife, spinster, both of 200 Woolner Avenue, and William Macaulay, deskman, 1332A Bloor Street West, all five of Toronto, for the following purposes:

Manufacturer toutes sortes de produits laitiers, en faire le commerce, sous le nom de « Dairy Barn Stores of Canada Limited », avec un capital-actions divisé en 1,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 635 ouest, rue Dorchester, local 604, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 1464-1971

Dames auxiliaires des loisirs de Ste-Thérèse-Ouest

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jeanne Evans, épouse de Marcel Dinelle, 15A, Principale, Etoila Fontaine, épouse de Arthur Booth, 51, Principale, toutes deux ménagères, et Gisèle Paquette, secrétaire, fille majeure, 6, 9e Avenue, toutes trois de Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club de loisirs et de cultures, promouvoir le sport, le loisir, la culture en général et l'âge d'or, sous le nom de « Dames auxiliaires des loisirs de Ste-Thérèse-Ouest ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Thérèse-Ouest, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2727-1971

Philippe Day inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Philippe Day, entrepreneur, Rita Savoie, ménagère, épouse dudit Philippe Day, tous deux de Nouvelle, et Jean-Claude Day, papetier, Carleton-sur-Mer, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et de transport, sous le nom de « Philippe Day inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Nouvelle, district judiciaire de Bonaventure.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2741-1971

Décarie Datsun Ltd.
Décarie Datsun ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant

To manufacture and deal in all types of dairy products, under the name of "Dairy Barn Stores of Canada Limited", with a capital stock divided into 1,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 635 Dorchester Street West, Suite 604, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 1464-1971

Dames auxiliaires des loisirs de Ste-Thérèse-Ouest

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jeanne Evans, wife of Marcel Dinelle, 15A Principale, Etoila Fontaine, wife of Arthur Booth, 51 Principale, both housewives, and Gisèle Paquette, secretary, spinster, 6, 9th Avenue, all three of St. Thérèse-West, for the following purposes:

To establish and operate a recreational and cultural club, and to promote sports, spare time activities, culture in general, and golden age, under the name of "Dames auxiliaires des loisirs de Ste-Thérèse-Ouest".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire or hold is to be limited is $40,000.

The head office of the corporation is at St. Thérèse-West, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2727-1971

Philippe Day inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philippe Day, contractor, Rita Savoie, housewife, wife of the said Philippe Day, both of Nouvelle, and Jean-Claude Day, paper-maker, Carleton-sur-Mer, for the following purposes:

To carry on business as a construction and transport company, under the name of "Philippe Day inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Nouvelle, judicial district of Bonaventure.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2741-1971

Décarie Datsun Ltd.
Décarie Datsun ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpo-

en corporation: Gérald McCarthy, avocat, 3495, rue Mountain, Céline Trudeau, 2132, Bossuet, tous deux de Montréal, et Marie-Édith Lebrun, 6635, boulevard Bruxelles, Brossard, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, remorques, motocyclettes et véhicules moteurs de toutes sortes, sous le nom de « Décarie Datsun Ltd. — Décarie Datsun ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 5925, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2669-1971

Denlow Realties Ltd.
Les immeubles Denlow ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Max Bernard, 5360, MacDonald, David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, Ralph Lipper, 1550 McGregor, et Nahum Gelber, 171, chemin Edgehill, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Denlow Realties Ltd.— Les immeubles Denlow ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 1, place Ville Marie, local 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 1799-1971

Desmarais et frère ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Michel Pothier, avocat, 1653, Girouard, Jacques Pothier, stagiaire, 2580, Girouard, tous deux de Saint-Hyacinthe, et Marie-Paule Cadorette, secrétaire, épouse de Jean-Guy Cadorette, 1505, Beauregard, Saint-Joseph, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et paysagistes, sous le nom de « Desmarais et frère ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 640, rue Ste-Marie, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2607-1971

rating: Gérald McCarthy, advocate, 3495 Mountain Street, Céline Trudeau, 2132 Bossuet, both of Montreal, and Marie-Édith Lebrun, 6635 Bruxelles Boulevard, Brossard, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in automobiles, trucks, trailers, motorcycles and motor vehicles of every kind, under the name of "Décarie Datsun Ltd. — Décarie Datsun ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 39,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 5925 Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2669-1971

Denlow Realties Ltd.
Les immeubles Denlow ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max Bernard, 5360 MacDonald, David Katznelson, 145 Radcliffe Road, Ralph Lipper, 1550 McGregor, and Nahum Gelber, 171 Edgehill Road, all four advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Denlow Realties Ltd.— Les immeubles Denlow ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 1799-1971

Desmarais et frère ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Pothier, lawyer, 1653 Girouard, Jacques Pothier, articled student, 2580 Girouard, both of St. Hyacinthe, and Marie-Paule Cadorette, secretary, wife of Jean-Guy Cadorette, 1505 Beauregard, St. Joseph, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and landscape gardeners, under the name of "Desmarais et frère ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 640 St. Marie Street, St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2607-1971

Développement Rivière des Roches St-Féréol les Neiges inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gratien Boily, 950, Bougainville, Paule Gauthier, fille majeure, 630, Père Marquette, tous deux de Québec, et Henri LaRue, 2660, des Forges, Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Développement Rivière des Roches St-Féréol les Neiges inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 60, rang St-Nicolas, Saint-Féréol-les-Neiges, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2770-1971

Développement Rivière des Roches St-Féréol les Neiges inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gratien Boily, 950 Bougainville, Paule Gauthier, fille majeure, 630 Père Marquette, both of Québec, and Henri LaRue, 2660 des Forges, Sainte-Foy, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Développement Rivière des Roches St-Féréol les Neiges inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 60 St. Nicolas Range, Saint-Féréol-les-Neiges, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2770-1971

Diamond Bar-B-Q & Pizzeria Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1971, constituant en corporation: André Tassopoulos, restaurateur, Dimitra Tsiboussi, ménagère, épouse dudit André Tassopoulos, Nick Eliopoulos, restaurateur, et Fréda Tassopoulos, ménagère, épouse dudit Nick Eliopoulos, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurant, sous le nom de « Diamond Bar-B-Q- & Pizzeria Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 1872-1971

Diamond Bar-B-Q & Pizzeria Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Tassopoulos, restaurateur, Dimitra Tsiboussi, housewife, wife of the said André Tassopoulos, Nick Eliopoulos, restaurateur, and Fréda Tassopoulos, housewife, wife of the said Nick Eliopoulos, all four of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Diamond Bar-B-Q & Pizzeria Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 1872-1971

Domaine des Hêtres ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: André Gloutnez, vendeur, 6672B, des Érables, Armand Tremblay, boulanger, 3091, Lyall, tous deux de Montréal, et Marc Blanchet, mécanicien, 1720, Dumont, Laval, pour les objets suivants:

Constituer, exploiter et disposer de terrains de camping dans les limites de la province de Québec, sous le nom de « Domaine des Hêtres ltée », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune.

Domaine des Hêtres ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Gloutnez, salesman, 6672B des Érables, Armand Tremblay, baker, 3091 Lyall, both of Montreal, and Marc Blanchet, mechanic, 1720 Dumont, Laval, for the following purposes:

To set up, operate and organize camping grounds in the Province of Québec, under the name of "Domaine des Hêtres ltée", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 1720, rue Dumont, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41344-o 2445-1971

Domaine Mont St-Michel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Guy Gagnon, notaire, 95, Grande Ligne, Hervé Gagnon, coiffeur, 56, boulevard Jutras est, Benoit Gagnon, 22, St-Antoine, tous trois de Victoriaville, Albert Grenier, route numéro 5, tous deux entrepreneurs, et André Lemieux, cultivateur, Côte Stein, ces deux derniers d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Domaine Mont St-Michel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 231, Notre-Dame est, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41344-o 2789-1971

Dufresne & Dufresne incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1971, constituant en corporation: Toussaint Dufresne, entrepreneur, 128, Albertine, Saint-Romuald-d'Etchemin, Léopold Dufresne, comptable, et Denise Fortier, serveuse, fille majeure, ces deux derniers de Saint-Louis-de-Pintendre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Dufresne & Dufresne incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Louis-de-Pintendre, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41344-o 2956-1971

Duro-Lak inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Robert Palombo, 1117, boulevard Brown, Verdun, Bruno Evangelista, 8529, Daoust, Lasalle, et André Hozer, 3989, 9e Rue, Laval, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de peintures, polis et enduits, enduits colorants, couleurs, vernis, laques, produits chimiques, matériaux pour nettoyer ou assurer

The head office of the company is at 1720 Dumont Street, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41344 2445-1971

Domaine Mont St-Michel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Gagnon, notary, 95 Grande Ligne, Hervé Gagnon, hairdresser, 56 Jutras Boulevard East, Benoit Gagnon, 22 St. Antoine, all three of Victoriaville, Albert Grenier, Route No. 5, both contractors, and André Lemieux, farmer, Côte Stein, the latter two of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Domaine Mont St-Michel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 231 Notre-Dame East, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41344 2789-1971

Dufresne & Dufresne incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Toussaint Dufresne, contractor, 128 Albertine, St. Romuald d'Etchemin, Léopold Dufresne, accountant, and Denise Fortier, waitress, spinster, the latter two of St. Louis-de-Pintendre, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, and to deal all kinds of materials, under the name of "Dufresne & Dufresne incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Louis-de-Pintendre, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41344 2956-1971

Duro-Lak inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Palombo, 1117 Brown Boulevard, Verdun, Bruno Evangelista, 8529 Daoust, Lasalle, and André Hozer, 3989, 9th Street, Laval, all three merchants, for the following purposes:

To manufacture and deal in paints, polishes and coatings, color coatings, colors, varnishes, shellacs, chemicals, cleaning or proofing materials, under the

l'étanchéité, sous le nom de « Duro-Lak inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 639, rue St-Rémi, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2547-1971

Economic Travellers Club of Québec Ltd.
Le Club d'économie des voyageurs du Québec ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Roger Grenier, 8385, Bretagne, Saint-Léonard, Gilles Laprise, 1945, terrasse St-Jean-Baptiste, Pointe aux-Trembles, tous deux vendeurs, et Norton Segal, avocat, 4994, Jean Brillant, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'une agence générale de billets et bureau de voyage dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Economic Travellers Club of Québec Ltd.— Le Club d'économie des voyageurs du Québec ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3737 est, boulevard Métropolitain, local 506, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2724-1971

Les entreprises Bishurt inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Roger Bisson, industriel, Cécile Hurtubise, femme d'affaires, épouse dudit Roger Bisson, tous deux de 380, Sauvé ouest, Montréal, et Vianney Bisson, mécanicien, 106, de Lorimier, Hull, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin de variété, sous le nom de « Les entreprises Bishurt inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 380, rue Sauvé ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2097-1971

Les entreprises de transport Bel-Air inc.
Bel-Air Trucking Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1971, constituant

name of "Duro-Lak inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 639 St. Rémi Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2547-1971

Economic Travellers Club of Québec Ltd.
Le Club d'économie des voyageurs du Québec ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Grenier, 8385 Bretagne, Saint-Léonard, Gilles Laprise, 1945 St-Jean-Baptiste Terrace, Pointe-aux-Trembles, both salesmen, and Norton Segal, advocate, 4994 Jean Brillant, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "Economic Travellers Club of Québec Ltd.— Le Club d'économie des voyageurs du Québec ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3737 Metropolitain Boulevard East, suite 506, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2724-1971

Les entreprises Bishurt inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Bisson, manufacturer, Cécile Hurtubise, businesswoman, wife of the said Roger Bisson, both of 380 Sauvé West, Montreal, and Vianney Bisson, mechanic, 106 de Lorimier, Hull, for the following purposes:

To operate a variety store, under the name of "Les entreprises Bishurt inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 380 Sauvé Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2097-1971

Les entreprises de transport Bel-Air inc.
Bel-Air Trucking Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpo-

en corporation: Robert Lefcort, 5400, Prince de Galles, Montréal, Yoine Goldstein, 6505, Côte Saint-Luc, et Leonard Flanz, 5750, Trinity, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Les entreprises de transport Bel-Air inc.— Bel-Air Trucking Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2539-1971

rating: Robert Lefcort, 5400 Prince of Wales, Montreal, Yoine Goldstein, 6505 Côte St-Luc, and Leonard Flanz, 5750 Trinity, the latter two of Côte Saint-Luc, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Les entreprises de transport Bel-Air inc.— Bel-Air Trucking Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2539-1971

Les entreprises Georges Tétreault inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1971, constituant en corporation: Richard Barbeau, 275, Amédée-Meunier, Repentigny, Jean Geoffrion, 1120, Bernard ouest, app. 34, Outremont, et Gilles Duchesne, 1169, Lesage, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises Georges Tétreault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégies de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5839, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2594-1971

Les entreprises Georges Tétreault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Barbeau, 275 Amédée-Meunier, Repentigny, Jean Geoffrion, 1120 Bernard West, Apt. 34, Outremont, and Gilles Duchesne, 1169 Lesage, Laval, all three lawyers for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises Georges Tétreault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5839 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2594-1971

Les entreprises Lucien Martel ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Lucien Martel, optométriste, Odette Lauzon, ménagère, épouse dudit Lucien Martel, tous deux de 625, Bourassa, Saint-Hyacinthe, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers en administration, sous le nom de « Les entreprises Lucien Martel ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 50 actions ordinaires de $10 chacune, 9,930 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 625, rue Bourassa, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2775-1971

Les entreprises Lucien Martel ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Martel, optometrist, Odette Lauzon, housewife, wife of the said Lucien Martel, both of 625 Bourassa, St. Hyacinthe, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles, St. Thérèse West, for the following purposes:

To carry on business as administration consultants, under the name of "Les entreprises Lucien Martel ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 50 common shares of $10 each, 9,930 class "A" preferred shares of $10 each and 200 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 625 Bourassa Street, St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2775-1971

Les entreprises P.D.C. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9e Rue, Lise Sirois, 377, Marie-Louise, Céline Laplante, 3, boulevard des Alliés, toutes trois de Québec, et Louise Bouchard, 1430, Preston, Sillery, toutes quatre secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Fabriquer et exploiter des golfs intérieurs, extérieurs ainsi que tous les accessoires connexes, équipements, instruments et appareils de toutes sortes s'y rapportant ou servant à la pratique du sport du golf, sous le nom de « Les entreprises P.D.C. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1500, boulevard Maisonneuve est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2225-1971

Les entreprises P.D.C. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th Street, Lise Sirois, 377 Marie-Louise, Céline Laplante, 3 des Alliés Boulevard, all three of Québec, and Louise Bouchard, 1430 Preston, Sillery, all four secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in interior or exterior golf lay-outs, as well as in all the related accessories, equipment, instruments and appliances of all kinds, used in or related to the practice of the sport of golf, under the name of "Les entreprises P.D.C. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1500 Maisonneuve Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2225-1971

Les entreprises Pointe Valaine ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Yves Gauthier, 10215, Gouin est, Montréal, Claude Gratton, 262, Deguire, Saint-Laurent, tous deux notaires, et Monique Charron, secrétaire, fille majeure, 752, Claudia, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Les entreprises Pointe Valaine ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 92, Connaught, Otterburn Park, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2642-1971

Les entreprises Pointe Valaine ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Gauthier, 10215 Gouin East, Montreal, Claude Gratton, 262 Deguire, St. Laurent, both notaries, and Monique Charron, secretary, spinster, 752 Claudia, Laval, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les entreprises Pointe Valaine ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 92 Connaught, Otterburn Park, judicial district of St. Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2642-1971

Fairlaine Wools (Anjou) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1971, constituant en corporation: Garabed Adjemian, Marie Zadourian, épouse dudit Garabed Adjemian, tous deux de 2340, rue Alfred Laliberté, Montréal, et Minas Zadourian, 80, chemin Forest Manor, Willowdale, tous trois marchands, pour les objets suivants:

Manufacturer des fibres à tricoter ou tissus faits de laine, coton, rayonne, nylon, ou autres fibres naturelles ou synthétiques ou de toutes combinaisons d'icelles, en faire le commerce, sous le nom de « Fairlaine Wools (Anjou) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé

Fairlaine Wools (Anjou) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Garabed Adjemian, Marie Zadourian, wife of the said Garabed Adjemian, both of 2340 Alfred Laliberté Street, Montreal, and Minas Zadourian, 80 Forest Manor Road, Willowdale, all three merchants, for the following purposes:

To manufacture and deal in knitting fibers or fabrics made of wool, cotton, rayon, nylon, or any other fiber natural or synthetic or of a combination thereof, under the name of "Fairlaine Wools (Anjou) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000

en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2236-1971

Fédération de balle au mur du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Robitaille, policier, 7760, Renée, Lasalle, Michaël Monk, professeur, 5967, Côte St-Antoine, #9, et Joseph Weinstock, actuaire, 4605, boulevard Grand, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir la pratique de la balle au mur, sous le nom de « Fédération de balle au mur du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2620-1971

Ferme Pierreville ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation: Lionel-H. Benoit, 166, de Bretagne, Boucherville, André Loubier, 11812, boulevard Roland, Montréal-Nord, tous deux comptables, et André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire le commerce, cultiver, mettre en conserve et faire la mise en marché des légumes, fruits et céréales, leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Ferme Pierreville ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 785, boulevard Guimond, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2908-1971

Ferrailles G.V. inc.
G.V. Scrap Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Pierre Valois, 7502, Verdier, Jean-Pierre Geoffroy, 5897, Dubreuil, tous deux commercommon shares of a par value of $1 each and 20,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Anjou, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2236-1971

Fédération de balle au mur du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert Robitaille, policeman, 7760 Renée, Lasalle, Michaël Monk, teacher, 5967 Côte St-Antoine, #9, and Joseph Weinstock, actuary, 4605 Grand Boulevard, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To promote the practice of handball, under the name of "Fédération de balle au mur du Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2620-1971

Ferme Pierreville ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lionel-H. Benoit, 166 de Bretagne, Boucherville, André Loubier, 11812 Roland Boulevard, Montreal-North, both accountants, and André Gauthier, lawyer, 1990 des Ormes, St. Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To grow and preserve vegetables, fruits and cereals, and to market and deal in vegetables, fruits and cereals, their products and by-products, under the name of "Ferme Pierreville ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 785 Guimond Boulevard, Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2908-1971

Ferrailles G.V. inc.
G.V. Scrap Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Valois, 7502 Verdier, Jean-Pierre Geoffroy, 5897 Dubreuil, both traders, of St. Léonard, and Paul

çants, de Saint-Léonard, et Paul Guilbault, avocat, 8182, Place Montrichard, Anjou, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métaux de toutes sortes, de même que tous les fers, ferrailles et autres produits semblables ou sous-produits, sous le nom de « Ferrailles G.V. inc. — G.V. Scrap Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1505, boulevard de l'Industrie, Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2792-1971

Guilbault, lawyer, 8182 Place Montrichard, Anjou, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals of all kinds as well as in iron, scrap and other similar products or by-products, under the name of "Ferrailles G.V. inc. — G.V. Scarp Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1505 Boulevard de l'Industrie, Beloeil, judicial district of Richelieu.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2792-1971

Fondex ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Bernard Boileau, ingénieur, Marie-Paule Cyr, infirmière, épouse dudit Bernard Boileau, tous deux de 6, St-Arthur, Pointe-Gatineau et Pierre Boileau, avocat, 64, Cholette, Hull, pour les objets suivants.

Faire des études, recherches, analyses, tests, essais et autres travaux semblables se rattachant au génie civil, à la construction ou à tout autre domaine du génie, sous le nom de « Fondex ltée », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2268-1971

Fondex ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Boileau, engineer, Marie-Paule Cyr, nurse, wife of the said Bernard Boileau, both of 6 St. Arthur, Pointe-Gatineau, and Pierre Boileau, lawyer, 64 Cholette, Hull, for the following purposes:

To do studies, research work, analyses, tests, experiments and other similar works respecting civil engineering, construction or any other field of engineering, under the name of "Fondex ltée", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Gatineau, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX.
Director of the Companies Service.

41344 2268-1971

Forsav inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gérald Fornasier, horloger, 880, Vercel, Québec, Marc Savard, gérant, 153, Normandie, Pierre Savard, bijoutier, Cyrille Savard, commerçant, tous deux de 503, Montcalm, et Denis Tremblay, comptable, 222, Constantin, ces quatre derniers de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Forsav inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 2,400 actions ordinaires de $10 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2761-1971

Forsav inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérald Fornasier, clockmaker, 880 Vercel, Québec, Marc Savard, manager, 153 Normandie, Pierre Savard, jeweller, Cyrille Savard, dealer, both of 503 Montcalm, and Denis Tremblay, accountant, 222 Constantin, the latter four of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to manufacture and deal in all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Forsav inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 2,400 common shares of $10 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2761-1971

Foyer d'artisanat Raymond inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Clifford S. Postelnik, 5617, Melling, Côte Saint-Luc, Gerald W. Postelnik, 7355, Ostell Crescent, Montréal, tous deux avocats, et Doreen Dalessandro, secrétaire, célibataire, 118, Royal Park, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Manufacturer des marchandises, articles et produits de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Foyer d'artisanat Raymond inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 880, Alexis Nihon Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX,
41344 1932-1971

Foyer Ste-Rose inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Donat Lafleur, homme d'affaires, Léa Legault, ménagère, épouse dudit Donat Lafleur, tous deux de 18, Hamel, et Claude Lafleur, secrétaire, 17, Hamel, tous trois de Templeton, pour les objets suivants:

Exploiter un foyer d'accueil et d'hébergement pour vieillards, sous le nom de « Foyer Ste-Rose inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Templeton, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
41344-o 1174-1971

Garage Lajeunesse inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Réal Dussault, 3421, Hochelaga, app. 24, Guy Lajeunesse, tous deux garagistes, et Annette Clermont, ménagère, épouse dudit Guy Lajeunesse, ces deux derniers de 5267, 3e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Lajeunesse inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 80,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Foyer d'artisanat Raymond inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clifford S. Postelnik, 5617 Melling, Côte Saint-Luc, Gerald W. Postelnik, 7355 Ostell Crescent, Montreal, both advocates, and Doreen Dalessandro, secretary, spinster, 118 Royal Park, Deux-Montagnes, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Foyer d'artisanat Raymond inc.",with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 880 Alexis Nihon, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
41344-o 1932-1971

Foyer Ste-Rose inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donat Lafleur, businessman, Léa Legault, housewife, wife of the said Donat Lafleur, both of 18 Hamel, and Claude Lafleur, secretary, 17 Hamel, all three of Templeton, for the following purposes:

To manage a home to receive and shelter the aged, under the name of "Foyer Ste-Rose inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Templeton, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
41344 1174-1971

Garage Lajeunesse inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Dussault, 3421 Hochelaga, Apt. 24, Guy Lajeunesse, both garage operators, and Annette Clermont, housewife, wife of the said Guy Lajeunesse, the latter two of 5267, 3rd Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and to deal in automobiles, motors, machines and all accessories and parts thereof, under the name of "Garage Lajeunesse inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 80,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 1170, rue de Lorimier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41344-o 2600-1971

La Garde Paroissiale de Chicoutimi-Nord inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Morisette, électricien, 57, de la Croix, Florent Gaudreault, camionneur, 311, Sauvé, Jean-Louis Harvey, technicien, 1468, Roussel, Michel Tremblay, 17, St-Maurice, tous quatre de Chicoutimi-Nord, et Donat Tremblay, 5, Larouche, Saint-Fulgence, ces deux derniers commis, pour les objets suivants:

Aider les hommes et jeunes gens à se perfectionner au point de vue moral, intellectuel et physique, sous le nom de « La Garde Paroissiale de Chicoutimi-Nord inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41344-o 2658-1971

La Gestion Michel Gagnon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: George Gordon Kohl, avocat, Meredith Millen, ménagère, épouse dudit George Gordon Kohl, tous deux de 666, Casgrain, Saint-Lambert, et Jessie Robertson, secrétaire, fille majeure, 5039, Sherbrooke, app. 5, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de gestion, sous le nom de « La Gestion Michel Gagnon inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 990 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41344-o 2798-1971

Rémi Goudreau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1971, constituant en corporation: Rémi Goudreau, épicier, Mann, François Didier, notaire, et Lise Saint-Pierre, secrétaire, épouse dudit François Didier, ces deux derniers d'Amqui, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 1170 de Lorimier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41344 2600-1971

La Garde Paroissiale de Chicoutimi-Nord inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Maurice Morisette, electrician, 57 de la Croix, Florent Gaudreault, trucker, 311 Sauvé, Jean-Louis Harvey, technician, 1468 Roussel, Michel Tremblay, 17 St. Maurice, all four of Chicoutimi-North, and Donat Tremblay, 5 Larouche, St. Fulgence, the latter two clerks, for the following purposes:

To help men and young men to improve morally, intellectually and physically, under the name of "La Garde Paroissiale de Chicoutimi-Nord inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire or hold is to be limited is $40,000.

The head office of the corporation is at Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41344 2658-1971

La Gestion Michel Gagnon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George Gordon Kohl, lawyer, Meredith Millen, housewife, wife of the said George Gordon Kohl, both of 666 Casgrain, St. Lambert, and Jessie Robertson, secretary, spinster, 5039 Sherbrooke, Apt. 5, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and management company, under the name of "La Gestion Michel Gagnon inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 990 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41344 2798-1971

Rémi Goudreau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rémi Goudreau, grocer, Mann, François Didier, notary, and Lise Saint-Pierre, secretary, wife of the said François Didier, the latter two of Amqui, for the following purposes:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Rémi Goudreau inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mann, district judiciaire de Bonaventure.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2670-1971

Graduor inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Hervé Lenclud, Louise Mongeon, épouse dudit Hervé Lenclud, tous deux commerçants, de 1376, Fleury est, et Francine Lamarre, ménagère, épouse de Louis-Jacques Léger, 10596, Berri, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de « Graduor inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1376, rue Fleury est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2966-1971

Les habitations I.B. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: J.-Isidore Banville, surintendant en construction, Jocelyn Banville, professeur, tous deux de Saint-Anaclet-de-Lessard, et Réjean Banville, inspecteur, 864, Fort St-Louis, app. 5, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les habitations I.B. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2475-1971

Nicholas Hoare Ltd.
Nicholas Hoare ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: Timothy Ross Carsley, 1509 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Robert Alan Pratt, 141, avenue Clandeboye, et Timothy Warren Stewart, 4000 ouest, boulevard de Maisonneuve, ces deux der-

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Rémi Goudreau inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 1,000 common shares of $5 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Mann, judicial district of Bonaventure.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2670-1971

Graduor inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hervé Lenclud, Louise Mongeon, wife of the said Hervé Lenclud, both traders, 1376 Fleury East, and Francine Lamarre, housewife, wife of Louis-Jacques Léger, 10596 Berri, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, silversmiths, diamond merchants, watch makers and in other similar trades, under the name of "Graduor inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1376 Fleury Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2966-971

Les habitations I.B. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J. Isidore Banville, construction superintendent, Jocelyn Banville, teacher, both of St. Anaclet-de-Lessard, and Réjean Banville, inspector, 864 Fort St-Louis, Apt. 5, Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Les habitations I.B. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2475-1971

Nicholas Hoare Ltd.
Nicholas Hoare ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Timothy Ross Carsley, 1509 Sherbrooke Street West, Montreal, Robert Alan Pratt, 141 Clandeboye Avenue, and Timothy Warren Stewart, 4000 de Maisonneuve Boulevard West, the latter two of

niers de Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de livres et imprimés connexes, sous le nom de « Nicholas Hoare Ltd. — Nicholas Hoare ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2461-1971

Hôtel & tours Hospitalité inc.
Hospitality Hotel & Tours Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: Léo Normand, aubergiste, Georges Brown, tous deux de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, et Arlette Castonguay, fille majeure, 2435, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, ces deux derniers commis de bureau, pour les objets suivants:

Exploiter des bureaux de tourisme et des agences de réserve de billets, sous le nom de « Hôtel & tours Hospitalité inc.— Hospitality Hotel & Tours Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 73, rue d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2870-1971

Les Immeubles Edery-Lajeunesse inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1971, constituant en corporation: Max Edery, 3953, avenue Van Horne, Montréal, André Lajeunesse, 7190, avenue Radisson, Anjou, tous deux agents, Abraham Gurman, 80, chemin Holtham, Hampstead, et Stephen Marcovitch, 260, boulevard Alexis Nihon, Saint-Laurent, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, immeubles et construction, sous le nom de « Les Immeubles Edery-Lajeunesse inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3953, avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2377-1971

Importations les Bons Vins ltée
Good Wine Imports Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of books and related printed under the name of "Nicholas Hoare Ltd. — Nicholas Hoare ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2461-1971

Hôtel & tours Hospitalité inc.
Hospitality Hotel & Tours Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Normand, inn keeper, Georges Brown, both of St. Dunstan-du-Lac-Beauport, and Arlette Castonguay, spinster, 2435 St. Foy Road, St. Foy, the latter two office clerks, for the following purposes:

To operate agencies and ticket offices, under the name of "Hôtel & tours Hospitalité inc.— Hospitality Hotel & Tours Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 73 d'Auteuil Street, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2870-1971

Les Immeubles Edery-Lajeunesse inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max Edery, 3953 Van Horne Avenue, Montreal, André Lajeunesse, 7190 Radisson Avenue, Anjou, both agents, Abraham Gurman, 80 Holtham Road, Hampstead, and Stephen Marcovitch, 260 Alexis Nihon Boulevard, Saint-Laurent, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment, real estate and construction company, under the name of "Les immeubles Edery-Lajeunesse inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3953 Van Horne Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2377-1971

Importations les Bons Vins ltée
Good Wine Imports Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 9e jour de juin 1971, constituant en corporation: Aurélio de Vasconcelos, homme d'affaires, 1330, Beauvais, Saint-Laurent, Harold P. Toulch, avocat, 2555, Benny, Montréal, et Aline Pilote, secrétaire, fille majeure, 1450, Shevchenko, #313, Lasalle, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vins, sous le nom de « Importations les Bons Vins ltée — Good Wine Imports Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2696-1971

Industrial Digital Controls Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1971, constituant en corporation: Erhard Breu, 4080 Kindersley, Montreal, Jagmohan Wanchu, 2, Lazard, Mont-Royal, tous deux ingénieurs électroniciens, et King Fong Wong, ménagère, épouse de David Wong, 17068, Oméga, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Manufacturer des appareils électroniques, en faire le commerce, sous le nom de « Industrial Digital Controls Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2389-1971

International Furniture Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation : Irving Shapiro, 636, avenue Kindersley, Mont-Royal, Michaël D. Worsoff, 2437, rue Gold, Saint-Laurent, tous deux avocats, Jacquelyn Hallett, épouse de Grant Hallett, 259, rue Helen, Otterburn Park, et Linda Grenchuk, fille majeure, 436, avenue Moffat, Verdun, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Manufacturer des meubles, nouveautés, bois et produits d'iceux, verrerie, quincaillerie, articles et service de rembourrage, en faire le commerce, sous le nom de « International Furniture Co. Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2779-1971

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aurélio de Vasconcelos, businessman, 1330 Beauvais, St. Laurent, Harold P. Toulch, lawyer, 2555 Benny, Montreal, and Aline Pilote, secretary, spinster, 1450 Shevchenko, Apt. 313, Lasalle, for the following purposes:

To make wine and deal in same, under the name of "Importations les Bons Vins ltée — Good Wine Imports Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2696-1971

Industrial Digital Controls Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Erhard Breu, 4080 Kindersley, Montreal, Jagmohan Wanchu, 2 Lazard, Mount Royal, both electronic engineers, and King Fong Wong, housewife, wife of David Wong, 17068 Oméga, Pierrefonds, for the following purposes:

To manufacture and deal in electronic apparatus, under the name of "Industrial Digital Controls Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2389-1971

International Furniture Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Shapiro, 636 Kindersley Avenue, Mount Royal, Michaël D. Worsoff, 2437 Gold Street, Saint-Laurent, both advocates, Jacquelyn Hallett, wife of Grant Hallett, 259 Helen Street, Otterburn Park, and Linda Grenchuk, fille majeure, 436 Moffat Avenue, Verdun, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, furniture novelties, wood, wood products, glass, hardware, upholstering wares and services, under the name of "International Furniture Co. Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 8,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2779-1971

International Reading Institute Inc.
Institut de lecture internationale inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1971, constituant en corporation: Mary Groulx, secrétaire, célibataire, 6630, 35e Avenue, Montréal, Samuel H. Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, Harvey Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, et Ronald Blumer, 5501, Adalbert, Côte Saint-Luc, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et diriger des écoles ou instituts aux fins d'enseigner la lecture et sa compréhension, l'habileté, la culture et les arts académiques, sous le nom de « International Reading Institute Inc.— Institut de lecture internationale inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2575-1971

James Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1971, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat, 134, chemin Finchley, Hampstead, Jacqueline Soussan, épouse d'Armand Soussan, 5216, avenue Mountain Sights, Montréal, et Thérèse Perreault, célibataire, 11986, Jubinville, Montréal-Nord, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Manufacturer des articles, marchandises et utilités de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « James Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $5 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 1301, rue Montmorency, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2544-1971

Les Jeunes Aubergistes de Sept-Iles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Dubois, animateur, 188, Gamache, Joseph Juhasz, soudeur, 73, Place Kennedy, et Eddy Joncas, étudiant, 23, Maisonneuve, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Promouvoir le développement social et culturel de la jeunesse, sous le nom de « Les Jeunes Aubergistes de Sept-Iles inc. ».

International Reading Institute Inc.
Institut de lecture internationale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mary Groulx, secretary, spinster, 6630, 35th Avenue, Montreal, Samuel H. Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, Harvey Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, and Ronald Blumer, 5501 Adalbert, Côte Saint-Luc, the latter three advocates, for the following purposes:

To operate, maintain and manage schools and institutes for the teaching of reading and comprehension, skills and culture and academic arts, under the name of "International Reading Institute Inc.— Institut de lecture internationale inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2575-1971

James Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Julius Briskin, advocate, 134 Finchley Road, Hampstead, Jacqueline Soussan, wife of Armand Soussan, 5216 Mountain Sights Avenue, Montreal, and Thérèse Perreault, spinster, 11986 Jubinville, Montreal-North, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in wares, merchandise and services of every kind, under the name of "James Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $5 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1301 Montmorency Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2544-1971

Les Jeunes Aubergistes de Sept-Iles inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Dubois, animator, 188 Gamache, Joseph Juhasz, welder, 73 Kennedy Place, and Eddy Joncas, student, 23 Maisonneuve, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To promote the social and cultural development of youth, under the name of "Les Jeunes Aubergistes de Sept-Iles inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2728-1971

Joubert & Lessard Brakes and Clutch Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Guy Bélisle, notaire, 124, Grande-Côte, Françoise Théorêt, épouse de Guy Jérôme, 91, de Bellefeuille, et Monique Lalonde, épouse de Jean-Clément Guimond, 332, Renaud, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous les outils, machines, instruments, appareils, produits et articles relatifs aux freins et à l'industrie de l'automobile, sous le nom de « Joubert & Lessard Brakes and Clutch Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2804-1971

Kingsville Investments Inc.
Les investissements Kingsville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Nahum Gelber, 171 chemin Edgehill, Westmount, David Karznelson, 145, chemin Radcliffe, Ralph Lipper, 1550 avenue McGregor, et Max Bernard, 5360, MacDonald, ces trois derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Kingsville Investments Inc. — Les investissements Kingsville inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 1, place Ville Marie, local 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 1797-1971

Kupfer Mines Ltd.
Mines Kupfer ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire or hold is to be limited is $50.000.

The head office of the corporation is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2728-1971

Joubert & Lessard Brakes and Clutch Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Bélisle, notary, 124 Grande-Côte, Françoise Théorêt, wife of Guy Jérôme, 91 de Bellefeuille, and Monique Lalonde, wife of Jean-Clément Guimond, 332 Renaud, the latter two secretaries, all three of St. Eustache, for the following purposes:

To manufacture and deal in tools, machines, instruments, appliances, products and articles related to brakes and the automobile industry, under the name of "Joubert & Lessard Brakes and Clutch Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at St. Lambert, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2804-1971

Kingsville Investments Inc.
Les investissements Kingsville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nahum Gelber, 171 Edgehill Road, Westmount, David Katznelson, 145 Radcliffe Road, Ralph Lipper, 1550 McGregor, Avenue, and Max Bernard, 5360 MacDonald, the latter three of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Kingsville Investments Inc. — Les investissements Kingsville inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 1797-1971

Kupfer Mines Ltd.
Mines Kupfer ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: I. David Fleming, 65, chemin Belvédère, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300 ouest De Maisonneuve, et Jean-Paul Gagnon, 656, Filiatrault, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder, louer, prospecter, ouvrir, explorer, mettre en valeur travailler, améliorer, entretenir et administrer des mines, terrains de minerais et gisements, sous le nom de « Kupfer Mines Ltd.— Mines Kupfer ltée », avec un capital-actions divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2605-1971

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: I. David Fleming, 65 Belvédère Road, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300 de Maisonneuve West, and Jean-Paul Gagnon, 656 Filiatrault, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To acquire, own, lease, prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage mines and mineral lands and deposits, under the name of "Kupfer Mines Ltd.— Mines Kupfer ltée", with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2605-1971

L.R. transport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1971, constituant en corporation: Luc Roy, marchand, 1010, boulevard Taschereau, Gérard Corbeil, avocat, 394, de Maricourt, tous deux de Longueuil, et Jeanne Girouard, secrétaire, épouse de Jean-Paul Filion, 1642, Aird, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « L.R. transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 3007-1971

L.R. transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Luc Roy, merchant, 1010 Taschereau Boulevard, Gérard Corbeil, lawyer, 394 de Maricourt, both of Longueuil, and Jeanne Girouard, secretary, wife of Jean-Paul Filion, 1642 Aird, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "L.R. transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 3007-1971

Labonté & Rouleau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation: Gilles Rouleau, 2510, Dover, Yvon Labonté, 2530, Dover, tous deux entrepreneurs, de Longueuil, et Monique Legault, secrétaire, fille majeure, 233, Jeannette, Lemoyne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Labonté & Rouleau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2530, rue Dover, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2852-1971

Labonté & Rouleau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Rouleau, 2510 Dover, Yvon Labonté, 2530 Dover, both contractors, of Longueuil, and Monique Legault, secretary, spinster, 233 Jeannette, Lemoyne, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Labonté & Rouleau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2530 Dover Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2852-1971

Laval Mobile Homes Inc.
Maisons mobiles Laval inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1971, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Hampstead, Sheila Raymond, 89, Roxton Crescent, et Grace Blackett, 5622, Sherbrooke, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de voitures de transport et véhicules et les pièces connexes de toutes descriptions, sous le nom de « Laval Mobile Homes Inc.— Maisons mobiles Laval inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2948-1971

Laval Mobile Homes Inc.
Maisons mobiles Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Hampstead, Sheila Raymond, 89 Roxton Crescent, and Grace Blackett, 5622 Sherbrooke, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in conveyances and vehicles and the accessories and parts thereof of every description, under the name of "Laval Mobile Homes Inc.— Maisons mobiles Laval inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2948-1971

Odilon Lebrun et fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation: Odilon Lebrun, commerçant, Brigitte Gagnon, ménagère, épouse dudit Odilon Lebrun, tous deux de 65, St-Laurent, Maskinongé, et Jean Éthier, comptable, 75, Georges, Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Odilon Lebrun et fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 65, rue St-Laurent, Maskinongé, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2910-1971

Odilon Lebrun et fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Odilon Lebrun, trader, Brigitte Gagnon, housewife, wife of the said Odilon Lebrun, both of 65 St. Laurent, Maskinongé, and Jean Éthier, accountant, 75 Georges, Sorel, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Odilon Lebrun et fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 65 St. Laurent Street, Maskinongé, judicial district of Three-Rivers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2910-1971

E. Leo General Insurance Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gerald G. Freed, 1826, chemin Norway, Mont-Royal, Edward J. Druker, 5763 McMurray, et Morden Lazarus, 5554, chemin Earle, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires en qualité d'agents et courtiers d'assurances, sous le nom de « E. Leo General Insurance Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

E. Leo General Insurance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerald G. Freed, 1826 Norway Road, Mount Royal, Edward J. Druker, 5763 McMurray, and Morden Lazarus, 5554 Earle Road, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as agents and insurance brokers, under the name of "E. Leo General Insurance Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 8190, avenue Châteaubriand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 231-1970

Lex International Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gilles Éthier, conseiller en administration, 1770, chemin Gomin, Sillery, Serge Cadorette, industriel, 1550, 2e Rue, Grand'Mère, et Dessaulles Beaudry, ingénieur, 1775, du Collège, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Importer, exporter et faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Lex International Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2807-1971

La Ligue anti-chômage de Montréal inc.
Montreal Pro-Employment League Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Bill Reddy, électricien, 6775, 21e Rue, Marcel Lapierre, comptable, 4218, St-Jacques ouest, Albert Samson, rentier, 5218, St-Denis, Aimé Diotte, industriel, 8910, Boyce, Roger Simard, 5162, St-Denis, tous cinq de Montréal, Herménégilde Bédard, 1050, Prévost, Lachine, tous deux représentants, et Henri Nadeau, technicien, 11244, l'Archevêque, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Combattre le chômage sous toutes ses formes par différents moyens, sous le nom de « La Ligue anti-chômage de Montréal inc.— Montreal Pro-Employment League Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 2101, rue Bennett, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2024-1971

Linuce Sarco Production Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant

The head office of the company is at 8190 Châteaubriand Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 231-1970

Lex International Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies an Cooperatives, incorporating: Gilles Éthier, administrative consultant, 1770 Gomin Road, Sillery, Serge Cadorette, industrialist, 1550, 2nd Street, Grand'Mère, and Dessaulles Beaudry, engineer, 1775 College, St. Laurent, for the following purposes:

To import, export and deal in products, articles and goods of all kinds, under the name of "Lex International Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2807-1971

La Ligue anti-chômage de Montréal inc.
Montreal Pro-Employment League Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Bill Reddy, electrician, 6775, 21st Street, Marcel Lapierre, accountant, 4218 St. James West, Albert Samson, annuitant, 5218 St. Denis, Aimé Diotte, industrialist, 8910 Boyce, Roger Simard, 5162 St. Denis, all five of Montreal, Herménégilde Bédard, 1050 Prévost, Lachine, both representatives, and Henri Nadeau, technician, 11244 l'Archevêque, Montreal North, for the following purposes:

To fight unemployment by various means, under the name of "La Ligue anti-chômage de Montréal inc.— Montreal Pro-Employment League Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire or hold is to be limited is $50,000.

The head office of the corporation is at 2101 Bennett Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2024-1971

Linuce Sarco Production Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issud by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpo-

en corporation: Lucien Bachand, médecin, Asbestos, Hector Simoneau, et André Charpentier, ces deux derniers comptables, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits en fibre de verre, y compris les cercueils, sous le nom de « Linuce Sarco Production Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2546-1971

Location Roma inc.
Roma Rental Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1971, constituant en corporation: Cécile Pinel, agent d'immeubles, épouse de Gaétan-C. Marquis, 1360, Lévis, Laval, Léon Fournerie, industriel, 10445, l'Archevêque, Montréal-Nord, et Robert Nolet, administrateur, 92, 25e Avenue, Bois-des-Filion, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Location Roma inc.— Roma Rental Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2168-1971

Lucerne Landscape Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: Ezra Leithman, 371, chemin Dufferin, Hampstead, Victor Glazer, 5977, avenue Mountain Sights, tous deux avocats, et Dorothy Herman, secrétaire, veuve de Nathan Herman, 5785, chemin Côte des Neiges, app. 205, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre des travaux de pavage et dessins de jardins paysagers et toutes les activités s'y rapportant, y compris la plantation, la préparation des terrains, le traitement du sol et de tous produits qui en proviennent, sous le nom de « Lucerne Landscape Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2664-1971

rating: Lucien Bachand, physician, Asbestos, Hector Simoneau, and André Charpentier, the latter two accountants, of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in fiber glas products, including coffins, under the name of "Linuce Sarco Production Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2546-1971

Location Roma inc.
Roma Rental Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Cécile Pinel, real estate agent, wife of Gaétan-C. Marquis, 1360 Lévis, Laval, Léon Fournerie, industrialist, 10445 l'Archevêque, Montreal North, and Robert Nolet, administrator, 92, 25th Avenue, Bois-des-Filion, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all accessories and parts thereof, under the name of "Location Roma inc.— Roma Rental Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2168-1971

Lucerne Landscape Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ezra Leithman, 371 Dufferin Road, Hampstead, Victor Glazer, 5977 Mountain Sights Avenue, both advocates, and Dorothy Herman, secretary, widow of Nathan Herman, 5785 Côte des Neiges Road, Apt. 205, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Paving, landscaping, gardening and all allied activities, including planting and treating lands, soil and all products of the soil produced therefrom, under the name of "Lucerne Landscape Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2664-1971

Magasin d'aubaines Beaubien inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean-Talon, app. 603, Montréal, Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin départemental, sous le nom de « Magasin d'aubaines Beaubien inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 162 est, rue Beaubien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2129-1971

Magasin G.D. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Georges Desrochers, commerçant, Forestville, Jacques Otis, comptable, 1471, Père Divet, Hauterive, et Jocelyne St-Pierre, secrétaire, fille majeure, 2, Michel Hémon, Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de tous articles de quincaillerie, de ferronnerie et de matériaux de construction, sous le nom de « Magasin G.D. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Forestville, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2796-1971

Magnus Organ (North) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1971, constituant en corporation: Robert Litvack, 590, Stanstead, Mont-Royal, Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, tous deux avocats, Suzanne Vincent, 1992, Étienne Brulé, Elsa Besner, 5218, rue Byron, toutes deux filles majeures, et Marjorie Sonne, épouse divorcée de Ray Sonne, 2555, avenue Benny, ces trois dernières secrétaires, ces quatre dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et effets de toutes sortes, sous le nom de « Magnus Organ (North) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Magasin d'aubaines Beaubien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pinja E. Blitt, 3333 Jean-Talon Street West, Apt. 603, Montreal, Sheldon Pinkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte Saint-Luc, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To operate a departmental store, under the name of "Magasin d'aubaines Beaubien inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 162 Beaubien Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2129-1971

Magasin G.D. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Desrochers, trader, Forestville, Jacques Otis, accountant, 1471 Père Divet, Hauterive, and Jocelyne St-Pierre, secretary, spinster, 2 Michel Hémon, Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all hardware, ironmongery articles and building materials, under the name of "Magasin G.D. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Forestville, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2796-1971

Magnus Organ (North) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Litvack, 590 Stanstead, Mount Royal, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, both advocates, Suzanne Vincent, 1992 Étienne Brulé, Elsa Besner, 5218 Byron Street, both filles majeures, and Marjorie Sonne, wife divorced of Ray Sonne, 2555 Benny Avenue, the latter three secretaries, the latter four of Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Magnus Organ (North) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

Le siège social de la compagie est 5165 ouest, rue Sherbrooke, local 149, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2426-1971

Marché L'Homme inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, oenstituant en corporation: Laurent Collard, comptable, 8220, 24e Avenue, Montréal, Murielle Grenier, secrétaire, épouse de André Grenier, 8700, d'Allonès, Anjou, et Alexandre L'Homme, épicier, Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché L'Homme inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Luc, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 1513-1971

Marché Richmond inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: Réal Bernard, gérant, Émilienne Bourdages, ménagère, épouse dudit Réal Bernard, et Robert Bernard, boucher, tous trois de New Richmond, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Richmond inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à New Richmond, district judiciaire de Bonaventure.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2882-1971

Marché St-Vital Montréal-Nord inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1971, constituant en corporation: Jean-Guy Laplante, administrateur, France Le Ber, secrétaire, épouse dudit Jean-Guy Laplante, tous deux de 10630, Hogue, et Émile Laplante, fonctionnaire, 10429, St-Urbain, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché St-Vital Montréal-Nord inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

The head office of the company is at 5165 Sherbrooke Street West, Suite 419, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2426-1971

Marché L'Homme inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Collard, accountant, 8220, 24th Avenue, Montreal, Murielle Grenier, secretary, wife of André Grenier, 8700 d'Allonès, Anjou, and Alexandre L'Homme, grocer, St. Luc, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché L'Homme inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Luc, judicial district of Iberville.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 1513-1971

Marché Richmond inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Bernard, manager, Émilienne Bourdages, housewives, wife of the said Réal Bernard, and Robert Bernard, butcher, all three of New Richmond, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché Richmond inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at New Richmond, judicial district of Bonaventure.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2882-1971

Marché St-Vital Montréal-Nord inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Laplante, administrator, France Le Ber, secretary, wife of the said Jean-Guy Laplante, both of 10630 Hogue, and Émile Laplante, civil servant, 10429 St. Urbain, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "Marché St-Vital Montréal-Nord inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 3800, rue Martial, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 839-1971

Marie Ville Restaurant Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Dimitrios Manolis, 4540, St-Laurent, George Tsakalis, tous deux restaurateurs, et Helen Manolis, ménagère, épouse dudit George Tsakalis, ces deux derniers de 5365, St-Urbain, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurant, sous le nom de « Marie Ville Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2778-1971

Marlease Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: André Marcoux, gérant, Colette Marcoux, ménagère, épouse dudit André Marcoux, tous deux de 191, Bellevue, Coaticook, Roger Marcoux, homme d'affaires, et Carole Marcoux, ménagère, épouse dudit Roger Marcoux, ces deux derniers de 1265, Cousineau, app. 7, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire la location de camions, automobiles et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Marlease Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune, 10,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2880-1971

Master Vox Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gilles Pharand, notaire, Lise Pharand, ménagère, épouse dudit Gilles Pharand, tous deux de 10497, St-Denis, et Sonya Beliveau, secrétaire, célibataire, 1975 ouest, de Maisonneuve, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'électriciens, travailleurs électriciens, électroniciens et électro-mécaniciens, sur

The head office of the company is at 3800 Martial Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 839-1971

Marie Ville Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Dimitrios Manolis, 4540 St. Lawrence, George Tsakalis, both restauranteurs, and Helen Manolis, housewife, wife of the said George Tsakalis, the latter two of 5365 St. Urbain, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Marie Ville Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2778-1971

Marlease Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Marcoux, manager, Colette Marcoux, housewife, wife of the said André Marcoux, both of 191 Bellevue, Coaticook, Roger Marcoux, businessman, and Carole Marcoux, housewife, wife of the said Roger Marcoux, the latter two of 1265 Cousineau, Apt. 7, Sherbrooke, for the following purposes:

To rent trucks, automobiles and vehicles of all kinds, under the name of "Marlease Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each, 10,000 class "A" preferred shares of $1 each and 10,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Coaticook, judicial district of St. François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2880-1971

Master Vox Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Pharand, notary, Lise Pharand, housewife, wife of the said Gilles Pharand, both of 10497 St-Denis, and Sonya Beliveau, secretary, spinster, 1975 de Maisonneuve West, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, electrical workers, electronic and electro-mechanical workers,

radio et radar, sous le nom de « Master Vox Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 27, rue Lévis, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2840-1971

Messageries des publications Édital inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jean-Marie Vimard, 3124, de la Paix, Sainte-Foy, Alain Daumas, tous deux diffuseurs, et Marguerite Guimond, ménagère, épouse dudit Alain Daumas, ces deux derniers de 1439, route de l'Aéroport, Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Messageries des publications Édital inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2470-1971

Metro Merchandising Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Joseph Benny Kastner, comptable, 3775, de la Peltrie, Hélène Roux, secrétaire, fille majeure, 6994, 16e Avenue, tous deux de Montréal, et Samuel Merovitz, vendeur, 7925, chemin Kingsley, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Transiger les affaires relatives à la publicité, la promotion et la vente de marchandises, vêtements et produits de toutes sortes, sous le nom de « Metro Merchandising Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 7925, chemin Kingseley, Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2826-1971

Metropolitan Radio Mobile Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1971, constituant en corporation: Hubert Mercier, comptable, 52, Dagenais, Jean Blanchard, notaire, 8, des Ormes, tous deux

radio and radar workers, under the name of "Master Vox Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 27 Lévis Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2840-1971

Messageries des publications Édital inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marie Vimard, 3124 de la Paix, St. Foy, Alain Daumas, both broadcasters, and Marguerite Guimond, housewife, wife of the said Alain Daumas, the latter two of 1439 route de l'Aéroport, Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, bookbinders and in other related trades, under the name of "Messageries des publications Édital inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2470-1971

Metro Merchandising Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Benny Kastner, accountant, 3775 de la Peltrie, Hélène Roux, secretary, fille majeure, 6994, 16th Avenue, both of Montreal, and Samuel Merovitz, salesman, 7925 Kingsley Road, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To transact the business of advertising, promoting and selling goods, wears and merchandise of every kind, under the name of "Metro Merchandising Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7925 Kingsley Road, Côte Saint-Luc, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2826-1971

Metropolitan Radio Mobile Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hubert Mercier, accountant, 52 Dagenais, Jean Blanchard, notary, 8 des Ormes, both of St. Thérèse,

de Sainte-Thérèse, et Monique Metcalfe, ménagère, épouse de Georges Charpentier, 225, Pierrefontaine, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce, la location et le service de radio communications, sous le nom de « Metropolitan Radio Mobile Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 9,800 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 1106-1971

Les mines Bélair inc.
(Libre de responsabilité personnelle)
Bélair Mines Inc.
(No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, avocat, 4976, Glencairn, Denyse Marcoux, secrétaire, 1488, Galt, et Yolande Poliseno, réceptionniste, 7928, Durocher, ces deux dernières filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Les mines Bélair inc. » (Libre de responsabilité personnelle) — « Bélair Mines Inc. » (No personal liability), avec un capital divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2662-1971

Mirco Holdings Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Boris Stein, 3450, place Decelles, Montréal, Jack Shayne, 5781, Melling, Côte Saint-Luc, et Françoise Ollivier, célibataire, 200, Willowdale, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Mirco Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 9,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 1397-1971

and Monique Metcalfe, housewife, wife of Georges Charpentier, 225 Pierrefontaine, St. Thérèse West, for the following purposes:

To deal in, rent and service radio communications, under the name of "Metropolitan Radio Mobile Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $10 each, 9,800 class "A" preferred shares of $10 each and 1,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at St. Thérèse, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 1106-1971

Les mines Bélair inc.
(Libre de responsabilité personnelle)
Bélair Mines Inc.
(No personal liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy-E. Boisvert, lawyer, 4976 Glencairn, Denyse Marcoux, secretary, 1488 Galt, and Yolande Poliseno, receptionist, 7928 Durocher, the latter two spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explote for mines and minerals, under the name of "Les mines Bélair inc." (Libre de responsabilité personnelle) — "Bélair Mines Inc." (No personal liability), with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2662-1971

Mirco Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Boris Stein, 3450 Decelles Place, Montreal, Jack Shayne, 5781 Melling, Côte Saint-Luc, and Françoise Ollivier, spinster, 200 Willowdale, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Mirco Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of the par value of $1 each, 9,000 class "B" shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 1397-1971

Mont Alpino inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Guy Valiquette, 2060, de la Régence, Saint-Bruno-de-Montarville, Rolland Ross, 26, Place Tremblay, Pierrefonds, tous deux hommes d'affaires, et Madeleine Austin, ménagère, épouse de Jacques Chartier, 12147, St-Germain, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Mont Alpino inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10339, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2706-1971

Montreal Badge & Specialty Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1971, constituant en corporation: Harry Blank, 4625, Miller, Sol B. Apel, 2657, Ekers, Michel Bergevin, 1195 est, Legendre, tous trois avocats, et Jean-Pierre Aubré, étudiant, 463, rue Revere, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Imprimer, importer, exporter et manufacturer toutes sortes d'insignes, panneaux réclames, signes, boutons, matériaux de publicité et lancement de produits, sous le nom de « Montreal Badge & Specialty Co. Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2536-1971

N.D.G. Voices in Social Action

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Graul, expéditeur, 2306, avenue Harvard, David Burrows, pasteur en formation théologique, 600, avenue Smart, Bernice Meller, épouse de Thomas Seward, 4000, avenue Benny, Margaret Nugent, épouse de Stephen Destounis, 88, boulevard Graham, toutes deux ménagères, Florence Godfrey, secrétaire, veuve de feu George McDerment, 2419, avenue Benny, Doreen Johnson, fille majeure, 5142, Walkley, et Peggy Reinhardt, épouse de Joseph Poirier, 6715 ouest, rue Sherbrooke,

Mont Alpino inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Valiquette, 2060 de la Régence, St. Bruno-de-Montarville, Rolland Ross, 26 Place Tremblay, Pierrefonds, both businessmen, and Madeleine Austin, housewife, wife of Jacques Chartier, 12147 St. Germain, Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Mont Alpino inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 10339 St. Laurent Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2706-1971

Montreal Badge & Specialty Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harry Blank, 4625 Miller, Sol B. Apel, 2657 Ekers, Michel Bergevin, 1195 Legendre East, all three advocates, and Jean-Pierre Aubré, student, 463 Revere Street, all four of Montreal, for the following purposes:

To print, import, export and manufacture all types of badges, posters, signs, buttons, advertising and promotional material, under the name of "Montreal Badge & Specialty Co. Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2536-1971

N.D.G. Voices in Social Action

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert Graul, shipper, 2306 Harvard Avenue, David Burrows, minister of theology in training, 600 Smart Avenue, Bernice Meller, wife of Thomas Seward, 4000 Benny Avenue, Margaret Nugent, wife of Stephen Destounis, 88 Graham Boulevard, both housewives, Florence Godfrey, secretary, widow of the late George McDerment, 2419 Benny Avenue, Doreen Johnson, fille majeure, 5142 Walkley, and Peggy Reinhardt, wife of Joseph Poirier, 6715 Sherbrooke West, Apt. 6, the

app. 6, ces deux dernières ménagères, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Stimuler, protéger et développer par tous les moyens appropriés que ce soit, les intérêts économiques, sociaux, culturels, spirituels et matériels de ses membres et leur bien-être, sous le nom de « N.D.G. Voices in Social Action ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 6870, avenue Terrebonne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 3210-1971

latter two homemakers, all of Montreal, for the following purposes:

To promote, protect and develop by all proper means whatsoever the material, spiritual, cultural, social and economic interests and welfare of the members, under the name of "N.D.G. Voices in Social Action".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at 6870 Terrebonne Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 3210-1971

Nettoyeur Dior inc.
Dior Cleaners Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Robert Skelly, 295, 49e Avenue, Lachine, Rolland Forget, 928, Wilder, tous deux avocats, et Lise Gendron, secrétaire, fille majeure, 917, St-Joseph, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, presseurs, teinturiers et buandiers, sous le nom de « Nettoyeur Dior inc. — Dior Cleaners Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2145-1971

Nettoyeur Dior inc.
Dior Cleaners Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Skelly, 295, 49th Avenue, Lachine, Rolland Forget, 928 Wilder, both lawyers, and Lise Gendron, secretary, spinster, 917 St. Joseph, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers and launderers, under the name of "Nettoyeur Dior inc. — Dior Cleaners Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2145-1971

Niponter inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Paul-André Carrier, 3411, Rochambeau, Sainte-Foy, Gilles Laforce, 177, de l'Armée, et Louis Baillargeon, 625, Chouinard, ces deux derniers de Québec, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et d'administration, sous le nom de « Niponter inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2927-1971

Niponter inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-André Carrier, 3411 Rochambeau, St. Foy, Gilles Laforce, 177 de l'Armée, and Louis Baillargeon, 625 Chouinard, the latter two of Québec, all three notaries, for the following purposes:

To carry on business as a realty and management company, under the name of "Niponter inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2927-1971

Panacea Projects & Resources Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1971, constituant en corporation: Helen Koc, 8, avenue Springmount, Louise Selene Lieberman, 83, avenue Ridelle, toutes deux secrétaires, célibataires, de Toronto, et Stephen Cyril Wengle, solliciteur, 22, chemin Vanwood, Thornhill, pour les objets suivants:

Manufacturer des marchandises, articles, matériaux, produits et articles de tout genre, en faire le commerce, sous le nom de « Panacea Projects & Resources Limited », avec un capital-actions divisé en 3,000,000 d'actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 1930-1971

Panacea Projects & Resources Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Helen Koc, 8 Springmount Avenue, Louise Selene Lieberman, 83 Ridelle Avenue, both secretaries, spinster, of Toronto, and Stephen Cyril Wengle, solicitor, 22 Vanwood Road, Thornhill, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares, materials, articles and merchandise of every nature, under the name of "Panacea Projects & Resources Limited", with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 1930-1971

Les pavages de Luxe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: Royaula Desloges, 212, Marquette, Paul Goyette, 2600, Portland, tous deux opérateurs, et Stanley Steinman, avocat, 2750, Vaudreuil, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et construction de toutes sortes, sous le nom de « Les pavages de Luxe inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2549-1971

Les pavages de Luxe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Royaula Desloges, 212 Marquette, Paul Goyette, 2600 Portland, both operators, and Stanley Steinman, lawyer, 2750 Vaudreuil, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as general paving and building contractors of all kinds, under the name of "Les pavages de Luxe inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2549-1971

H. B. Perry & Associates Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gabrielle Legault, secrétaire, célibataire, 5930, Victoria, Montréal, David H. Wood, 760 Casgrain, Saint-Lambert, et William S. Aaron, 555, Cardinal, Saint-Laurent, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « H. B. Perry & Associates Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

H. B. Perry & Associates Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gabrielle Legault, secretary, spinster, 5930 Victoria, Montreal, David H. Wood, 760 Casgrain, Saint-Lambert, and William S. Aaron, 555 Cardinal, Saint-Laurent, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of builders and contractors, under the name of "H. B. Perry & Associates Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2374-1971

Les piscines Sans-Souci inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Claude Fortin, 8, Châteaubriand, Lévis, Marcel Dionne, 1492, rue Commerciale, et Pierre Côté, 50, des Intendants, des deux derniers de Saint-Romuald-d'Etchemin, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de piscines préfabriquées et autres, sous le nom de « Les piscines Sans-Souci inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lévis, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2726-1971

Les planchers du St-Laurent ltée
St. Lawrence Floor Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1971, constituant en corporation: Réjean Quirion, dessinateur, Lise Fleury, ménagère, épouse dudit Réjean Quirion, tous deux de 11934, Ste-Gertrude, Montréal-Nord, et Serge Hamel, technicien, 8088, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du ciment et de ses sous-produits et faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Les planchers du St-Laurent ltée — St. Lawrence Floor Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 605, rue Filiatreault, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 3126-1971

Plani-vert inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jacques Lepage, architecte, Denise Couillard, infirmière, épouse dudit Jacques Lepage, tous deux de 29, Curé Pelletier, et Yvette Garneau, secrétaire, fille majeure, 56, Mont-Marie, tous trois de Lévis, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2374-1971

Les piscines Sans-Souci inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Fortin, 8 Châteaubriand, Lévis, Marcel Dionne, 1492 Commerciale Street, and Pierre Côté, 50 des Intendants, the latter two of St. Romuald-d'Etchemin, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in prefabricated and other kinds of swimming pools, under the name of "Les piscines Sans-Souci inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Lévis, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2726-1971

Les planchers du St-Laurent ltée
St. Lawrence Floor Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean Quirion, draftsman, Lise Fleury, housewife, wife of the said Réjean Quirion, both of 11934 St. Gertrude, Montreal-North, and Serge Hamel, technician, 8088 St. Denis, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in cement and its by-products and to carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les planchers du St-Laurent ltée — St. Lawrence Floor Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 605 Filiatreault Street, St. Lawrence, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 3126-1971

Plani-vert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Lepage, architect, Denise Couillard, nurse, wife of the said Jacques Lepage, both of 29 Curé Pelletier, and Yvette Garneau, secretary, spinster, 56 Mont-Marie, all three of Lévis, for the following purposes:

Agir comme entrepreneur paysagiste, sous le nom de « Plani-vert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 36, rue St-Louis, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2623-1971

Polypomer inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1971, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, Marie-Rose, André St-Jacques, 154, d'Anjou, et Pierre Dureault, 1172, Franchère, tous trois avocats, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Polypomer inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2937-1971

Prima Manufacturing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Mark A. Feifer, avocat, 4641, rue Grosvenor, Helen Abramovitch, 3510, chemin Bedford, tous deux de Montréal, et Ginette Ayotte, 2253, rue Kensington, Saint-Hubert, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Prima Manufacturing Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2324-1971

Progimines limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: Harold Oscar Seigel, géophysicien, Marilyn Seigel, ménagère, épouse dudit Harold Oscar Seigel, tous deux de 9, chemin Oxbow, Alfred Jack Shaul solliciteur, 59 Foursome Crescent, tous trois de Willow-

To carry on business as a landscaper contractor, under the name of "Plani-vert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 36 St. Louis Street, Lévis, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2623-1971

Polypomer inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose, André St-Jacques, 154 d'Anjou, and Pierre Dureault, 1172 Franchère, all three lawyers, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "Polypomer inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2937-1971

Prima Manufacturing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mark A. Feifer, attorney, 4641 Grosvenor Street, Helen Abramovitch, 3510 Bedford Road, both of Montreal, and Ginette Ayotte, 2253 Kensington Street, Saint-Hubert, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Prima Manufacturing Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 1,900 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2324-1971

Progimines limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harold Oscar Seigel, geophysicist, Marilyn Seigel, housewife, wife of the said Harold Oscar Seigel, both of 9 Oxbow Road, Alfred Jack Shaul, solicitor, 59 Foursome Crescent, all three of Willowdale, William

dale, William Leonard Seigel, comptable, 120, avenue Shelborne, et Max Seigel, retraité, 800 ouest, Eglinton Avenue, app. 301, ces deux derniers de Toronto, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder, louer, prospecter, ouvrir, explorer, arpenter, mettre en valeur, travailler, améliorer, entretenir et gérer des mines, gisements de pétrole et de gaz naturels, sous le nom de « Progimines limitée », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 1035, rue Dijon, Sainte-Foy, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2010-1971

Pro-Image Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean-Pierre Dorais, 47, de la Gare, Saint-Sauveur, Lee Lucht, 790, Désaulniers, Saint-Lambert, et Jeanne Schryer, fille majeure, Grenville, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, lithographes et relieurs, sous le nom de « Pro-Image Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4527, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2466-1971

Restaurant Bar Salon l'Étoile de Laval inc.
The Star of Laval Restaurant Bar Salon Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jacques Morand, notaire, 4894, Valéry, Saint-Léonard, Mariette Henry, épouse de Réjean Jobin, 6180, Roi René, Anjou, et Gisèle Desroches, épouse de Jean-Marie Langlois, 624, Taillon, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Bar Salon l'Étoile de Laval inc.— The Star of Laval Restaurant Bar Salon Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions classe « A » de $1 chacune, 15,000 actions classe « B » de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 905, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2738-1971

Leonard Seigel, accountant, 120 Shelborne Avenue, and Max Seigel, retired, 800 Eglinton Avenue West, Apt. 301, the latter two of Toronto, for the following purposes:

To acquire, own, lease, prospect for, open, explore, survey, develop, work, improve, maintain and manage mines, petroleum and natural gas, under the name of "Progimines limitée", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 1035 Dijon Street, Sainte-Foy, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2010-1971

Pro-Image Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Dorais, 47 de la Gare, Saint-Sauveur, Lee Lucht, 790 Desaulniers, Saint-Lambert, and Jeanne Schryer, fille majeure, Grenville, all three executives, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, lithographers and bookbinders, under the name of "Pro-Image Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4527 St. Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2466-1971

Restaurant Bar Salon l'Étoile de Laval inc.
The Star of Laval Restaurant Bar Salon Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Morand, notary, 4894 Valéry, St. Léonard, Mariette Henry, wife of Réjean Jobin, 6180 Roi René, Anjou, and Gisèle Desroches, wife of Jean-Marie Langlois, 624 Taillon, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "Restaurant Bar Salon l'Étoile de Laval inc.— The Star of Laval Restaurant Bar Salon Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 class "A" shares of $1 each, 15,000 class "B" shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 905 Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2738-1971

Le restaurant Village Chinois inc.
Chinese Village Restaurant Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Kong Hop Lee, homme d'affaires, Sui Yee W. Lee, femme d'affaires, épouse dudit Kong Hop Lee, tous deux de 1355 Williams, Sillery, et James Chow, cuisinier, 651 est, rue St-Vallier, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'hôtel, taverne, auberge et restaurant, sous le nom de « Le restaurant Village Chinois inc.— Chinese Village Restaurant Inc. » avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2615-1971

Rosenbaum Interiors Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, 6886, chemin Kildare, Côte Saint-Luc, Leon Jedeikin, 65, chemin Stratford, Hampstead, et Mervyn Norman Rosenstein, 1307 Beauvais, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de décorateurs ensembliers et conseillers en ameublement, peinture et tapissage, sous le nom de « Rosenbaum Interiors Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 48A, St-Vincent, Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2009-1971

Ross, Frankel & associés (Québec) ltée
Ross, Frankel & Associates (Québec) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gilles Morin, avocat, 2510, rue Montmartre, Brossard, Maher Safar, analyste, 8355, boulevard l'Acadie, et Kathleen Furlong, secrétaire, célibataire, 6311, avenue Somerled, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Passer des contrats aux fins de dresser des inventaires et pour l'instauration de méthodes administratives, vérifications d'inventaire et questions s'y rapportant, sous le nom de « Ross, Frankel & asscoiés (Québec) ltée — Ross, Frankel & Associates (Québec)

Le restaurant Village Chinois inc.
Chinese Village Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Kong Hop Lee, businessman, Sui Yee W. Lee, businesswoman, wife of the said Kong Hop Lee, both of 1355 Williams, Sillery, and James Chow, cook, 615 St. Vallier East, Québec, for the following purposes:

To operate a hotel, tavern, public house and restaurant, under the name of "Le restaurant Village Chinois inc.— Chinese Village Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2615-1971

Rosenbaum Interiors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, 6886 Kildare Road, Côte Saint-Luc, Leon Jedeikin, 65 Stratford Road, Hampstead, and Mervyn Norman Rosenstein, 1307 Beauvais, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as interior decorators and consultants in the matter of house furnishing, painting and papering, under the name of "Rosenbaum Interiors Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 48A St. Vincent, Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2009-1971

Ross, Frankel & associés (Québec) ltée
Ross, Frankel & Associates (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Morin, advocate, 2510 Montmartre Street, Brossard, Maher Safar, analyst, 8355 l'Acadie Boulevard, and Kathleen Furlong, secretary, spinster, 6311 Somerled Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To enter into contracts for the purpose of taking inventories and for setting up systems of management and inventory controls and related matters, under the name of "Ross, Frankel & associés (Québec) ltée — Ross, Frankel & Associates (Québec) Ltd.", with a

Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 7210, rue Malo, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des comapgnies,
ROCH RIOUX.

41344 2679-1971

Rota Gen-Tronics Systems Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Hampstead, Sheila Raymond, 89, Roxton Crescent, et Grace Blackett, 5622, Sherbrooke, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de « Rota Gen-Tronics Systems Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2831-1971

Rothesay Service Station Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1971, constituant en corporation: Hubert Vachon, 535, Le Royer, Alain Vachon, 610, Mercille, tous deux hommes d'affaires, de Saint-Lambert, et Roger St-Amand, gérant, 467, St-Alexandre, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles et véhicules de toutes sortes, ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Rothesay Service Station Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1155, rue Victoria, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 3072-1971

Sardo's Pizza & Sub Shop Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1971, constituant en corporation: Salvatore Sardo, administrateur, 8531, Birnham, Sol B. Apel, 2657, Ekers, et Michel Bergevin, 1195 est, Legendre, ces deux derniers avocats, tous tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7210 Malo Street, Brossard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2679-1971

Rota Gen-Tronics Systems Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Hampstead, Sheila Raymond, 89 Roxton Crescent, and Grace Blackett, 5622 Sherbrooke, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders, under the name of "Rota Gen-Tronics Systems Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2831-1971

Rothesay Service Station Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hubert Vachon, 535 Le Royer, Alain Vachon, 610 Mercille, both businessmen, of St. Lambert, and Roger St-Amand, manager, 467 St-Alexandre, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and to deal in automobiles and motor vehicles of all kinds, as well as in their parts and accessories, under the name of "Rothesay Service Station Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1155 Victoria Street, St. Lambert, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 3072-1971

Sardo's Pizza & Sub Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Salvatore Sardo, executive, 8531 Birnham, Sol B. Apel, 2657 Ekers, and Michel Bergevin, 1195 Legendre East, the latter two advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

Exploiter un commerce d'hôtel, taverne, auberge et restaurant, sous le nom de « Sardo's Pizza & Sub Shop Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2574-1971

Smithco Investments (Québec) Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1971, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, tous deux avocats, et Denyse Marcoux, secrétaire, célibataire, 1488, Galt, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Smithco Investments (Québec) Limited », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 90,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2180-1971

Société d'édition Montréalaise inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1971, constituant en corporation: Bertrand Picard, publiciste, Diane Hart, secrétaire, fille majeure, tous deux de 7020, Goncourt, Anjou, et J.-Lucien Dequoy, administrateur, 615, 27e Avenue, app. 2, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs, libraires, publicistes et autres commerces semblables, sous le nom de « Société d'édition Montréalaise inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8854, Crescent 5, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2986-1971

La Société immobilière de la Cité du Fleuve

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Tass Grivakes, 500, avenue Roslyn, John E. Lawrence, 61, avenue Chesterfield, P.-André Gervais, 427, Mont Stephen, Raymond LeMoyne, 4210, de Maisonneuve, tous quatre de Westmount, et

To operate a hotel, tavern, public house and restaurant, under the name of "Sardo's Pizza & Sub Shop Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2574-1971

Smithco Investments (Québec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, both attorneys, and Denyse Marcoux, secretary, spinster, 1488 Galt, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company under the name of "Smithco Investments (Québec) Limited", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 90,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2180-1971

Société d'édition Montréalaise inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bertrand Picard, publicist, Diane Hart, secretary, spinster, both of 7020 Goncourt, Anjou, and J. Lucien Dequoy, administrator, 615, 27th Avenue, Apt. 2, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To deal as publishers, printers, engravers, bookbinders, booksellers, publicists and carry on other like commerce, under the name of "Société d'édition Montréalaise inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 8854 Crescent 5, Anjou, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2986-1971

La Société immobilière de la Cité du Fleuve

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Tass Grivakes, 500 Roslyn Avenue, John E. Lawrence, 61 Chesterfield Avenue, P.-André Gervais, 427 Mount Stephen, Raymond LeMoyne, 4210 de Maisonneuve, all four of Westmount, and David M.

David M. Doubilet, 5435, avenue Westmore, Montréal, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « La Société immobilière de la Cité du Fleuve », avec un capital actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2609-1971

Soficorp Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Michael Laurence Richards, avocats, 3083, avenue Trafalgar, Jessie Taras, 3460, rue Durocher, et Muriel Brewster, 3417, avenue Patricia, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Soficorp Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2695-1971

Solrod Transport Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1971, constituant en corporation: Benoit Rivet, 325, Joliette, app. 910, Longueuil, Roland Massicotte, 2640, Barclay, app. 2, tous deux avocats, et Denise Paquette, secrétaire, fille majeure, 9915, Esplanade, app. 11, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Solrod Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 3006-1971

Sonar Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Sam Cuplowsky, Dora Pluda, épouse dudit Sam Cuplowsky, tous deux de 1110, avenue Doubilet, 5435 Westmore Avenue, Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "La Société immobilière de la Cité du Fleuve", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2609-1971

Soficorp Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Laurence Richards, advocate, 3083 Trafalgar Avenue, Jessie Taras, 3460 Durocher Street, and Muriel Brewster, 3417 Patricia Avenue, the latter two secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Soficorp Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2695-1971

Solrod Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Rivet, 325 Joliette, Apt. 910, Longueuil, Roland Massicotte, 2640 Barclay, Apt. 2, both lawyers, and Denise Paquette, secretary, spinster, 9915 Esplanade, Apt. 11, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Solrod Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 3006-1971

Sonar Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sam Cuplowsky, Dora Pluda, wife of the said Sam Cuplowsky, both of 1110 Marlatt Avenue,

Marlatt, et Michael Cuplowsky, 2095, Côte Vertu, app. 104, tous trois administrateurs, de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Sonar Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions catégorie « A « d'une valeur au pair de $1 chacune, 10,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2095, chemin Côte Vertu, appartement 104, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2765-1971

Station de service Aldo inc.
Aldo Service Station Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jules Dupré, 160, Pagnuelo, Outremont, Jean Gagnon, 715, Closse, Saint-Lambert, et Jean-Pierre Thouin, 6100, boulevard Léger, Montréal-Nord, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de toutes sortes de véhicules et moyens de transport, sous le nom de « Station de service Aldo inc. — Aldo Service Station Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 99,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3312, Place Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 3086-1971

Cameron Stewart Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Cameron Stewart, vendeur, Dorothy Barrie, ménagère, épouse dudit Cameron Stewart, Cyril Stewart, vendeur, et Judith Graham, ménagère, épouse dudit Cyril Stewart, tous quatre de Huntingdon, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans la vente et le service d'instruments aratoires, sous le nom de « Cameron Stewart Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2631-1971

and Michael Cuplowsky, 2095 Côte Vertu, Apt. 104, all three executives, of Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Sonar Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 class "A" shares of a par value of $1 each, 10,000 class "B" shares of a par value of $1 each and 20,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 2095 Côte Vertu Road, Apartment 104, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2765-1971

Station de service Aldo inc.
Aldo Service Station Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jules Dupré, 160 Pagnuelo, Outremont, Jean Gagnon, 715 Closse, St. Lambert, and Jean-Pierre Thouin, 6100 Léger Boulevard, Montreal-North, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and to deal in all kinds of vehicles and means of transportation, under the name of "Station de service Aldo inc. — Aldo Service Station Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 99,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 3312 Victoria Place, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 3086-1971

Cameron Stewart Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Cameron Stewart, dealer, Dorothy Barrie, housewife, wife of the said Cameron Stewart, Cyril Stewart, dealer, and Judith Graham, housewife, wife of the said Cyril Stewart, all four of Huntingdon, for the following purposes:

To carry on business in sale and service of farm machinery, under the name of "Cameron Stewart Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Huntingdon, judicial district of Beauharnois.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2631-1971

Sun Leaf Enterprises Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Moe Moscovitch, 6077 Wilderton, Montréal, J. Roy Hoffman, 5615, Pinedale, et Michel Marchand, 5714, Davies, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Sun Leaf Enterprises Corporation », avec un capital total de $100,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et 50,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2242, rue Goyer, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2842-1971

Sun Leaf Enterprises Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Moe Moscovitch, 6077 Wilderton, Montreal, J. Roy Hoffman, 5615 Pinedale, and Michael Marchand, 5714 Davies, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Sun Leaf Enterprises Corporation", with a total capital stock of $100,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 50,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2242 Goyer Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2842-1971

Swissca Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1971, constituant en corporation: Armand Gyger, administrateur, Adrienne Lapointe, ménagère, épouse dudit Armand Gyger, et Tony Gyger, historien en investigations, tous trois de 10500, Grande-Allée, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de purificateurs d'air électroniques, produits pour l'entretien du foyer et fournitures professionnelles, accessoires et appareils, en faire le commerce, sous le nom de « Swissca Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune, 110 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 3,979 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 620, rue Cathcart, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2382-1971

Swissca Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Gyger, executive, Adrienne Lapointe, housewife, wife of the said Armand Gyger, and Tony Gyger, research historian, all three of 10500 Grande-Allée, Montréal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of electronic air purifiers and home products and professional supplies, accessories and supplies, under the name of "Swissca Inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $1 each, 110 class "A" preferred shares of $1 each and 3,979 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 620 Cathcart Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2382-1971

Tanni Imports Ltd.
Les importations Tanni ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Asher Kahn, 489, Dufferin, tous deux de Hampstead, Jeffrey Brull, 6505, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, et Grace Blackett, secrétaire, célibataire, 5622, Sherbrooke, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des vêtements en tricot, produits textiles et sous-produits de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Tanni imports Ltd. — Les importations Tanni ltée », avec un capital total

Tanni Imports Ltd.
Les importations Tanni ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Asher Kahn, 489 Dufferin, both of Hampstead, Jeffrey Brull, 6505 Côte St. Luc, all three advocates, and Grace Blackett, secretary, spinster, 5622 Sherbrooke, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in knitwear and textiles and textile products and by-products of all kinds, under the name of "Tanni Imports Ltd. — Les importations Tanni ltée », with a total capital stock of $40,000,

de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41344 2256-1971

Urbandale Development Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, Notre Dame de Grâce, tous deux avocats, et Georgette Lavoie, secrétaire, célibataire, 2860, Granby, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Urbandale Development Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » de $1 chacune, 1,000 actions catégorie « B » de $1 chacune et 38,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5607, avenue Borden, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41344 1693-1971

Ville Marie Livestock Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Arnold Feldman, 250, Alexis Nihon, Mark Weinberg, 2282, Mantha, tous deux de Saint-Laurent, et Gerry Dubin, 5501, Adalbert, Montréal, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités un commerce général d'exploitation agricole, sous le nom de « Ville Marie Livestock Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41344 2784-1971

Westmount Discount Center Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, 64, chemin Belvédère, Westmount, Théodore H. Shapiro, 5175, Côte Saint-Luc, et Douglas Pascal 5392, Prince de Wales, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41344-o 2256-1971

Urbandale Development Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre Dame de Grâce, both advocates, and Georgette Lavoie, secretary, spinster, 2860 Granby, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Urbandale Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of $1 each, 1,000 class "B" shares of $1 each and 38,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5607 Borden Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41344-o 1693-1971

Ville Marie Livestock Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arnold Feldman, 250 Alexis Nihon, Mark Weinberg, 2282 Mantha, both of Saint-Laurent, and Gerry Dubin, 5501 Adalbert, Montreal, all three businessmen, for the following purposes:

To carry on in all its branches the general business of farming and agriculture, under the name of "Ville Marie Livestock Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41344-o 2784-1971

Westmount Discount Center Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jonathan J. Robinson, 64 Belvédère Road, Westmount, Théodore H. Shapiro, 5175 Côte St-Luc, and Douglas Pascal, 5392 Prince of Wales, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Faire le commerce de produits de beauté et de santé et tous autres produits, sous le nom de « Westmount Discount Center Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, carré Victoria, local 612, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2488-1971

To deal in health and beauty aids and all other merchandise, under the name of "Westmount Discount Center Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, Suite 612, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2488-1971

Lettres patentes supplémentaires

Alma Grocery Inc.
Épicerie Alma inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de juillet 1971, à la compagnie « Alma Varieties Inc.— Variétés Alma inc. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de septembre 1970, 1° changeant son nom en celui de « Alma Grocery Inc.— Épicerie Alma inc. »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

41344 4104-70

Bek Interiors Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour d'avril 1971, à la compagnie « Bek Interiors Inc. », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 3302-69

Booth Veneer Limited
Booth Veneer limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de mai 1971, à la compagnie « Booth Veneer Limited — Booth Veneer limitée », modifiant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2650-67

Canada Allied Diesel Company Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de mai 1971, à la compagnie « Allied Diesel Company Ltd. »,

Supplementary Letters Patent

Alma Grocery Inc.
Épicerie Alma inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of July 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Alma Varieties Inc.— Variétés Alma inc.", incorporated by letters patent dated 21st day of September 1970, 1. changing its name to that of "Alma Grocery Inc.— Épicerie Alma inc.", 2. modifying its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41344-o 4104-70

Bek Interiors Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of April 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Bek Interiors Inc.", extending its powers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 3302-69

Booth Veneer Limited
Booth Veneer limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of May 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Booth Veneer Limited — Booth Veneer limitée", modifying its powers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2650-67

Canada Allied Diesel Company Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of May 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Allied Diesel Company Ltd.", incorporated by

constituée par lettres patentes en date du 4e jour de novembre 1968, changeant son nom en celui de « Canada Allied Diesel Company Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 4358-68

Robert (Bob) Fontaine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour d'avril 1971, à la compagnie « Joberma inc. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour d'août 1968, 1° changeant son nom en celui de « Robert (Bob) Fontaine inc. »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° subdivisant 30 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 3915-68

Gagnon Frères Nouveautés (Alma 1963) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de juin 1971, à la compagnie « Gagnon Frères Nouveautés (Alma 1963) ltée », convertissant 8,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 8,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 6515-49

Grenier, Ruel & Cie inc.
Grenier, Ruel & Co. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'avril 1970, à la compagnie « Grenier, Ruel & Cie inc.— Grenier, Ruel & Co. Inc. »; 1° réduisant son capital de $130,000 à $10,000 par l'annulation de 1,200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° subdivisant et changeant 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $25 chacune en 40,000 actions sans valeur au pair; 3° augmentant son capital par la création de 60,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41344-o 5915-46

Patrick Harrison & Company (Quebec) Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1971, autorisant la fusion des compagnies « Harrison Transport &

letters patent dated 4th day of November 1968, changing its name to that of "Canada Allied Diesel Company Ltd.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 4358-68

Robert (Bob) Fontaine inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Joberma inc.", incorporated by letters patent dated 30th day of August, 1968, 1. changing its name to that of "Robert (Bob) Fontaine inc."; 2. extending its powers; 3. subdividing 30 common shares of a par value of $10 each into 300 common shares of a par value of $1 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 3915-68

Gagnon Frères Nouveautés (Alma 1963) ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Gagnon Frères Nouveautés (Alma 1963) ltée", converting 8,500 common shares of a par value of $10 each into 8,500 preferred shares of a par value of $10 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 6515-49

Grenier, Ruel & Cie inc.
Grenier, Ruel & Co. Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Grenier, Ruel & Cie inc.— Grenier, Ruel & Co. Inc. », 1. reducing its capital stock from $130,000 to $10,000 by the cancellation of 1,200 preferred shares of a par value of $100 each; 2. subdividing and changing 400 common shares of a par value of $25 each into 40,000 shares without par value; 3. increasing its capital stock by the creation of 60,000 common shares without par value.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

41344 5915-46

Patrick Harrison & Company (Quebec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 7th day of June 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Harrison Transport & Equipment

Equipment Company Inc. » et « Harrison Holdings (Quebec) Limited », toutes deux constituée en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 22 avril 1948 et du 12 septembre 1957 respectivement, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs généraux en construction et constructeurs, sous le nom de « Patrick Harrison & Company (Quebec) Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 146, 14e Rue, Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 2589-71

Norian Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de mai 1971, à la compagnie « Norian Investments Ltd. », 1° changeant ses 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération globale desdites 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair ne devra pas excéder la somme de $40,000 en montant ou en valeur; 2° augmentant son capital par la création de 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $62.50 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 1370-70

Pacific Plaza Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour d'avril 1971, à la compagnie « Pacific Plaza Corporation », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 4500-63

The Pakar Corporation Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de mai 1971, à la compagnie « The Pakar Corporation Inc. », 1° subdivisant ses 30,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 90,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération globale de l'émission totale desdites actions ordinaires ne devra pas excéder la somme de $90,000 en montant ou en valeur; 2° augmentant son capital par la création de 30,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération globale desdites actions ordinaires sans valeur au pair ne devra pas

Company Inc." and "Harrison Holdings (Quebec) Limited", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, April 22nd, 1948, and September 12th, 1957, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders for the construction, under the name of "Patrick Harrison & Company (Quebec) Limited", with a total capital stock of $40,000 divided into 4,000 shares of the par value of $10 each.

The head office of the new company is at 146, 14th Street, Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 2589-71

Norian Investments Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of May 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Norian Investments Ltd.", 1. changing its 400 common shares of the par value of $100 each into 40,000 common shares without par value; the aggregate consideration for the said 40,000 common shares without par value shall not exceed in amount or value the sum of $40,000; 2. increasing its capital by the creation of 2,000 preferred shares of the par value of $62.50 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 1370-70

Pacific Plaza Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Pacific Plaza Corporation", modifying the provisions of its letters patent.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 4500-63

The Pakar Corporation Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "The Pakar Corporation Inc.", 1. subdividing its 30,000 common shares without par value into 90,000 common shares without par value; the aggregate consideration for the total issue of the said common shares shall not exceed in amount of value the sum of $90,000; 2. increasing its capital by the creation of 30,000 common shares without par value; the aggregate consideration for the said common shares without par value shall not exceed in amount or value the sum

excéder la somme de $30,000 en montant ou en valeur; et par la création de 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 3982-70

Gérard Paradis limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de mars 1971, à la compagnie « Gérard Paradis limitée », réduisant son capital de $100,000 à $70,670, par l'annulation de 2,933 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 15813-61

The Phoenix Natural Science Association

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de juin 1971, à la corporation « McGill University Museums Auxiliary », constituée par lettres patentes en date du 27e jour de septembre 1962, 1° changeant son nom en celui de « The Phoenix Natural Science Association »; 2° changeant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 13936-62

Rayonier Québec Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de juin 1971, à la compagnie « Rayonier Québec Inc. », augmentant son capital par la création de 3,900,000 actions ordinaires sans valeur au pair, les plaçant au même rang, sous tous points de vue que les actions existantes de la compagnie; pourvu que la considération globale de l'émission desdites 4,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair n'excédera pas la somme de $40,000,000 en montant ou en valeur.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 1441-71

Shamrock Brands Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de mai 1971, à la compagnie « Shamrock Brands Ltd. », augmentant son capital par la création de 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 3982-70

of $30,000; and by the creation of 500 preferred shares of the par value of $100 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 3982-70

Gérard Paradis limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Gérard Paradis limitée", reducing its capital stock from $100,000 to $70,670, by the cancellation of 2,933 preferred shares of a par value of $10 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 15813-61

The Phoenix Natural Science Association

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of June 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "McGill University Museums Auxiliary", incorporated by letters patent dated 27th day of September, 1962, 1. changing its name to that of "The Phoenix Natural Science Association"; 2. changing its powers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 13936-62

Rayonier Québec Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Rayonier Québec Inc.", increasing its capital by the creation of 3,900,000 common shares without par value ranking pari passu in all respects with the existing shares of the company; provided that the aggregate consideration for the issue of the said 4,000,000 common shares without par value shall not exceed in amount or value the sum of $40,000,000.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 1441-71

Shamrock Brands Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Shamrock Brands Ltd.", increasing its capital

mentant son capital de $40,000 à $250,000 par la création de 210,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 4694-68

Stebro Automotive Mfg. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de mai 1971, à la compagnie « Stebro Automotive Mfg. Ltd. », 1° augmentant son capital de $40,000 à $100,000 par la création de 600 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune les plaçant au même rang que les actions privilégiées déjà autorisées; 2° redésignant ses 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune en 3,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344 1544-65

from $40,000 to $250,000 by the creation of 210,000 common shares of the par value of $1 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 4694-68

Stebro Automotive Mfg. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Stebro Automotive Mfg. Ltd.", 1. increasing its capital from $40,000 to $100,000 by the creation of 600 class "B" preferred shares of the par value of $100 each ranking pari passu with the already authorized preferred shares; 2. redesignating its 3,000 preferred shares of the par value of $10 each into 3,000 class "A" preferred shares of the par value of $10 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344-o 1544-65

Compagnies dissoutes

Antil Realty Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Antil Realty Inc. », constituée en corporation le 2 mai 1961, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 12191-61

Ashkelon Development Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ashkelon Development Corp. », constituée en corporation le 18 octobre 1963, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 4459-63

Autolav (Mobile) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Autolav (Mobile) inc. », constituée en corporation le 25 mars 1964, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 1356-64

Companies Dissolved

Antil Realty Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Antil Realty Inc.", incorporated on May 2, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 12191-61

Ashkelon Development Corp.

Notice is given that under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Ashkelon Development Corp.", incorporated on October 18, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 4459-63

Autolav (Mobile) inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Autolav (Mobile) inc.", incorporated on March 25, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 1356-64

Automation Development Inc.
Développement de l'Automation inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Automation Development Inc.— Développement de l'Automation inc. », constituée en corporation le 21 novembre 1963, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 4267-63

Bel-Vue Home Improvement Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bel-Vue Home Improvement Co. Ltd. », constituée en corporation le 12 mai 1961, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 12442-61

Côté & Roy (Sorel) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Côté & Roy (Sorel) ltée », constituée en corporation le 10 août 1965, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 3562-65

D L H Réfrigération ltée
D L H Refrigeration Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « D L H Réfrigération ltée — D L H Refrigeration Ltd. », constituée en corporation le 1er octobre 1962, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 13998-62

Denis Transport limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Denis Transport limitée », constituée en corporation le 4 avril 1949, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 3169-49

Économie Laurentienne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Éco-

Automation Development Inc.
Développement de l'Automation inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Automation Development Inc.— Développement de l'Automation inc.", incorporated on November 21, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 4267-63

Bel-Vue Home Improvement Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Bel-Vue Home Improvement Co. Ltd.", incorporated on May 12, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 12442-61

Côté & Roy (Sorel) ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Côté & Roy (Sorel) ltée", incorporated on August 10, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 3562-65

D L H Réfrigération ltée
D L H Refrigeration Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "D L H Réfrigération ltée — D L H Refrigeration Ltd.", incorporated on October 1, 1962.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 13998-62

Denis Transport limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Denis Transport limitée", incorporated on April 4, 1949.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 3169-49

Économie Laurentienne inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

nomie Laurentienne inc. », constituée en corporation le 4 octobre 1968, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 3647-68

Les Entreprises Agricoles ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Entreprises Agricoles ltée », constituée en corporation le 7 décembre 1966, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 4672-66

Excelite (Québec) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Excelite (Québec) Ltd. », constituée en corporation le 6 octobre 1964, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 4415-64

Gallec Électrique ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Gallec Électrique ltée », constituée en corporation le 1er avril 1968, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 1444-68

Les Investissements de Piedmond, ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Investissements de Piedmond, ltée », constituée en corporation le 11 octobre 1961, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 15420-61

Kensington Sportswear Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Kensington Sportswear Ltd. », constituée en corporation le 12 août 1946, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41344-o 5572-46

Labrad inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des

as of July 30, 1971, of the charter of "Économie Laurentienne inc.", incorporated on October 4, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 3647-68

Les Entreprises Agricoles ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Les Entreprises Agricoles ltée", incorporated on December 7, 1966.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 4672-66

Excelite (Québec) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Excelite (Québec) Ltd.", incorporated on October 6, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 4415-64

Gallec Électrique ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Gallec Électrique ltée", incorporated on April 1, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 1444-68

Les Investissements de Piedmond, ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Les Investissements de Piedmond, ltée", incorporated on October 11, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 15420-61

Kensington Sportswear Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Kensington Sportswear Ltd.", incorporated on August 12, 1946.

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41344 5572-46

Labrad inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and

compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Labrad inc. », constituée en corporation le 1er avril 1963, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 1428-63

Longueuil Auto Salvage Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Longueuil Auto Salvage Inc. », constituée en corporation le 19 février 1970, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 780-70

Montreal Jungle Pet Importers Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Montreal Jungle Pet Importers Inc. », constituée en corporation le 22 octobre 1962, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 14264-62

Odilon Paquet & Fils ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Odilon Paquet & Fils ltée », constituée en corporation le 18 décembre 1968, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 5588-68

Maurice Poirier Construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Maurice Poirier Construction inc. », constituée en corporation le 13 janvier 1964, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 3794-63

Produits Révélation inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Produits Révélation inc. », constituée en corporation le 14 février 1966, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 5631-65

Quincaillerie Pilon Hardware Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Quin-

Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Labrad inc.", incorporated on April 1, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 1428-63

Longueuil Auto Salvage Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Longueuil Auto Salvage Inc.", incorporated on February 19, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 780-70

Montreal Jungle Pet Importers Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Montreal Jungle Pet Importers Inc.", incorporated on October 22, 1962.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 14264-62

Odilon Paquet & Fils ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Odilon Paquet & Fils ltée", incorporated on December 18, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 5588-68

Maurice Poirier Construction inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Maurice Poirier Construction inc.", incorporated on January 13, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 3794-63

Produits Révélation inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Produits Révélation inc.", incorporated on February 14, 1966.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 5631-65

Quincaillerie Pilon Hardware Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

caillerie Pilon Hardware Ltd. », constituée en corporation le 31 mai 1954, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 11388-54

J. Roland Racine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « J. Roland Racine inc. », constituée en corporation le 2 janvier 1970, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 6149-69

Rouge River Lumber Co. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Rouge River Lumber Co. Inc. », constituée en corporation le 13 mai 1952, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 6677-52

Roy Auto Centre inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Roy Auto Centre inc. », constituée en corporation le 28 mai 1969, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 2328-69

Les Usines de Tapis St-Georges ltée
St. George Carpet Mills Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Usines de Tapis St-Georges ltée — St. George Carpet Mills Ltd. », constituée en corporation le 29 septembre 1965, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 4036-65

Seaburt Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Seaburt Ltd. », constituée en corporation le 14 janvier 1959, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41344-o 10192-59

Sherbee Drive-In Restaurants Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des

as of July 30, 1971, of the charter of "Quincaillerie Pilon Hardware Ltd.", incorporated on May 31, 1954.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 11388-54

J. Roland Racine inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "J. Roland Racine inc.", incorporated on January 2, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 6149-69

Rouge River Lumber Co. Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Rouge River Lumber Co. Inc.", incorporated on May 13, 1952.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 6677-52

Roy Auto Centre inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Roy Auto Centre inc.", incorporated on May 28, 1969.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 2328-69

Les Usines de Tapis St-Georges ltée
St. George Carpet Mills Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Les Usines de Tapis St-Georges ltée — St. George Carpet Mills Ltd.", incorporated on September 29, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 4036-65

Seaburt Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Seaburt Ltd.", incorporated on January 14, 1959.

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41344 10192-59

Sherbee Drive-In Restaurants Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and

compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Sherbee Drive-In Restaurants Inc. », constituée en corporation le 17 juillet 1969, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 3382-69

Sherbee (Regent) Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Sherbee (Regent) Limited », constituée en corporation le 8 avril 1968, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 1604-68

Stonecastle Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Stonecastle Corporation », constituée en corporation le 15 mai 1937, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 1245-37

Tasmark Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Tasmark Ltd. », constituée en corporation le 10 décembre 1965, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 5406-65

Trans-World Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Trans-World Enterprises Ltd. », constituée en corporation le 10 août 1962, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 13297-62

Tweed Realties Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Tweed Realties Ltd. », constituée en corporation le 29 avril 1960, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 11574-60

Les Voltigeurs de Granby inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des

Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Sherbee Drive-In Restaurants Inc.", incorporated on July 17, 1969.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 3382-69

Sherbee (Regent) Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Sherbee (Regent) Limited", incorporated on April 8, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 1604-68

Stonecastle Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Stonecastle Corporation", incorporated on May 15, 1937.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 1245-37

Tasmark Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Tasmark Ltd.", incorporated on December 10, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 5406-65

Trans-World Enterprises Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Trans-World Enterprises Ltd.", incorporated on August 10, 1962.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 13297-62

Tweed Realties Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Tweed Realties Ltd.", incorporated on April 29, 1960.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 11574-60

Les Voltigeurs de Granby inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and

compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Voltigeurs de Granby inc. », constituée en corporation le 16 mars 1967, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 1229-67

Wonder-Wash Laundromat Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Wonder-Wash Laundromat Inc. », constituée en corporation le 1er février 1961, à compter du 30 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41344-o 10545-61

Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Les Voltigeurs de Granby inc.", incorporated on March 16, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 1229-67

Wonder-Wash Laundromat Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 30, 1971, of the charter of "Wonder-Wash Laundromat Inc.", incorporated on February 1, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41344 10545-61

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-4.2 région s'étendant de Pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval) — Pont de la Rivière Blanche;

N-4.3.1 région s'étendant du pont de la Rivière Blanche — 1,000 pieds à l'ouest de la Rivière Colombier

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquiilages provenant desdites régions.

Québec, le 19 juillet 1971.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
GÉRARD D. LEVESQUE.

41375-o

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-4.5 région s'étendant de l'Anse Noire — ancien chemin à Richard Fortin

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulations

Notice respecting gathering of shellfish

Whereas the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in and along the shores and waters of:

N-4.2 the area extending from Orient Point (in line with the Laval River Bridge) — Blanche River Bridge;

N-4.3.1 the area extending from the Blanche River Bridge — 1,000 feet west of Colombier River

are no longer toxic to a degree which renders them dangerous for consumption in their raw state.

Therefore, and pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulations, the Minister hereby opens the said areas to fishing and allows whomsoever to gather, take or possess shellfish from the said areas.

Québec, July 19, 1971.

GÉRARD D. LEVESQUE,
Minister of Industry and Commerce.

41375

Fisheries Act

Québec Fishery Regulations

Notice respecting gathering of shellfish

Whereas the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in and along the shores and waters of:

N-4.5 the area extending from Anse Noire — former Richard Fortin road

are toxic to a degree which renders them dangerous for consumption in their raw state.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 19 juillet 1971.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
41375-o GÉRARD D. LEVESQUE.

Therefore, and pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulations, the minister hereby closes the said areas to fishing and forbids whomsoever to gather, take or possess shellfish from the said areas.

This interdiction shall not apply, however, to licensed canneries (Order in Council, Québec 1963-779) whose sole product is canned goods.

Québec, July 19, 1971.

GÉRARD D. LEVESQUE,
41375 *Minister of Industry and Commerce.*

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-4.1 région s'étendant de Pointe Laval — Pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval)

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

A ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 27 juillet 1971.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
41375-o GÉRARD-D. LEVESQUE.

Fisheries Act

Québec Fishery Regulations

Notice respecting gathering of shellfish

Whereas the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in and along the waters and shores of:

N-4.1 the area extending from Laval Point — Orient Point (in line with the Laval River Bridge)

are no longer toxic to a degree which renders them dangerous for consumption in *their raw state.*

Therefore, and pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulations, the Minister hereby opens the said areas to fishing and allows whomsoever to gather, take or possess shellfish from the said areas.

Québec, July 27, 1971.

GÉRARD-D. LEVESQUE,
41375 *Minister of Industry and Commerce.*

Compagnies étrangères
Permis

Medtronic of Canada Ltd.

Avis est donné que, le 25e jour de juin 1971, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé un nouveau permis à la compagnie « John Hay & Company, Limited », l'autorisant à faire affaires dans la province sous son nouveau nom de « Medtronic of Canada Ltd. », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères (Statuts refondus 1964, chapitre 282).

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre la compagnie est M. William Edgar Bronstetter, c.r., bureau 3411, 1, place Ville-Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est au 5925, avenue Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
41347 55-68

Extra-Provincial Companies
Licensed

Medtronic of Canada Ltd.

Notice is given that, on 25th day of June 1971, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "John Hay & Company, Limited", authorizing it to carry on business in the Province under its new name of "Medtronic of Canada Ltd.", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. William Edgar Bronstetter, q.c., Suite 3411, 1 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 5925 Monkland Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
41347-o 55-68

Bocadel Oil Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Bocadel Oil Corporation », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est C. T. Corporation System (Canada) Ltd., 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41344 51-71

Boise Cascade Building Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Boise Cascade Building Co. Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est C. T. Corporation System (Canada), Ltd., 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41344 55-71

Loram Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Loram Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Melvin L. Rothman, local 930, 1, Place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 3300, boulevard Cavendish, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41344 52-71

MCA International N.V.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « MCA International N.V. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Arnold Sharp, local 720, 800, carré Victoria, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 235, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41344 53-71

Bocadel Oil Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Bocadel Oil Corporation", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C. T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

41344-o 51-71

Boise Cascade Building Co. Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Boise Cascade Building Co. Ltd.", has been authorized to carry on businessin the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C. T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

41344-o 55-71

Loram Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Loram Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Melvin L. Rothman, Suite 930, 1 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office ot the company in the Province is at 3300 Cavendish Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

41344 52-71

MCA International N.V.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "MCA International N.V.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Arnold Sharp, Suite 720, 800 Victoria Square, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 235 Dorchester Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

41344-o 53-71

Larry Smith Research, Ltd.

Avis est donné que, le 23e jour de juin 1971, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé un nouveau permis à la compagnie « Larry Smith Consulting, Ltd. », l'autorisant à faire affaires dans la province sous son nouveau nom de « Larry Smith Research, Ltd. », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères (Statuts refondus 1964, chapitre 282).

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre la compagnie est C. T. Corporation System (Canada), Ltd., 55, rue d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est au 55, rue d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41348 41-68

Larry Smith Research, Ltd.

Notice is given that, on 23rd day of June 1971, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Larry Smith Consulting, Ltd.", authorizing it to carry on business in the Province under its new name of "Larry Smith Research, Ltd.", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C. T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil Street, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil Street, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41348-o 41-68

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Village Inc. de Longueuil

Cadastre officiel du Village Inc. de Longueuil, municipalité de la ville de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 391 et 392 sont ajoutés en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 juillet 1971.

Le sous-ministre,
41378-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Antoine de Longueuil

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Antoine de Longueuil, municipalité de la ville de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 354 et 355 sont ajoutés en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 juillet 1971.

Le sous-ministre,
41378-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Antoine de Longueuil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de la ville de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que le lot 353 est ajouté et que les lots 137-266 à 137-269, 137-271 et qu'une partie des lots 137-270, 137 et 307 sont annulés en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 juillet 1971.

Le sous-ministre,
41378-o FERNAND BOUTIN.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Village Inc. de Longueuil

Official cadastre of Village Inc. de Longueuil, municipality of the town of Longueuil, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 391 and 392 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 13, 1971.

FERNAND BOUTIN,
41378-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Antoine de Longueuil

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, municipality of the town of Longueuil, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 354 and 355 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 12, 1971.

FERNAND BOUTIN,
41378-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Antoine de Longueuil

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, municipality of the town of Longueuil, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 353 is added and that lots 137-266 to 137-269, 137-271 and a part of lots 137-270, 137 and 307 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 12, 1971.

FERNAND BOUTIN,
41378-o *Deputy Minister.*

Paroisse de Ste-Foy

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foy, municipalité de la ville de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 170-11, 178-41, 178-42, 304-1-2, 313-A-1-1, 313-A-11, 390-A-1-1, 390-18, 390-19, 390-26, 390-27, 390-35 à 390-44, 390-216, 451-2, 452 et une partie des lots 170, 170-10, 175, 178, 303, 303-2, 303-2-2, 303-2-3, 304, 304-1, 304-5, 305, 313-A, 313-A-1, 313-A-14, 390, 390-A, 390-A-1, 390-14 à 390-17, 390-20 à 390-25, 390-28 à 390-34, 390-45 à 390-58, 390-202, 390-214, 390-215, 390-217 et 451 sont annulés et les lots 474 à 477 sont ajoutés en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 juillet 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

41378-o

Paroisse de St-Vincent-de-Paul

Cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 89-51 à 89-56 est annulée en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 juillet 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

41378-o

Parish of Ste-Foy

Official cadastre of the parish of Ste-Foy, municipality of the town of Ste-Foy, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 170-11, 178-41, 178-42, 304-1-2, 313-A-1-1, 313-A-11, 390-A-1-1, 390-18, 390-19, 390-26, 390-27, 390-35 to 390-44, 390-216, 451-2 and 452 and a part of lots 170, 170-10, 175, 178, 303, 303-2, 303-2-2, 303-2-3, 304, 304-1, 304-5, 305, 313-A, 313-A-1, 313-A-14, 390, 390-A, 390-A-1, 390-14 to 390-17, 390-20 to 390-25, 390-28 to 390-34, 390-45 to 390-58, 390-202, 390-214, 390-215, 390-217 et 451 are cancelled and that lots 474 to 477 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 13, 1971.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

41378-o

Parish of St-Vincent-de-Paul

Official cadastre of the parish of St-Vincent-de-Paul, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that the remaining part of lots 89-51 to 89-56 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 13, 1971.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

41378-o

Divers
Compagnies

Centre de Santé Mentale Communautaire de Montréal
Montreal Community Mental Health Center

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 12 juillet 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Centre de Santé Mentale Communautaire de Montréal — Montreal Community Mental Health Center », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur adjoint
du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41357-o 1832-70

Comité Récréatif de Mascouche inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 juillet 1971, il a approuvé les règlements généraux (1) de la corporation « Comité Récréatif de Mascouche inc. », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41358-o 100-69

Miscellaneous
Companies

Centre de Santé Mentale Communautaire de Montréal
Montreal Community Mental Health Center

Notice is given that on July 12, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Centre de Santé Mentale Communautaire de Montréal — Montreal Community Mental Health Center", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director
of the Companies Service.

41357 1832-70

Comité Récréatif de Mascouche inc.

Notice is given that on July 13, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved general by-laws (1) of "Comité Récréatif de Mascouche inc.", and such, pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

41358 100-69

Ersilton Construction Co. Ltd.

La compagnie « Ersilton Construction Co. Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
R. ISAACS.

41359-o 13695-57

La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 12 juillet 1971, il a approuvé les règlements généraux de « La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41360-o 2467-48

Glen Mountain Ski Resort Company Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro G, de la compagnie « The Bolton Glen Development Company Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de mai 1961, changeant son nom en celui de « Glen Mountain Ski Resort Company Ltd. ».

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41361-o 11525-61

Grolin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la compagnie « Les Distributeurs Grolin inc. — Grolin Distributors Inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de février 1961, changeant son nom en celui de « Grolin inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41362-o 10853-61

Koko (West) Ltd.

La compagnie « Koko (West) Ltd. », donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire-trésorier,
ERNIE HOCKENSTEIN.

41363 6113-69

New Harricana Mines Limited (No personal liability)

La compagnie « New Harricana Mines Limited » (No personal liability) donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

Le secrétaire,
CHARLES B. BRANNIGAN.

41364 1289-27

Ersilton Construction Co. Ltd.

Notice is given that "Ersilton Construction Co. Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

R. ISAACS,
Secretary.

41359-o 13695-57

La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec

Notice is given that on July 12, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41360 2467-48

Glen Mountain Ski Resort Company Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. G, of the company "The Bolton Glen Development Company Ltd.", incorporated by letters patent dated the 26th day of May 1961, changing its name into that of "Glen Mountain Ski Resort Company Ltd.".

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41361-o 11525-61

Grolin inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A", of the company "Les Distributeurs Grolin inc. — Grolin Distributors Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of February 1961, changing its name into that of "Grolin inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41362-o 10853-61

Koko (West) Ltd.

Notice is given that "Koko (West) Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

ERNIE HOCKENSTEIN,
Secretary-Treasurer.

41363-o 6113-69

New Harricana Mines Limited (No personal liability)

Notice is given that "New Harricana Mines Limited" (No personal liability) has changed the number of its directors from 7 to 5.

CHARLES B. BRANNIGAN,
Secretary.

41364-o 1289-27

Service des Loisirs de Laval-Ouest

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 juin 1971, il a approuvé les règlements généraux (1 à 41) de la corporation « Service des Loisirs de Laval-Ouest », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41365-o 1638-71

Service des Loisirs de Laval-Ouest

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 7, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws (1 to 41) of "Service des Loisirs de Laval-Ouest".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41365 1638-71

Cercle Récréatif Familial St-Barthélémy de Galdo

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 23 juin 1971, il a approuvé les nouveaux règlements généraux de la corporation « Cercle Récréatif Familial St-Barthélémy de Galdo », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41384-o 5374-66

Cercle Récréatif Familial St-Barthélémy de Galdo

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 23, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the new general by-laws of "Cercle Récréatif Familial St-Barthélémy de Galdo."

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41384 5374-66

J.G.R. ltée

La compagnie « J.G.R. ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire-trésorier,
RÉAL BARIBEAU.

41385-o 597-71

J.G.R. ltée

Notice is given that "J.G.R. ltée" has changed the number of its directors from 3 to 4.

RÉAL BARIBEAU,
Secretary-Treasurer.

41385 597-71

Le Théâtre International de Montréal
Montreal International Théâtre

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 15 juin 1971, il a approuvé un amendement à l'article numéro 1 du règlement numéro 2 de la corporation « Le Théâtre International de Montréal — Montreal International Théâtre », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41386-o 12258-57

Le Théâtre International de Montréal
Montreal International Théâtre

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 15, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved an amendment to section number 1 of by-law number 2 of "Le Théâtre International de Montréal — Montreal International Théâtre".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41386 12258-57

Centre Marie-Vincent

La corporation « Centre Marie-Vincent » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 10.

Le secrétaire,
PIERRE MERCIER.

41394-o 3153-64

Centre Marie-Vincent

Notice is given that "Centre Marie-Vincent" has changed the number of its directors from 3 to 10.

PIERRE MERCIER,
Secretary.

41394 3153-64

Centre Marie-Vincent

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 12 juillet 1971, il a approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation « Centre Marie-Vincent », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41394-o 3153-64

Centre Marie-Vincent

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 12, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-law number 1 (general by-laws) of "Centre Marie-Vincent".

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41394 3153-64

Auto-Radial Tires and Accessories Inc.
Pneus et Accessoires Auto-Radial inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 6, de la compagnie « Lessard Auto Electric Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour d'avril 1961, changeant son nom en celui de « Auto-Radial Tires and Accessories Inc.— Pneus et Accessoires Auto-Radial inc. ».

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41393-o 11554-61

Collège Saint-Paul de Varennes

La corporation « Collège Saint-Paul de Varennes » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 9.

Le président,
ROBERT CHARLEMAGNE.

41395-o 13450-61

Collège Saint-Paul de Varennes

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 juillet 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Collège Saint-Paul de Varennes », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41395-o 13450-61

Rubin-Wiseman Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 23, de la compagnie « N. Rubin Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de novembre 1955, changeant son nom en celui de « Rubin-Wiseman Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41396-o 13040-55

Auto-Radial Tires and Accessories Inc.
Pneus et Accessoires Auto-Radial inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 6, of the company "Lessard Auto Electric Ltd.", incorporated by letters patent dated the 4th day of April, 1961, changing its name into that of "Auto-Radial Tires and Accessories Inc.— Pneus et Accessoires Auto-Radial inc.".

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41393-o 11554-61

Collège Saint-Paul de Varennes

Notice is given that "Collège Saint-Paul de Varennes" has increased the number of its directors from 3 to 9.

ROBERT CHARLEMAGNE,
President.

41395 13450-61

Collège Saint-Paul de Varennes

The Minister of Financial Institutions, compagnies and Cooperatives gives notice that on July 13, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Collège Saint-Paul de Varennes".

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41395 13450-61

Rubin-Wiseman Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 23, of the company "N. Rubin Ltd.", incorporated by letters patent dated the 8th day of November, 1955, changing its name into that of "Rubin-Wiseman Ltd.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41396-o 13040-55

Chartes — demandes d'abandon de

Papeterie Stadacona inc.

Avis est, par les présentes, donné que « Papeterie Stadacona inc. », une compagnie dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies (Québec) et ayant son siège social à Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de ladite loi.

Signé à Montréal, ce 28e jour de juillet 1971.

Les procureurs de la requérante,
DESJARDINS, DUCHARME, DESJARDINS,
TELLIER, ZIGBY & MICHAUD.

41382-o

Charters — Applications for Surrender of

Stadacona Stationery Inc.

Notice is hereby given that "Stadacona Stationery Inc.", a company duly incorporated under the Companies Act (Québec) and having its head office in Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the said act.

Signed at Montreal, this 28th day of July, 1971.

DESJARDINS, DUCHARME, DESJARDINS,
TELLIER, ZIGBY & MICHAUD,
Attorneys for the Petitioner.

41382-o

La Boulangerie nationale ltée

Avis est donné que la compagnie « La Boulangerie nationale ltée », corporation incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 22 juillet 1971.

Les procureurs de la requérante,
TANSEY, DEGRANDPRÉ, BERGERON,
LAVERY, O'DONNELL & CLARK.

41349-o 48-50

La Boulangerie nationale ltée

Notice is given that "La Boulangerie nationale ltée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, this July 22, 1971.

TANSEY, DEGRANDPRÉ, BERGERON,
LAVERY, O'DONNELL & CLARK,
Attorneys for the petitioner.

41349-o 48-50

Compagnie Immobilière Valran

Avis est par les présentes donné que la « Compagnie Immobilière Valran », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, le 15e jour de juillet 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
41350-o GÉRARD CARIGNAN.

Compagnie Immobilière Valran

Notice is hereby given that "Compagnie Immobilière Valran", a corporation incorporated under Part I of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Dated at Montreal, this 15th day of July, 1971.

(Seal) GÉRARD CARIGNAN,
41350-o *Secretary.*

Krazee Klackers Inc.

Avis est donné que la compagnie « Krazee Klackers Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 5 juillet 1971.

Le président,
41351-o LÉONARD SCOTT.

Krazee Klackers Inc.

Notice is given that "Krazee Klackers Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, July 5, 1971.

LÉONARD SCOTT,
41351-o *President.*

Les porcheries canadiennes limitée

Avis est donné que la compagnie « Les porcheries canadiennes limitée », corporation incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 19 juillet 1971.

Les procureurs de la requérante,
TANSEY, DEGRANDPRÉ, BERGERON,
41352-o LAVERY, O'DONNELL & CLARK.

Les porcheries canadiennes limitée

Notice is given that "Les porcheries canadiennes limitée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, this July 19, 1971.

TANSEY, DEGRANDPRÉ, BERGERON,
LAVERY, O'DONNELL & CLARK.
41352-o *Attorneys for the petitioner.*

Rioux Construction Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Rioux Construction Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

St-Romuald, le 7e jour de juillet 1971.

Le président,
41353-o AURÉLIEN RIOUX.

Rioux Construction Inc.

Notice is hereby given that "Rioux Construction Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province, for leave to surrender its charter.

St-Romuald, the 7th day of July, 1971.

AURÉLIEN RIOUX,
41353-o *President.*

Timely Realties Inc.

La compagnie « Timely Realties Inc. », un corps politique et incorporé en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 26 juillet 1971.

Les procureurs de la requérante,
41354 NOTKIN & LUTERMAN.

Westbury Investments Corp.

Avis est par les présentes donné que « Westbury Investments Corp. », ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Montréal, ce 20e jour de juillet, 1971.

Les procureurs de la requérante,
41355-o SHRIAR, POLAK & COOPERSTONE.

Bedford Fashions Ltd.
Les Modes Bedford ltée

Avis est donné par les présentes que « Bedford Fashions Ltd. — Les Modes Bedford ltée », une compagnie incorporée selon la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Montréal, adressera une demande au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les provisions de ladite Loi.

Montréal, le 29 juillet 1971.

Le secrétaire,
41379-o F. SMELTZER.

Independent Realty Development Limited

Avis est donné que la compagnie « Independent Realty Development Limited », une compagnie constituée en corporation selon la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte sous l'autorité de la Loi des compagnies, à une date qui sera fixée par le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.

Fait à Montréal, Québec, ce 26e jour de juillet 1971.

Le président,
41380-o BIRGIT DESSAULLES.

Aqueduc Laurentien de Montcalm inc.

Avis est donné que la compagnie « Aqueduc Laurentien de Montcalm inc. » demandera au ministère des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le président,
41391-o LUCIEN HÉBERT.

Timely Realties Inc.

Notice is hereby given that "Timely Realties Inc." body politic and corporate in virtue of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its éharter.

Montreal, July 26, 1971.

NOTKIN & LUTERMAN,
41354-o *Attorneys for Petitioner.*

Westbury Investments Corp.

Notice is hereby given that "Westbury Investments Corp.", having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter, from and after the date which he will be pleased to determine.

Montreal, this 20th day of July, 1971.

SHRIAR, POLAK & COOPERSTONE,
41355-o *Attorneys for Petitioner.*

Bedford Fashions Ltd.
Les Modes Bedford ltée

Notice is hereby given that "Bedford Fashions Ltd. — Les Modes Bedford ltée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Montreal, July 29, 1971.

F. SMELTZER,
41379-o *Secretary.*

Independent Realty Development Limited

Notice is hereby given that "Independent Realty Development Limited", a corportation constituted under Part I of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the terms of the Companies Act as and from a date to be fixed by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

Dated at Montreal, Québec, this 26th day of July, 1971.

BIRGIT DESSAULLES,
41380-o *President.*

Aqueduc Laurentien de Montcalm inc.

Notice is given that "Aqueduc Laurentien de Montcalm inc." will apply to Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

LUCIEN HÉBERT,
41391-o *President.*

Variétés R. Perron inc.

Avis est donné que la compagnie « Variétés R. Perron inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
41392-o ME J. GUY CHARBONNEAU, *notaire.*

Monterly Sales Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Monterly Sales Inc. », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 28e jour de juillet 1971.

Les procureurs de la compagnie,
41381-o MARCUS & FEINER.

Camp Aquehonga, Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Camp Aquehonga Ltd. », a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Le 15e jour de juin 1971.

Les procureurs de la compagnie,
41413-o PATTERSON, EAGLE, GREENOUGH & DAY.

Variétés R. Perron inc.

Notice is given that "Variétés R. Perron inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter.

MTRE J. GUY CHARBONNEAU, *Notary,*
41392-o *Attorney for the Company.*

Monterly Sales Inc.

Notice is hereby given that "Monterly Sales Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of July, 1971.

MARCUS & FEINER,
41381-o *Attorneys for the Company.*

Camp Aquehonga, Ltd.

Notice is hereby given that "Camp Aquehonga, Ltd." intends to apply for leave to surrender its charter in accordance with the Companies Act.

This 15th day of June, 1971.

PATTERSON, EAGLE, GREENOUGH & DAY,
41413-o *Attorneys for the Company.*

Sièges sociaux

M. Chapdelaine Assurances Inc.

Avis est donné que la compagnie « M. Chapdelaine Assurances Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, en date du douze février mil neuf cent soixante et onze, et ayant son siège social dans la ville de St-Denis, district de St-Hyacinthe, province de Québec, a établi son bureau au 113, de la rue St-Christophe, à St-Denis sur Richelieu.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son siège social.

Signé à Beloeil, ce 16 juin 1971.

MICHEL CHAPDELAINE.
41366-o 612-71

Hudson Electronics Inc.

La compagnie « Hudson Electronics Inc. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 2255, rue Dandurand, Montréal à 1330 sud, Service Road, Trans-Canada Highway, Dorval.

Le secrétaire-trésorier,
N. FRIEDMAN.
41367 13703-57

Head Offices

M. Chapdelaine Assurances Inc.

Notice is given that "M. Chapdeleine Assurances Inc.", incorporated in the Province of Québec by letters patent granted under the provisions of Part I of the Companies Act, on February twelve, one thousand nine hundred and seventy-one, and having its head office in the town of St. Denis, district of Saint-Hyacinthe, Province of Québec, has established its office at 113 St. Christophe Street, in St. Denis sur Richelieu.

From the date of this notice, the said office is considered by the company, as being its head office.

Signed at Beloeil, on June 16, 1971.

MICHEL CHAPDELAINE.
41366 612-71

Hudson Electronics Inc.

Notice is given that "Hudson Electronics Inc." has transferred its head office from 2255 Dandurand Street, Montreal to 1330 South Service Road, Trans-Canada Highway, Dorval.

N. FRIEDMAN,
Secretary-Treasurer.
41367-o 13703-57

Les Structures d'Acier Jacques inc.
Jacques Structural Steel Inc.

Avis est donné que « Les Structures d'Acier Jacques inc.— Jacques Structural Steel Inc. », compagnie constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 3 juin 1971, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 9193, de Marseille.

Montréal, le 25 juin 1971.

Le secrétaire,
MME LUCILLE DUFOUR JACQUES.

41368-o 2934-71

Janus Corp.

La compagnie « Janus Corp. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 2255, rue Dandurand, Montréal, à 1330 sud, Service Road, Trans-Canada Highway, Dorval.

Le secrétaire-trésorier,
N. FRIEDMAN.

41369 10264-59

Lautech Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Lautech Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes portant la date du 19 novembre 1970, et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau 4240, Côte de Liesse, Montréal 306, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 17e jour de mars 1971.

(Sceau) *Le président,*
MARCEL BOISSONNEAULT.

41370-o 1950-70

Mercury Electronics Inc.

La compagnie « Mercury Electronics Inc. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 2255, rue Dandurand, Montréal à 1330 sud, Service Road, Trans-Canada Highway, Dorval.

Le secrétaire-trésorier,
N. FRIEDMAN.

41371 13702-57

Place Desjardins inc.

Avis est donné que la compagnie « Place Desjardins inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9e jour du mois de juin 1971, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 152 est, rue Notre-Dame, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 14e jour du mois de juin 1971.

Le secrétaire-trésorier,
DANIEL WERMENLINGER.

41373-o 3125-71

Les Structures d'Acier Jacques inc.
Jacques Structural Steel Inc.

Notice is given that "Les Structures d'Acier Jacques inc.— Jacques Structural Steel Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated June 3, 1971, and having its head office in Montreal, has established its office at 9193 de Marseille.

Montreal, June 25, 1971.

MRS. LUCILLE DUFOUR JACQUES,
Secretary.

41368 2934-71

Janus Corp.

Notice is given that "Janus Corp." has transferred its head office from 2255 Dandurand Street, Montreal to 1330 South Service Road, Trans-Canada Highway, Dorval.

N. FRIEDMAN,
Secretary-Treasurer.

41369-o 10264-59

Lautech Inc.

Notice is hereby given that the company "Lautech Inc.", incorporated in the Province of Québec, under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing the date of November the 19, 1970, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 4240 Côte de Liesse, Montreal 306, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Montreal, this 17th day of March, 1971.

(Seal) MARCEL BOISSONNEAULT,
President.

41370-o 1950-70

Mercury Electronics Inc.

Notice is given that "Mercury Electronics Inc." has transferred its head office from 2255 Dandurand Street, Montreal to 1330 South Service Road, Trans-Canada Highway, Dorval.

N. FRIEDMAN,
Secretary-Treasurer.

41371-o 13702-57

Place Desjardins inc.

Notice is given that "Place Desjardins inc." incorporated by letters patent on the 9th day of June, 1971, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 152 Notre-Dame Street East, Montreal.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, the 14th day of the month of June, 1971.

DANIEL WERMENLINGER,
Secretary-Treasurer.

41373 3125-71

Pavage & Construction Ile Perrot inc.
Ile Perrot Paving & Construction Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Pavage & Construction Ile Perrot inc.— Ile Perrot Paving & Construction Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes portant la date du 1er mars 1971, et ayant son siège social en la Terrasse Vaudreuil, a établi son bureau principal au 128, Quatrième Boulevard, à Terrasse Vaudreuil.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 1er jour de mars 1971.

(Sceau) *Le président,*
JEAN-GUY LEFEBVRE.

41372-o 1082-71

Pavage & Construction Ile Perrot inc.
Ile Perrot Paving & Construction Inc.

Notice is hereby given that the company "Pavage & Construction Ile Perrot inc.— Ile Perrot Paving & Construction Inc.", incorporated in the Province of Québec, under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing the date of March 1st, 1971, and having its head office at Terrasse Vaudreuil, has established its office at civic number 128 Fourth Boulevard.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montreal, this 1st day of March, 1971.

(Seal) JEAN-GUY LEFEBVRE,
President.

41372-o 1082-71

Superior Electronics Inc.

La compagnie « Superior Electronics Inc. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 2255, rue Dandurand, Montréal à 1330 sud, Service Road, Trans-Canada Highway, Dorval.

Le secrétaire-trésorier,
N. FRIEDMAN.

41374 11453-56

Superior Electronics Inc.

Notice is given that "Superior Electronics Inc." has transferred its head office from 2255 Dandurand Street, Montreal to 1330 South Service Road, Trans-Canada Highway, Dorval.

N. FRIEDMAN,
Secretary Treasurer.

41374-o 11453-56

Carrefour Commercial et Résidentiel de Verdun (C.C.R.V.) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Carrefour Commercial et Résidentiel de Verdun (C.C.R.V.) Inc. » constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 29e jour de mars 1971 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 3585, rue Berri.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 19e jour de mai 1971.

Le vice-président,
LUC DURAND.

41397-o 1584-71

Carrefour Commercial et Résidentiel de Verdun (C.C.R.V.) Inc.

Notice is hereby given that the company "Carrefour Commercial et Résidentiel de Verdun (C.C.R.V.) Inc." incorporated by letters patent issued on the 29th day of March, 1971, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 3585 Berri Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 19th day of May, 1971.

LUC DURAND,
Vice President.

41397-o 1584-71

Place Dupuis inc.

Avis est donné que la compagnie « Place Dupuis inc. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec) par lettres patentes émises en date du 22e jour de janvier 1971, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 865 de la rue Ste-Catherine est.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 25e jour de janvier 1971.

Le président,
MARC CARRIÈRE.

41400-o 323-71

Place Dupuis inc.

Notice is hereby given that "Place Dupuis inc." corporation incorporated under Part I of the Companies Act (Québec) by letters patent issued on the 22nd day of January 1971, and having its head office in Montreal, has established its office at 865 St. Catherine Street East.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Corporation as being the head office of the Corporation.

Given at Montreal, this 25th day of January, 1971.

MARC CARRIÈRE,
President.

41400-o 323-71

Kebec Control Inc.

Avis est donné que la compagnie « Kebec Control Inc. » incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le 23 avril 1971 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au No 3442, rue Adam.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 29e jour de juin 1971.

Le vice-président,
PIERRE FOISY.

41398-o 2155-71

Kebec Control Inc.

Notice is given that "Kebec Control Inc." incorporated under Part I of the Companies Act on April 23, 1971, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 3442, Adam Street.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 29th day of June, 1971.

PIERRE FOISY,
Vice President.

41398 2155-71

Lumic limitée

Avis est donné que la compagnie « Lumic limitée » constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 26e jour de mars 1971 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 3585, de la rue Berri.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 19e jour de mai 1971.

Le président,
LUC DURAND.

41399-o 1553-71

Lumic limitée

Notice is hereby given that the company "Lumic limitée" incorporated by letters patent issued on the 26th day of March 1971, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 3585 Berri Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 19th day of May, 1971.

LUC DURAND,
President.

41399-o 1553-71

La Tour Ste-Hélène Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « La Tour Ste-Hélène Inc. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec), par lettres patentes émises le 6 mai 1971, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 210, ouest, rue Notre-Dame, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 29e jour de juin 1971.

(Sceau) *La secrétaire,*
MYRTO BRASSEUR.

41401-o 2285-71

La Tour Ste-Hélène Inc.

Notice is hereby given that "La Tour Ste-Hélène Inc." incorporated under Part I of the Companies Act (Québec) by letters patent dated May 6, 1971, and having its head office in Montreal, has established its office at number 210 Notre-Dame Street West, district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 29th day of June, 1971.

(Seal) MYRTO BRASSEUR,
Secretary.

41401-o 2285-71

Ministère des Richesses naturelles

Avis de révocation de droits miniers

Avis est donné par les présentes que, conformément aux articles 206, 207 et 208 de la Loi des mines (1965, 1ère session, ch. 34, et amendements), permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer les droits miniers compris dans les concessions de terre faites dans un canton avant le 24 juillet 1880, lorsqu'aucune exploration ou exploitation minière n'y a été faite par le propriétaire ou pour son compte durant les 10 années précédant la date de la première publication

Department of Natural Resources

Notice of revocation of mining rights

Pursuant to sections 206, 207 and 208 of the mining Act (1965, 1st session, ch. 34, and modifications), enabling the Lieutenant-Governor in Council to revoke the mining rights included in any concession of land made in any township before the 24th of July, 1880, when no mining exploration or operation have been made by the owner or on his behalf during the ten years preceding the date of the first publication of the presents, notice is hereby given to the owners of the

des présentes, le ministre des Richesses naturelles recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil la révocation des droits miniers affectant les terrains ci-après désignés, après un délai de quatre-vingt-dix jours des présentes, savoir:

A) *La totalité des droits miniers sur les lots suivants: Canton de Wickham* (district électoral de Drummond):

Rang III: Les lots 4, ptie 5, ½ S.E. lot 6, lots 9, 10, 11, 12, 13 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 147, 148, 143, 146, 141, 142, 131, 132, 130, 129, 128, 127.

Rang IV: Les lots 10, ptie 11, 12, 13, 14 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 208, ½ N.O. lot 212, les lots 213, 214, 215.

Rang V: Les lots: ¾ N.E. lot 4, les lots 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 290, 292, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272.

Rang VI: Les lots 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 324, 325, 326, 327, 328, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338.

Rang VII: Les lots 4, 7, ptie 5, 17 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 390, 381, 382, 383, 389, 362.

Rang VIII: Les lots 20, 21 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 427 et 428.

Rang X: Les lots 24, 25, 26, 27, 28 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 629, 630, 631, 632 et 633.

Rang XI: Les lots: ptie 15, ½ S.E. lot 18, ptie 20; les lots 21, 22, 26 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 683, 684, 668, 669, 661, 664, 656, 657, 658, 659, 660, 652, 653, 654, 655, 640, 641, 642.

Rang XII: Les lots 3/10 N.O. lot 12, ½ S.E. lot 15, ptie 18, ptie 19, ½ S.E. de ½ N.O. lot 26 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 721, 730, 744, 745, 746, 747, 748, 750, 771.

Canton de Simpson (district électoral de Drummond):

Rang II: Le lot 13 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang III: Les lots 15, 16, 17, 18, 19, 20 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel (cad. 20*a*, 20*b*, 20c) et les lots 21, 22, 23 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang IV: Les lots 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 (cad. 20*a*, 20*b*) 21, 22, 23 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang V: Les lots 15, 16, 17, 20, 23, 24, 25, 26, 27, 28 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang VI: Les lots 17, ptie N.O. lot 18 (cad. 18*b*), 19, 21, ½ N.O. lot 22 (cad. 22*a*), 23, 24, 26, 27, 28 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang VII: Le lot 17 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang VIII: Les lots 16, 17, ¾ S.E. 26, 26, 27, 28 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang IX: Les lots 23, 25, 26, 27 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

mining rights of the hereunder lands that 90 days after the last publication of this notice, the Minister of Natural Resources will recommend to the Lieutenant-Governor in Council the revocation of the mining rights on the following parcel of lands:

A) *All the mining rights on the following lots: Wickham Township* (Electoral district of Drummond):

Range III: Lot 4, part of lot 5, S.E. ½ of lot 6, lots 9, 10, 11, 12, 13 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 147, 148, 143, 146, 141, 131, 132, 130, 129, 128, 127.

Range IV: Lot 10, part of lot 11, lots 12, 13, 14 of the orignal land survey corresponding to cadastral lots 208, N.O. ½ of lot 212, lots 213, 214, 215.

Range V: N.E. ¾ of lot 4, lots 11, 12, 13, 14, 15, 16 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 290, 292, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272.

Range VI: Lots 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 324, 325, 326, 327, 328, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338.

Range VII: Lots 4, 7, part of lot 5, lot 17 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 390, 381, 382, 383, 389, 362.

Range VIII: Lots 20, 21 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 427, 428.

Range X: Lots 24, 25, 26, 27, 28 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 629, 630, 631, 632, 633.

Range XI: Part of lot 15, S.E. ½ of lot 18, part of lot 20; lots 21, 22, 26 of the original land-survey corresponding to cadastral lots, 683, 684, 668, 669, 661, 664, 656, 657, 658, 659, 660, 652, 653, 654, 655, 640, 641, 642.

Range XII: N.W. 3/10 of lot 12, S.E. ½ of lot 15, part of lot 18, part of lot 19, S.E. ½ of N.W. ½ of lot 26 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 721, 730, 744, 745, 746, 747, 748, 750, 771.

Simpson Township (Electoral district of Drummond):

Range II: Lot 13 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range III: Lots 15, 16, 17, 18, 19, 20 of the original land-survey and of the official cadastre (cad. 20*a*, 20*b*, 20*c*) and lots 21, 22, 23 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range IV: Lots 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 (cad. 20*a*, 20*b*,) 21, 22, 23 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range V: Lots 15, 16, 17, 20, 23, 24, 25, 26, 27, 28 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range VI: Lot 17, N.W. part of lot 18 (cad. 18*b*), lots 19, 21, N.W. ½ of lot 22 (cad. 22*a*), lots 23, 24, 26, 27, 28 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range VII: Lot 17 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range VIII: Lots 16, 17, S.E. ¾ of lot 26, lots 26, 27, 28 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range IX: Lots 23, 25, 26, 27 of the original land-survey and of the official cadastre.

Rang X: Les lots 24, 25 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang XI: Les lots 26, 27, 28 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang XII: Le lot 25 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Canton d'Acton (district électoral de Bagot):

Rang VIII: Les lots 23, 24, 25, ptie 39 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 277, 278.

Rang IX: Ptie lot 37 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 337, 338, 339.

B) *Le vingtième (1/20) des droits miniers sur les lots suivants:*

Canton de Wickham (district électoral de Drummond):

Rang III: Ptie lot 1, 1/3 N.O. lot 7; 18, 19, 20, 21, 22 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre ½ S.E. lot 154; 155, 138, 120, 121, 118, 119, 116, 117, 115, 113, 114.

Rang IV: ½ S.E. lot 15 et lot 17 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre ½ S.E. lot 216, lots 218, 219, 220, 221.

Rang VI: Le lot 12 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 322, 323.

Rang VII: Les lots 14, 15, 16, 23, 24, 25, 26, 27 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 365, 364, 363, 354, 355, 356, 352, 353, 348, 348*a*, 349, 350, 351, 347, 344, 345, 345*a*, 346.

Rang VIII: Les lots 9, ½ S.E. lot 17, ½ S.E. lot 22, lot 23 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 405, 421, 423, ptie 424, 429, 430, 431, 433, 434, 435.

Rang IX: Les lots 19, ¾ N.O. lot 23, 4/5 S.E. de ½ N.O. lot 22, lot 25 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 468, 469, 470, 457, 458, 459, 460, 463, 453.

Rang X: Les lots 16, 23 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 551, 552, 553, 554, 626, 627, 628.

Rang XI: Les lots 14, 16, 17, ½ N.O. lot 18, ptie lot 20 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 686, 687, 688, 689, 677, 678, 679, 680, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 667, 662, 663.

Rang XII: Les lots: ptie lot 17, ptie lot 19, ptie lot 25, ptie lot 26 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 737, 738, 739, 740, 749, 751, 768, 770, 772.

Canton de Simpson (District électoral de Drummond):

Rang VII: Les lots 16, 20, 23, 26, 27, 28 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang VIII: Les lots 18, 25 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang IX: Les lots 17, 24, 28 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang X: Les lots 19 (19*a*, 19*b*, 19*c*, 19*d*) 20, 23, 26 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang XI: Les lots 18 (18*a*, 18*b*, 18*c*), 22, 25 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang XII: Les lots 17 (17*a*, 17*b*, 17*c*), 20, 21, 22, 24, 26, 27, 28 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Range X: Lots 24, 25 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range XI: Lots 26, 27, 28 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range XII: Lots 25 of the original land-survey and of the official cadastre.

Acton Township (Electoral district of Bagot):

Range VIII: Lots 23, 24, 25, part of lot 39 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 277, 278.

Range IX: Part of lot 37 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 337, 338, 339.

B) *One twentieth (1/20) of the mining rights on the following lots:*

Wickham Township (Electoral district of Drummond):

Range III: Part of lot 1, N.W. 1/3 of lot 7, lots 18, 19, 20, 21, 22 of the original land-survey corresponding to cadastral lots S.E. ½ of lot 154, lots 155, 138, 120, 121, 118, 119, 116, 117, 115, 113, 114.

Range IV: S.E. ½ of lot 15 of the original land-survey corresponding to S.E. ½ of cadastral lot 216, lots 218, 219, 220, 221.

Range VI: Lot 12 of the original land-survey corresponding to 322, 323 of cadastral lots.

Range VII: Lots 14, 15, 16, 23, 24, 25, 26, 27 of the original land-survey corresponding to 365, 364, 363, 354, 355, 356, 352, 353, 348, 348*a*, 349, 350, 351, 347, 344, 345, 345*a*, 346.

Range VIII: Lot 9, S.E. ½ of lot 17, S.E. ½ of lot 22, lot 23 of the original land-survey corresponding to 405, 421, 423, part of lot 424, 429, 430, 431, 434, 435.

Range IX: Lot 19, N.W. ¾ of lot 23, S.E. 4/5 of N.W. ½ of lot 22, lot 25 of the original land-survey corresponding to 468, 469, 470, 457, 458, 459, 460, 463, 453.

Range X: Lots 16, 23 of the original land-survey corresponding to 551, 552, 553, 554, 626, 627, 628.

Range XI: Lots 14, 16, 17, N.W. ½ of lot 18, part of lot 20 of the original land-survey corresponding to 686, 687, 688, 689, 677, 678, 679, 680, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 667, 662, 663.

Range XII: Part of lot 17, part of lot 19, part of lot 25, part of lot 26 corresponding to 737, 738, 739, 740, 749, 751, 768, 770, 772.

Simpson Township (Electoral district of Drummond):

Range VII: Lots 16, 20, 23, 26, 27, 28 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range VIII: Lots 18, 25 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range IX: Lots 17, 24, 28 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range X: Lots 19 (19*a*, 19*b*, 19*c*, 19*d*), lots 20, 23, 26 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range XI: Lots 18 (18*a*, 18*b*, 18*c*), lots 22, 25 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range XII: Lots 17 (17*a*, 17*b*, 17*c*), lots 20, 21, 22, 24, 26, 27, 28 of the original land-survey and of the official cadastre.

Canton d'Acton (District électoral de Bagot):

Rang VII: ¼ O. lot 38 de l'arpentage primitif, correspondant au lot de cadastre 161.

Rang VIII: ½ E. lot 26, ptie 30, ½ E. de ½ O. lot 38 de l'arpentage primitif, correspondant aux lots 232, 242, 245, 246, 275.

Rang IX: ¼ O. lot 37, ½ E. de ½ O. lot 38, de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastre 336, 333.

Québec, le 19 juillet 1971.

Le sous-ministre,
P.-E. AUGER.

41331-31-2-o

Acton Township (Electoral district of Bagot):

Range VII: W. ¼ of lot 38 of the original land-survey corresponding to cadastral lot 161.

Range VIII: E. ½ of lot 26, part of lot 30, E. ½ of W. ½ of lot 38 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 232, 242, 245, 246, 275.

Range IX: W. ¼ of lot 37, ½ E. of ½ W. of lot 38 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 336, 333.

Québec, July 19, 1971.

P.-E. AUGER,
Deputy Minister.

41331-31-2-o

Compagnies étrangères
Agent

Friedrich Refrigerators Incorporated

Avis est donné que, en vertu d'une nouvelle procuration en date du 9 septembre 1969 et dont copie a été transmise au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la compagnie C. T. Corporation System (Canada), Ltd. 55, d'Auteuil, Québec, a été nommée, en remplacement de W. H. Laidley, agent principal dans la province de la compagnie « Friedrich Refrigerators Incorporated », compagnie étrangère dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est donné également que, en vertu de la nouvelle procuration mentionnée ci-dessus, le siège social de ladite compagnie est établi au 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41346 3107-54

Extra-Provincial Companies
Agent

Friedrich Refrigerators Incorporated

Notice is given that, by new power of attorney dated September 9, 1969, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, C. T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec, was appointed to replace W. H. Laidley as chief agent in the Province of "Friedrich Refrigerators Incorporated", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the above-mentioned new power of attorney, the head office of the said company is established at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

41346-o 3107-54

Caisse d'épargne et de crédit

L'Union régionale des Caisses populaires Desjardins du diocèse de Rimouski

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 2 mai 1970, par « L'Union régionale des Caisses populaires Desjardins du diocèse de Rimouski », pour le changement de son siège social qui était « Bic, comté de Rimouski », en celui de « la ville de Rimouski, dans les locaux choisis par le Conseil d'administration, soit à 681, boulevard St-Germain ouest, Rimouski ».

Québec, le 27 juillet 1971.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41356-o

Savings and Credit Union

L'Union régionale des Caisses populaires Desjardins du diocèse de Rimouski

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on May 2, 1970, by « L'Union régionale des Caisses populaires Desjardins du diocèse de Rimouski" changing its head office which was "Bic, County of Rimouski", to that of "the Town of Rimouski, in the premises selected by the Board of Directors, namely at 681 St. Germain Boulevard West, Rimouski".

Québec, July 27, 1971.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

41356

Arrêtés en conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2592

Québec, le 21 juillet 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification à être apportée à l'arrêté en conseil numéro 481 du 7 mai 1958 soustrayant au jalonnement une partie au nord et à l'est du mont Wright, district électoral de Saguenay.

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 481 du 7 mai 1958, a été soustraite au jalonnement « toute cette partie de la province de Québec située à l'est et au nord d'une ligne brisée partant de la frontière sud du territoire du Nouveau-Québec et suivant la ligne de longitude ouest 67°30′ jusqu'à la latitude nord 52°48′; de là, se dirigeant vers l'est jusqu'à la longitude ouest 67°15′; de là, se dirigeant vers le sud jusqu'à la latitude nord 52°33′; de là, se dirigeant vers l'est jusqu'à la longitude ouest 66°30′; de là, se dirigeant vers le sud jusqu'à la latitude nord 51°30′; de là, se dirigeant vers l'est jusqu'à la longitude ouest 59°; de là, vers le nord jusqu'à la latitude nord 51°40′; et de là, se dirigeant vers l'est jusqu'à la limite est de la province »;

ATTENDU QU'il y a lieu de faciliter et d'activer l'exploration minière dans la province et par conséquent d'ouvrir au jalonnement certaines parties des terrains qui y sont soustraits en vertu de l'arrêté en conseil numéro 481 du 7 mai 1958.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE soient ouvertes au jalonnement à compter de la publication des présentes dans la *Gazette officielle du Québec* les étendues de terrain qui y sont soustraites en vertu de l'arrêté en conseil numéro 481 du 7 mai 1958 sauf les suivantes:

I. La partie du district électoral de Duplessis située au nord de la latitude 52°00′N et le territoire d'Ashuanipi, le tout tel qu'indiqué en vert et en bleu sur la carte de la province numéro 1027 (M.T.F.) à l'échelle de 1: 2,500,000, laquelle est signée par le sous-ministre des Richesses naturelles et déposée aux archives de ce ministère.

II. L'étendue requise pour une partie du pipe-line projeté de la compagnie Canadian Javelin Limited pour la période se terminant le 12 février 1972, à savoir:

« Un corridor de treize cent vingt (1,320) pieds de largeur, ayant comme axe le parcours projeté du pipeline, partant d'un point « A » (voir arrêté en conseil numéro 418 du 27 janvier 1971) situé dans le canton de Desjordy, à l'intersection de la latitude 52°33′N et de la longitude 66°48′30″W, une distance approximative de quinze milles et six dixièmes (15.6m) de longueur; de là, dans une direction générale nord-ouest en suivant l'axe précité, jusqu'à la ligne séparative du district électoral de Saguenay et du territoire d'Ashuanipi (loi de la Division territoriale S.R.Q. 1964, chap. 5).

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2592

Québec, July 21, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to Order in Council number 481, dated May 7, 1958, withdrawing from staking a part north and east of Mount Wright, electoral district of Saguenay.

WHEREAS under Order in Council Number 481, dated May 7, 1958, "all that part of the Province of Québec situated east and north of a broken line starting from the southern boundary of the territory of New Québec and following the line of longitude 67°30′ west to latitude 52°48′ north; thence, easterly to longitude 67°15′ west; thence, southerly to latitude 52°33′ north; thence, easterly to longitude 66°30′ west; thence, southerly to latitude 51°30′ north; thence, easterly to longitude 59° west; thence, northerly to latitude 51°40′ north and, thence, easterly to the eastern boundary of the Province", was withdrawn from staking;

WHEREAS it is expedient to facilitate and activate mining exploration in the Province and therefore open to staking certain parts of the lands withdrawn thereunder Order in Council Number 481, dated May 7, 1958.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT upon from and after the publication of these presents in the *Québec Official Gazette*, the stretches of land withdrawn from staking under Order in Council Number 481, dated May 7, 1958, be opened to staking except for the following:

I. The part of the electoral district of Duplessis situated north of latitude 52°00′N. and the territory of Ashuanipi, the whole as indicated in green and blue on the map of the Province Number 1027 (Dept. Lands & Forests) on a scale of 1: 2,500,000, which is signed by the Deputy Minister of Natural Resources and filed in the Department's Archives.

II. The stretch of land required for a part of the pipe-line planned by Canadian Javelin Limited for the period ending on February 12, 1972, to wit:

"A corridor thirteen hundred and twenty (1320) feet wide, the planned course of the pipe-line forming the centre-line, starting from Point "A" (see Order in Council No. 418, dated January 27, 1971) situated in the township of Desjordy, at the intersection of latitude 52°33′N. and longitude 66°48′30″W., a distance of about fifteen and six tenths miles (15.6m.); thence, in a general northwesterly direction following the aforesaid centre-line, to the line separating the electoral district of Saguenay from the territory of Ashuanipi (Territorial Division Act — R.S.Q., 1964, Chapter 5).

Cette étendue (3e) est indiquée en rouge sur le plan numéro B-992, à l'échelle de quatre (4) milles au pouce, en date du 5 mars 1971, lequel est signé par le sous-ministre des Richesses naturelles et déposé aux archives de ce ministère. »

III. Les étendues requises par Québec Cartier Mining Company pour les projets de développement de la région du mont Wright et de création de la ville minière de Fermont, à savoir:

1° Tronçon de la route en construction reliant le site de la mine à la ville minière projetée de Fermont, canton de Normanville et canton de Lislois, district électoral de Saguenay.

Un corridor de mille (1,000) pieds de largeur, soit cinq cents (500) pieds de chaque côté de la ligne de centre du chemin en construction, dont la localisation approximative est indiquée en vert sur les plans attenants C-3016 et C-3049, une distance d'environ cinq milles et huit dixièmes (5.8m), limité à l'ouest par la longitude 67°15′W et au nord-est par la longitude 67°07′45″W, plus particulièrement décrit comme suit:

Partant du point « A » (ligne de centre du chemin en construction) situé à environ six cents (600) pieds au sud de la latitude 52°48′N, sur la longitude 67°15′W, dans le canton de Normanville; de là, dans une direction générale nord-est, sud-est et nord-est, traversant la ligne séparative des cantons de Normanville et Lislois, jusqu'au point « B » situé dans le canton de Lislois à l'intersection de la longitude 67°07′45″W, et d'une ligne se dirigeant dans une direction nord 42°00′ ouest du point « D » de la description de la ville minière projetée de Fermont.

2° Bassin de drainage de la prise d'eau du futur aqueduc municipal de la ville minière projetée de Fermont, cantons de Lislois et projeté numéro 2856, district électoral de Saguenay.

Partant du point « A », lequel est situé à quatre cent cinquante-cinq chaînes (455chs) à l'est et à soixante chaînes (60 chs) au sud du milliaire LVII, dans la ligne séparative des cantons de Normanville et de Lislois; de là, dans une direction sud 74°00′ ouest, une distance de cent vingt-cinq chaînes (125 chs), jusqu'au point « D »; de là, dans une direction nord 42°00′ ouest, une distance approximative de deux milles et soixante-cinq centièmes (2.65m), jusqu'à la ligne séparative du district électoral de Saguenay et du territoire d'Ashuanipi (loi de la Divi.ion territoriale S.R.Q. 1964, chap. 5); de là, dans une direction générale nord, nord-est, sud-est et nord-est, le long de la ligne séparative précitée, jusqu'à un point situé dans le canton projeté numéro 2856, à l'intersection de ladite ligne et de la longitude 67°04′40″W; de là, dans une direction sud astronomique, le long de la longitude 67°04′40″W, jusqu'à l'intersection de ladite longitude et de la rive nord d'un lac innommé; de là, dans une direction générale nord, ouest et sud, le long de la rive ouest du lac jusqu'au point « A », point de départ.

3° Bloc de terrain réservé pour la création éventuelle de la ville minière de Fermont.

Un bloc de terrain, situé dans le canton de Lislois, de figure irrégulière, lequel peut être décrit comme suit:

This stretch of land (3rd) is indicated in red on plan Number B-992, on a scale of four (4) miles to the inch, dated March 5, 1971, and is signed by the Deputy Minister of Natural Resources and filed in the Department's Archives."

III. The stretches of land required by the Québec Cartier Mining Company for development projects for the area of Mount Wright and the founding of the mining town of Fermont, to wit:

1. A section of the road under construction joining the mining site to the planned mining town of Fermont, township of Normanville and township of Lislois, electoral district of Saguenay.

A corridor one thousand (1,000) feet wide, namely five hundred (500) feet on each side of the centre-line of the road under construction (the approximate position of which is indicated in green on the adjoining plans C-3016 and C-3049), a distance of about five and eight tenths miles (5.8 m.), bounded on the west by longitude 67°15′W. and on the northeast by longitude 67°07′45″W., more fully described as follows:

Starting from Point "A" (centre-line of the road under construction) situated at about six hundred (600) feet south of latitude 52°48′N., on longitude 67°15′W., in the township of Normanville; thence, in a general northeasterly, southeasterly and northeasterly direction, crossing the line separating the townships of Normanville and Lislois, to Point "B" situated in the township of Lislois at the intersection of longitude 67°07′45″W., and a line projected in a northerly direction 42°00′ west of Point "D" in the description of the planned mining town of Fermont.

2. The drainage reservoir of the water intake for the future municipal aqueduct of the planned mining town of Fermont, township of Lislois and projected under Number 2856, electoral district of Saguenay.

Starting from Point "A" which is situated at four hundred and fifty-five chains (455 chains) east and sixty chains (60 chains) south of milestone LVII, on the line separating the townships of Normanville and Lislois; thence, in a southerly direction 74°00′ west, a distance of one hundred and twenty-five chains (125 chains), to Point "D"; thence, in a northerly direction 42°00′ west, a distance of about two and sixty-five hundredths miles (2.65m.), to the line separating the electoral district of Saguenay from the territory of Ashuanipi (Territorial Division Act — R.S.Q., 1964, Chapter 5); thence, in a general northerly, northeasterly, southeasterly and northeasterly direction, along the aforesaid separative line, to a point situated in the planned township Number 2856, at the intersection of the said line and longitude 67°04′40″W.; thence, in an astronomic southerly direction, along longitude 67°04′ 40″W., to the intersection of the said longitude and the north shore of an unnamed lake; thence, in a general northerly, westerly and southerly direction, along the west shore of the lake to Point "A", the starting point.

3. A stretch of land reserved for the eventual founding of the mining town of Fermont.

A stretch of land, situated in the township of Lislois, of an irregular configuration, which may be described as follows:

Partant du point « A », lequel point est situé à quatre cent cinquante-cinq chaînes (455 chs) à l'est et à soixante chaînes (60 chs) au sud du milliaire LVII dans la ligne séparative des cantons de Normanville et de Lislois; de là, dans une direction générale sud, ouest et sud, le long de la rive du lac et de sa décharge, une distance de deux cent soixante-quinze chaînes (275 chs), jusqu'au point « B »; de là, dans une direction ouest, une distance de huit chaînes (8 chs) jusqu'au point « C »; de là, dans une direction nord 09°00′ ouest, une distance de cent soixante chaînes (160 chs) jusqu'au jusqu'au point « D »; de là, dans une direction nord 74°00′ est, une distance de cent vingt-cinq chaînes (125 chs) jusqu'au point « A », point de départ.

4° Parties d'un bloc de terrain devant servir comme parc à déchets du concentrateur.

a) Un bloc de terrain situé dans le canton de Normanville, de figure irrégulière, lequel peut être décrit comme suit:

Partant du point « A » situé à l'intersection de la latitude 52°48′N et de la longitude 67°23′45″W; de là, dans une direction nord 19°30′ ouest, une distance de deux cent huit chaînes (208 chs), jusqu'au point « B »; de là, dans une direction nord 84°00′ est, une distance de cent soixante-dix chaînes (170 chs), jusqu'au point « C »; de là, dans une direction sud 33°30′ est, une distance de cent soixante chaînes (160 chs), jusqu'au point « D »; de là, dans une direction est, une distance de cent quarante chaînes (140 chs), jusqu'au point « E »; de là, dans une direction sud 42°30′ est, une distance de cent sept chaînes (107 chs), jusqu'au point « F » situé à l'intersection de la latitude 52°48′N et de la longitude 67°16′57″W; de là, dans une direction ouest astronomique jusqu'au point « A », point de départ.

b) Un bloc de terrain situé dans le canton de Normanville, de figure irrégulière, lequel peut être décrit comme suit:

Partant d'un point « A » situé à l'intersection de la ligne médiane du canton de Normanville et de la longitude 67°15′W; de là, vers l'est, en suivant ladite ligne médiane du canton de Normanville, jusqu'au point « B » situé à l'intersection du prolongement vers le nord du coin nord-est du claim 4, certificat 134659 (périmé); de là, vers le sud, ledit prolongement jusqu'au point « C » situé au coin nord-est du claim ci-dessus mentionné; de là, vers l'ouest, jusqu'au point « D » en suivant la limite nord des claims 4, 3 et partie du claim 2, C-134659, jusqu'à l'intersection de la longitude 67°15′W; de là, dans une direction nord astronomique, jusqu'au point « A », point de départ.

5° Partie d'un bloc de terrain devant servir comme parc à déchets de la mine.

Un bloc de terrain situé dans le canton de Normanville, de figure irrégulière, lequel peut être décrit comme suit:

Partant du coin sud-est du canton de Normanville; de là, dans une direction ouest, dans la ligne séparative des cantons de Normanville et Saint-Castin, jusqu'à la longitude 67°15′W; de là, dans une direction nord astronomique, jusqu'à la ligne sud du claim 5, C-58585; de là, vers l'est, le long de la ligne sud de la partie est

Starting from Point "A", the point of which is situated at four hundred and fifty-five chains (455 chains) east and sixty chains (60 chains) south of milestone LVII on the line separating the townships of Normanville and Lislois; thence, in a general southerly, westerly and southerly direction, along the shore of the lake and its discharge, a distance of two hundred and seventy-five chains (275 chains), to Point "B"; thence, in a westerly direction, a distance of eight chains (8 chains) to Point "C"; thence, in a northerly direction 09°00′ west, a distance of one hundred and sixty chains (160 chains) to Point "D"; thence, in a northerly direction 74°00′ east, a distance of one hundred and twenty-five chains (125 chains) to Point "A", the starting point.

4. The parts of a stretch of land to be used as a concentrator waste yard.

a) A stretch of land situated in the township of Normanville, of an irregular configuration, which may be described as follows:

Starting from Point "A" situated at the intersection of latitude 52°48′N. and longitude 67°23′45″W.; thence, in a northerly direction 19°30′ west, a distance of two hundred and eight chains (208 chains), to Point "B"; thence, in a northerly direction 84°00′ east, a distance of one hundred and seventy chains (170 chains), to Point "C"; thence, in a southerly direction 33°30′ east, a distance of one hundred and sixty chains (160 chains), to Point "D"; thence, in an easterly direction, a distance of one hundred and forty chains (140 chains), to Point "E"; thence, in a southerly direction 42°30′ east, a distance of one hundred and seven chains (107 chains), to Point "F" situated at the intersection of latitude 52°48′N. and longitude 67°16′57″W.; thence, in an astronomic westerly direction to Point "A", the starting point.

b) A stretch of land situated in the township of Normanville, of an irregular configuration, which may be described as follows:

Starting from Point "A" situated at the intersection of the median line of the township of Normanville and longitude 67°15′W.; thence, easterly, following the said median line of the township of Normanville, to Point "B" situated at the intersection of the extension north of the northeast corner of Claim 4, Certificate 134659 (expired); thence, southerly, along the said extension to Point "C" situated at the northeast corner of the claim abovementioned; thence, westerly to Point "D" following the northern limit of Claims 4, 3 and part of Claim 2, C-134659, to the intersection of longitude 67°15′W.; thence, in an astronomic northerly direction, to Point "A", the starting point.

5. Part of a stretch of land which shall be used as a waste yard for the mine.

A stretch of land situated in the township of Normanville, of an irregular configuration, which may be described as follows:

Starting from the southeast corner of the township of Normanville; thence, in a westerly direction, on the line separating the townships of Normanville and St. Castin, to longitude 67°15′W.; thence, in an astronomic northerly direction, to the southern line of Claim 5, C-58585; thence, easterly, along the southern line of

du claim 5, C-58585, du claim 3, C-58577, et le long des lignes sud, ouest et sud d'une partie du bloc « E », (concession minière numéro 523), jusqu'à la ligne séparative des cantons de Normanville et Lislois; de là, dans une direction sud, dans la ligne séparative des deux cantons précités, jusqu'au point de départ.

Le tout tel qu'indiqué en vert et en rouge sur les plans attenants C-3016 et C-3049, à l'échelle de quarante chaînes (40 chs) au pouce, en date du 22 mars 1971, lesquels sont signés par le sous-ministre des Richesses naturelles et déposés aux archives de ce ministère.

Le greffier du Conseil exécutif,
41389-o JULIEN CHOUINARD.

the east part of Claim 5, C-58585, Claim 3, C-58577, and along the south, west and south lines of a part of Block "E", (mining concession Number 523), to the line separating the townships of Normanville and Lislois; thence, in a southerly direction, on the line separating the two aforesaid townships, to the starting point.

The whole as indicated in green and red on adjoining plans C-3016 and C-3049, on a scale of forty chains (40 chains) to the inch, dated March 22, 1971, and which are signed by the Deputy Minister of Natural Resources and filed in the Department's Archives.

JULIEN CHOUINARD,
41389 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2712

Québec, le 28 juillet 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication de boîtes de carton ondulé dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication de boîtes de carton ondulé dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 728 du 6 juillet 1955 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, éditions des 23 janvier et 5 juin 1971;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 728, soit modifié de la façon suivante:

1° Dans l'énumération des parties contractantes de première part, les noms de Bathurst Containers Limited (usine de Montréal); Domtar Packaging Limited, Division Hinde & Dauch; Bathurst Containers Limited (usine de Saint-Laurent); Standard Paper Box Limited; Kruger Pulp and Paper Ltd, (Division de l'emballage) sont remplacés par les suivants:

Les Emballages Consolidated Bathurst Limitée (usine de Montréal);

Les Emballages Domtar Limitée; (Division du Carton Ondulé);

Les Emballages Consolidated Bathurst Limitée (usine de Saint-Laurent);

Les Cartonniers Standard Limitée (usine de Montréal);

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2712

Québec, July 28, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Manufacturing of Corrugated Paper Boxes in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Manufacturing of Corrugated Paper Boxes in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree number 728 of July 6, 1955, and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of January 23 and June 5, 1971;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objection brought forth has been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree number 728 be amended as follows:

1. In the list of contracting parties of the first part, the names of Bathurst Containers Limited (Montreal Plant); Domtar Packaging Limited, Hinde & Dauch Division; Bathurst Containers Limited (St-Laurent Plant); Standard Paper Box Limited; Kruger Pulp and Paper Ltd., (Packaging Division) are replaced by the following ones:

Consolidated Bathurst Packaging Limited (Montreal Plant);

Domtar Packaging Limited (Corrugated Products Division);

Consolidated Bathurst Packaging Limited (St. Laurent Plant);

Standard Paper Box Limited (Montreal Plant);

La Société des Pâtes et Papier Kruger Limitée (Division des emballages).

2° Dans l'énumération des parties contractantes de deuxième part, l'Association Internationale des Machinistes et des Travailleurs de l'Aéroastronautique, section locale numéro 2133 Montréal est radiée et le nom de: Le Syndicat Catholique de la Boîte de Carton de Québec Inc., est remplacé par les noms suivants: Le Syndicat de la Boîte de Carton de Québec Inc., L'Union des Travailleurs du Carton et du Papier Façonnés (CSN), section Kruger.

3° Le paragraphe 4.04 de l'article IV (Heures supplémentaires, primes d'équipes et période de repos), est remplacé par le suivant:

« 4.04 Tout salarié qui fait partie de la seconde équipe doit recevoir une prime de dix cents ($0.10) l'heure et tout salarié qui fait partie de la troisième équipe doit recevoir une prime de douze cents($0.12) l'heure pour le travail de nuit. »

4° Le paragraphe 5.01 de l'article V (Taux de salaires) est radié et remplacé par le suivant:

"V. *Taux de salaires:*

5.01 Les taux de salaires suivants s'appliquent à tous les salariés couverts par le champ d'application industriel du présent décret ainsi qu'aux conducteurs (mécaniciens) de machines fixes, aux chauffeurs de chaudières, aux expéditeurs, aux livreurs, aux ouvriers affectés à l'entretien ou à la réparation des immeubles, aux ouvriers d'imprimerie et de travaux connexes, pourvu que ces travaux se rapportent exclusivement à l'impression des boîtes et articles visés par le champ d'application industriel du présent décret.

Kruger Pulp and Paper Limited (Packaging Division).

2. In list of contracting parties of the second part, the name of The International Association of Machinists and Aerospace Workers, Lodge number 2133 is deleted, and the name of *Le Syndicat Catholique de la Boîte de Carton de Québec Inc., is replaced by the following ones; Le Syndicat de la Boîte de Carton de Québec Inc., L'Union des Travailleurs du Carton et du Papier Façonnés (CNTU), section Kruger.*

3. Subsection 4.04 of section IV (Overtime, Shift premium and Rest Periods) is replaced by the following:

"4.04 Any employee working on the second shift shall receive a ten cent ($0.10) per hour shift differential and any employee working on the third shift shall receive a shift differential equal to twelve cents ($0.12) per hour for night work."

4. Subsection 5.01 of section V (Wage rates) is deleted and replaced by the following:

"V. *Wage rates:*

5.01 The following wage rates apply to all employees under the industrial jurisdiction of the present decree as well as to the following classifications: stationary enginemen; boiler firemen (Stokers); shippers; deliverymen; maintenance of buildings and equipment; printing and allied work, provided such work is carried out exclusively in connection with the printing of boxes and other articles covered by the industrial jurisdiction of the present decree.

Classification des emplois — Job classification:	*Taux de salaires minimaux Minimum wage rates*
Sous-contremaître — Assistant foreman	$2.51
Machine à onduler — Corrugating machine:	
Conducteur — Operator	2.60
Conducteur temporaire — Temporary operator	2.54
Découpeur — Slitter and knifer	2.54
Conducteur de colleuse double face — Double-backer	2.49
Ramasseur et placeur de rouleaux — Tailer and roll shafter	2.30
Encocheuse-imprimeuse et presse flexographique — Printer-slotter machine and Flexographic press:	
Conducteur — Operator	2.54
Aide-conducteur — Slotter man	2.44
Margeur et ramasseur — Feeder and trailer	2.35
Presse à imprimer sur la longueur — Printing press (longway):	
Conducteur — Operator	2.49
Ramasseur — Tailer	2.35
Encocheuse (grosses boîtes) — Slotting machine (large boxes):	
Conducteur — Operator	2.40
Ramasseur — Tailer	2.25
Encocheuse (petites boîtes) — Slotting machine (small boxes):	
Conducteur — Operator — Classe A — Class A	2.35
Classe B — Class B	2.02
Ramasseur — Tailer — Classe A — Class A	2.25
Classe B — Class B	1.97

Classification des emplois — Job classification:	*Taux de salaires minimaux Minimum wage rates*
Mitrailleuse de boîtes (coupe et traçage) (1ère opération) — Box slitting and scoring machine (first operation):	
Mitrailleur — Operator	$2.45
Ramasseur — Tailer	2.25
Mitrailleuse de feuilles (coupe et traçage divers) — Sheet slitting and scoring machine (miscellaneous):	
Mitrailleur — Operator	2.39
Ramasseur — Tailer — Classe A — Class A	2.25
Classe B — Class B	1.97
Encocheuse-mitrailleuse de cloisons — Combination partition slitter-slotter:	
Conducteur — Operator	2.44
Ramasseur — Tailer — Classe A — Class A	2.34
Classe B — Class B	1.97
Encocheuse simple de cloisons — Plain partition slotter:	
Conducteur — Operator — Classe A — Class A	2.35
Classe B — Class B	2.02
Ramasseur — Tailer — Classe A — Class A	2.25
Classe B — Class B	1.97
Machine à assembler les cloisons — Partition assembly machine:	
Conducteur — Operator — Classe A — Class A	2.40
Classe B — Class B	2.02
Margeur — Feeder	1.97
Ramasseur — Tailer	1.97
Assemblage des cloisons — Partition assembly:	
Assembleur — Assembler	1.97
Coupeuse de rabat — Flap-cutting machine:	
Découpeur — Operator	2.40
Ramasseur — Tailer — Classe A — Class A	2.25
Classe B — Class B	1.97
Plieuse-colleuse — Folding and glueing machine:	
Conducteur — Operator	2.52
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector:	
Classe A — Class A	2.34
Classe B — Class B	2.02
Plieuse-enrubaneuse — Folding and taping machine:	
Conducteur — Operator	2.52
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector:	
Classe A — Class A	2.25
Classe B — Class B	2.02
Rubaneuse semi-automatique — Semi-automatic taping machine:	
Conducteur — Operator — Classe A — Class A	2.35
Classe B — Class B	2.02
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector:	
Classe A — Class A	2.25
Classe B — Class B	1.97
Pliage de boîtes — Box folding:	
Plieur — Folder	1.97
Rubaneuse à la main — Hand taping machine:	
Conducteur — Operator	1.97
Machine automatique à plier et à piquer — Automatic folding and stitching machine:	
Piqueur — Operator	2.48
Margeur — Feeder — Classe A — Class A	2.25
Classe B — Class B	1.97
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector:	
Classe A — Class A	2.25
Classe B — Class B	2.02

Classification des emplois — Job classification:	*Taux de salaires minimaux Minimum wage rates*
Machine semi-automatique à piquer — Semi-automatic stitching machine:	
Piqueur — Operator — Classe A — Class A	$2.30
Classe B — Class B	2.02
Machine à piquer à la main — Manual stitching machine:	
Piqueur — Operator — Classe A — Class A	2.30
Classe B — Class B	2.02
Scie à ruban — Band saw:	
Scieur — Operator	2.25
Coucheuse à nappe — Curtain coater:	
Conducteur — Operator	2.49
Ramasseur — Tailer	2.25
Machine à laminer, teindre et imprimer — Printing, tinting and laminating machine:	
Conducteur — Operator	2.54
Aide — Helper	2.30
Attacheuse automatique de courroies métalliques — Automatic steel-strapping machine:	
Conducteur — Operator	2.44
Presse automatique à découper — Automatic die press cutting machine:	
Mécanicien — Operator	2.52
Aide ou décortiqueur — Helper or stripper	2.25
Presse à platine à découper margée à la main — Platen die press cutting machine (hand fed):	
Conducteur — Operator	2.49
Aide ou décortiqueur — Helper or stripper	2.25
Bobineuse et coupeuse (simple face) — Rewinding and cutting machine (single face):	
Conducteur — Operator — Classe A — Class A	2.39
Classe B — Class B	2.02
Ramasseur — Tailer Classe A — Class A	2.34
Classe B — Class B	1.97
Paraffineuse — Waxing machine:	
Conducteur — Operator	2.34
Empaquetage et ficelage — Bundling and tying:	
Ficeleur — Tier — Classe A — Class A	2.30
Classe B — Class B	1.97
Matières adhésives — Adhesive unit:	
Préposé à la colle — Operator	2.40
Presse à balles — Waste-bailing press:	
Conducteur — Operator	2.35
Aide — Helper	2.30
Manutention de rouleaux — Roll handling:	
Chef manutentionnaire — Chief roll handler	2.40
Manutention motorisée — Power roll handling:	
Conducteur — Operator	2.40
Manutentionnaire — Roll handler	2.30
Manutention — Handling:	
Conducteur de chariot élévateur-automoteur — Power lift-truck operator	2.40
Machines non classées — Unclassified machines:	
Conducteur — Operator	2.39
Margeur — Feeder — Classe A — Class A	2.19
Classe B — Class B	1.97
Expédition — Shipping department:	
Expéditeur — Shipper	2.54
Aide-expéditeur — Assistant shipper	2.44
Vérificateur — Checker	2.34
Conducteur de camion à remorque — Trailer truck driver	2.49
Conducteur de camion — Truck driver	2.44
Aide — Helper	2.28
Entretien — Maintenance:	
Homme de métier — Tradesman	2.54
Mécanicien — Mechanic	2.54

	Taux de salaires minimaux Minimum wage rates
Classification des emplois — Job classification:	
Aide aux hommes de métier — Tradesman's helper	$2.35
Huileur — Oiler	2.39
Concierge — Janitor	2.27
Chaufferie — Boiler Room:	
Conducteur mécanicien de machines fixes — Stationary engineman:	
2e class — 2nd class	2.74
3e classe — 3rd class	2.57
4e classe — 4th class	2.47
Travaux divers: L'échelle de base de salaire pour les travaux divers est la suivante — *Miscellaneous work:* The basic scale for general work is as follows:	
Aide tous travaux — General helper — Classe A — Class A	2.19
Classe B — Class B	1.93

Définition Classe A: Travail généralement lourd, impliquant la manutention de grandes boîtes.

Définition Classe B: Travail généralement léger quant aux dimensions et à la pesanteur du matériel manipulé. »

Le greffier du Conseil exécutif,
41390-o JULIEN CHOUINARD.

Class A (definition): Heavy work involving the handling of large boxes.

Class B (definition): Light work, as regards the size and weight of materials handled."

JULIEN CHOUINARD,
41390-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2711

Québec, le 28 juillet 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement relatif au contrôle quantitatif de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.

ATTENDU QUE l'article 58 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (S.R.Q. 1968, chapitre 45) permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'édicter tout règlement jugé nécessaire pour donner effet aux dispositions de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu d'étudier les méthodes visant à rationaliser le revenu annuel des salariés de l'industrie de la construction;

ATTENDU QU'il y a lieu d'étudier, de plus, une réglementation susceptible d'assurer l'application des dispositions du chapitre 45 des lois de 1968, concernant la liberté syndicale;

ATTENDU QUE le règlement sur la sécurité d'emploi dans l'industrie de la construction a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1975 du 23 avril 1970 et modifié par les arrêtés en conseil numéros 2047 du 15 mai 1970 et 4119 du 4 novembre 1970, lesquels arrêtés en conseil furent publiés dans la *Gazette officielle du Québec* du 2 mai 1970, du 30 octobre 1970 et du 7 novembre 1970;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire qu'un règlement relatif au contrôle quantitatif de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction remplace ledit règlement sur la sécurité d'emploi;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre entreprenne, à partir du 1er octobre 1971, conjointe-

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2711

Québec, July 28, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation on the quantitative control of manpower in the Construction Industry.

WHEREAS section 58 of the Construction Industry Labour Relations Act (RSQ 1968, c. 45) authorizes the Lieutenant-Governor in Council to enact any regulation deemed necessary for the application of the provisions of the said Act;

WHEREAS there is a need to study methods in view of rationalizing the annual income of employees in the Construction Industry;

WHEREAS there is a need to study also a regulation to ensure the enforcement of the provisions of chapter 45 of 1968 Statutes respecting freedom of association;

WHEREAS the Regulation respecting job security in the Construction Industry has been adopted by Order in Council number 1975 dated April 23 1970 and amended by Orders in Council numbers 2047 dated May 15 1970 and 4119 dated November 4, 1970, such Orders in Council having been published in the May 2, October 30 and November 7 editions of the *Québec Official Gazette;*

WHEREAS it has become expedient that the Regulation on the quantitative control of manpower in the Construction Industry supersede the Regulation respecting job security in the Construction Industry;

IT IS ORDERED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the Department of Labour and Manpower make, beginning October 1, 1971, together with the

ment avec le Comité des avantages sociaux de l'industrie de la construction, une étude des méthodes visant à rationaliser le revenu annuel des salariés dans ladite industrie;

QUE le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre entreprenne, de plus, à partir du 1er octobre 1971, conjointement avec la Commission de l'industrie de la construction, l'étude d'une réglementation susceptible d'assurer l'application des dispositions du chapitre 45 des lois de 1968, concernant la liberté syndicale;

QUE soit abrogé le règlement relatif à la sécurité d'emploi dans l'industrie de la construction approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1975 du 23 avril 1970 et modifié par les arrêtés en conseil numéros 2047 du 15 mai 1970 et 4119 du 4 novembre 1970, lesquels arrêtés en conseil furent publiés dans la *Gazette officielle du Québec* du 2 mai 1970, du 30 octobre 1970 et du 7 novembre 1970;

QUE le règlement numéro 2 ci-annexé entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement numéro 2

Adopté en vertu du chapitre 45 des lois de 1968 relatif au contrôle quantitatif de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.

Article 1 *Interprétation*

Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient:

a) « *construction* »: même signification que celle qui est donnée à cette expression dans la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (S.R.Q. 1968, chapitre 45) et ses modifications;

b) « *ministère* »: ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre;

c) « *Organisme* »: celui qui est chargé de voir à l'observance du décret relatif à l'industrie de la construction;

d) « *région* »: une des onze (11) régions mentionnées à l'annexe « A » du décret relatif à l'industrie de la construction.

Article 2 *Inventaire permanent*

2.01 L'Organisme établit et maintient pour chacune et pour l'ensemble des régions un inventaire permanent des employeurs et des salariés assujettis au décret relatif à l'industrie de la construction, à partir principalement des renseignements que lui transmettent mensuellement les employeurs.

2.02 L'analyse des renseignements obtenus par l'inventaire permanent fait connaître, par mois et par année, pour chacune et pour l'ensemble des régions,

a) le nombre d'employeurs par spécialité et le nombre de leurs salariés par métier ou occupation;

b) pour des groupes d'âge déterminés de salariés dans chaque métier ou occupation,

1° le nombre de salariés détenant un permis de travail;

2° la moyenne des heures régulières et des heures supplémentaires travaillées;

Construction Industry Social Benefits Committee, a study of methods in view of rationalizing the annual income of employees in the Construction Industry;

THAT the Department of Labour and Manpower, beginning October 1, 1971, together with the Construction Industry Commission, make also a study of a regulation to ensure the enforcement of the provisions of chapter 45 of 1968 Statutes respecting freedom of association;

THAT be abrogated the Regulation respecting job security in the Construction Industry approved by Order in Council No. 1975 dated April 23, 1970 and amended by Orders in Council Nos. 2047 dated May 15, 1970 and 4119 dated November 4, 1970, such Orders in Council having been published in the May 2, October 30 and November 7 editions of the *Québec Official Gazette*;

THAT the attached Regulation number 2 become effective on the date it is published in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation Number 2

Adopted under chapter 45 of the 1968 statutes and concerning the quantitative control of manpower in the Construction Industry

Section 1 *Interpretation*

In this Regulation,

(*a*) "*construction*" has the same meaning as in the Construction Industry Labour Relations Act (chapter 45, 1968), as amended;

(*b*) "*Department*" means the Department of Labour and Manpower;

(*c*) "*Authority*" means that body responsible for the observance of the Decree respecting the Construction Industry;

(*d*) "*region*" means one of the eleven (11) regions mentioned in Appendix "A" of the Decree respecting the Construction Industry.

Section 2 *Permanent inventory*

2.01 The Authority shall draw up and maintain, for each region in particular and for all regions combined, a permanent inventory of employers and employees governed by the Decree respecting the Construction Industry, from the data submitted monthly by the employers.

2.02 The analysis of information obtained through the permanent inventory indicates, per month and per year, for each region in particular and for all regions combined,

(*a*) the number of employers per specialty and the number of their employees per trade or occupation;

(*b*) as regards specific age groups of employees, within every trade or occupation,

1. the number of work permit holders;

2. the average of standard and overtime hours worked;

3° le nombre des salariés ayant travaillé dans l'industrie de la construction.

Les métiers et occupations considérés sont ceux que détermine le décret relatif à l'industrie de la construction.

Article 3 *Admission à l'emploi*

3.01 *Permis de travail obligatoire*

a) Un permis de travail est obligatoire pour travailler dans l'industrie de la construction. Un salarié ne peut détenir qu'un seul permis de travail.

b) Le permis doit mentionner le nom, l'adresse, le numéro d'assurance sociale, la date de naissance du salarié, la date d'émission dudit permis et la signature d'un employé attitré de l'Organisme.

c) Chaque fois qu'un salarié change d'adresse, il doit faire remplacer son permis de travail.

d) L'adresse du salarié indiquée sur son permis de travail est la seule utilisée aux fins de l'application du décret.

e) Un salarié doit sur demande, pendant les heures de travail, exhiber son permis à toute personne dûment mandatée par l'Organisme.

3.02 *Obtention et renouvellement du permis de travail*

a) À partir du 1er juin 1972, l'Organisme décerne un permis de travail au salarié qui

1° détient une carte d'identité du ministère; et

2° a travaillé dans l'industrie de la construction, au Québec, au cours des dix-huit (18) mois précédents.

b) Le permis de travail est renouvelable le 1er juin de chaque année, pourvu que le salarié ait travaillé dans l'industrie de la construction, au Québec, au cours des douze (12) mois précédents.

c) L'Organisme dispose de tout cas spécial qui lui est soumis; il peut aussi accorder un permis de travail spécial ou temporaire.

3.03 *Admission de nouveaux salariés*

a) L'Organisme détermine avant le 1er janvier 1972 les normes devant s'appliquer à l'admission de nouveaux salariés dans l'industrie de la construction. Ces normes doivent être approuvées suivant la procédure prévue au chapitre 45 des lois de 1968, tel que modifié par le bill 55 des lois de 1971, article 32, paragraphes 15 et 16.

b) L'Organisme détermine périodiquement, conformément auxdites normes, le nombre de nouveaux salariés à admettre par métier ou occupation dans l'industrie de la construction.

c) Le ministère fournit à l'Organisme, sur demande, la liste des personnes qui obtiennent, suivant les dispositions d'un règlement approuvé en vertu du chapitre 51 des lois de 1969, un certificat de qualification ou un carnet d'apprentissage dans un métier de la construction.

Article 4 *Droit d'appel*

Toute personne à laquelle un permis de travail est refusé peut, dans les quinze (15) jours, en appeler au ministre, lequel a le pouvoir de modifier la décision de l'Organisme.

3. The number of employees who have worked in the Construction Industry.

Trades and occupations covered in the inventory are those set forth in the Decree respecting the Construction Industry.

Section 3 *Employment*

3.01 *Compulsory work permit*

(*a*) In order to work in the Construction Industry, a work permit is compulsory. An employee may hold but one (1) working permit.

(*b*) The permit shall state the employee's name, address, social insurance number, date of birth, permit issue date, as well as the signature of a duly-authorized employee of the Authority.

(*c*) The employee must have his working permit replaced each time he changes his address.

(*d*) For the purpose of the decree, only the employee's address mentioned on his working permit shall be considered.

(*e*) When requested, any employee shall, during working hours, produce his permit for any duly-authorized representative of the Authority.

3.02 *Obtaining and renewing permit*

(*a*) Beginning June 1, 1972, the Authority shall issue a work permit to any employee who

1. holds a work permit issued by the Department; and

2. has worked in the Construction Industry in the Province of Québec during the preceding eighteen (18) months.

(*b*) The work permit is renewable on each June 1st, provided the employee has worked in the construction industry in the Province of Québec during the preceding twelve (12) months.

(*c*) The Authority shall rule on all special cases submitted; it may also issue a special or temporary work permit.

3.03 *Admission of new employees*

(*a*) Prior to January 1, 1972, the Authority shall lay down standards governing the admission of new employees in the Construction Industry. Such standards shall be approved according to the procedure provided for in chapter 45 of the 1968 Statutes, as amended by the Bill number 55, 1971, section 32, subsections 15 and 16.

(*b*) Pursuant to the said standards, the Authority shall rule periodically on the number of new employees to be admitted by trade or occupation in the Construction Industry.

(*c*) When requested, the Department shall provide the Authority with a list of persons who obtain a qualification certificate or apprenticeship booklet in any construction industry trade, pursuant to the provisions of a regulation approved under chapter 51 of 1969 Statutes.

Section 4 *Right of appeal*

Any person who is refused a work permit may, within fifteen (15) days, appeal to the Minister who may alter the decision of the Authority.

Article 5 *Dispositions transitoires*

5.01 *Carte d'identité décernée par le ministère.* Jusqu'au 31 mai 1972, une carte d'identité décernée par le ministère tient lieu de permis de travail.

5.02 *Délai.* Toute personne qui ne possède pas une carte d'identité décernée par le ministère et se propose de travailler dans l'industrie de la construction d'ici au 31 mai 1972, doit obtenir une telle carte avant le 1er octobre 1971.

5.03 Les dispositions des paragraphes *c* et *d* de l'article 3.01 n'entreront en vigueur que le 1er juin 1972

Article 6 *Dispositions finales*

6.01 *Rapports*

a) L'Organisme doit déposer au ministère un rapport annuel sur l'inventaire permanent.

b) L'Organisme doit, de plus, déposer mensuellement et annuellement au ministère un rapport sur l'analyse des renseignements obtenus par l'inventaire permanent.

6.02 *Entrée en vigueur.* Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.* Il remplace le règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1975 du 23 avril 1970 et modifié par les arrêtés en conseil numéros 2047 du 15 mai 1970 et 4119 du 4 novembre 1970, lequel règlement est par les présentes abrogé.

41390-o

Section 5 *Transitional provisions*

5.01 *Identification card issued by the Department.* Until May 31, 1972, the identification card issued by the Department is considered as a work permit.

5.02 *Time limit.* Any person not holding an identification card issued by the Department and excepting to work in the Construction Industry from now to May 31, 1972, shall obtain such a card before October 1, 1971.

5.03 The provisions of subsections *c* and *d* of section 3.01 will only come into force on June 1, 1972.

Section 6 *Final provisions*

6.01 *Reports*

(*a*) The Authority shall submit each year to the Department a report on the permanent inventory.

(*b*) The Authority also shall submit each month and each year to the Department a report on the analysis of information obtained through the permanent inventory.

6.02 *Effective date.* This Regulation becomes effective on the date it is published in the *Québec Official Gazette.* It supersedes the regulation approved by Order in Council number 1975 dated April 23, 1970 and amended by Orders in Council numbers 2047 dated May 15, 1970 and 4119 dated November 4, 1970, and such regulation is hereby abrogated.

41390-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2713

Québec, le 28 juillet 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux établissements commerciaux de la ville d'Asbestos et un rayon de deux (2) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville d'Asbestos et un rayon de deux (2) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1640 du 5 octobre 1960 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 5 septembre 1970;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 1640, soit modifié de la façon suivante:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2713

Québec, July 28, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Commercial Establishments in the town of Absestos and a 2-mile radius from its limits

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decree Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Commercial Establishments in the town of Asbestos and a 2-mile radius from its limits, rendered obligatory by Decree number 1640 of October 5, 1960 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette* of September 5, 1970;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of amendments proposed;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree number 1640 be amended as follows:

1° Les paragraphes « *p* », « *r* » et « *s* » de l'article I sont remplacés par les suivants:

« *p*) *Livreur:* Le mot « livreur » désigne le salarié dont la principale fonction consiste à faire la livraison et le transport des marchandises, à tout endroit déterminé par l'employeur, au moyen d'une bicyclette ou d'un véhicule à moteur.

r) *Teneur de livres:* Le terme « teneur de livres » désigne tout salarié qui effectue le travail de bureau nécessaire au bon fonctionnement de l'établissement.

s) *Chef de section ou chef de service:* Tout établissement assujetti au présent décret et qui emploie cinq (5) salariés permanents ou plus peut avoir un (1) ou plusieurs chefs de section ou de service responsables de leur section respective sous l'autorité du gérant ou de l'employeur. »

2° L'article III est remplacé par le suivant:

« III. *Durée du travail:* La semaine normale de travail est la suivante:

a) *Commerce de détail de l'alimentation:* Quarante-deux (42) heures.

b) *Autres genres de commerce de détail:* Quarante-trois (43) heures.

c) Tout salarié régi par le présent décret a droit à un minimum d'une (1) heure pour le diner à chaque jour et à un minimum d'une (1) heure pour le souper du vendredi.

d) Les heures supplémentaires que font les caissières et les livreurs de même que les commis pour terminer une vente doivent être payées en entier si la durée du travail effectif dépasse de quinze (15) minutes l'heure de la fermeture.

e) Tout travail exécuté par un salarié régi par le présent décret en plus de la durée normale de la journée ou de la semaine de travail est considéré comme du travail supplémentaire.

f) Tout travail supplémentaire entraîne une majoration de cinquante pour cent (50%) du salaire normal.

g) *Calcul du taux horaire (aux fins de rémunération du travail supplémentaire):*

Le taux horaire normal d'un salarié est établi en divisant le salaire hebdomadaire de l'intéressé par le nombre d'heures de sa semaine normale de travail. »

3° L'article V est remplacé par le suivant:

« V. *Taux de salaires et classification:* Les taux minimaux de salaires pour les emplois régis par le présent décret sont les suivants:

1. Subsections "*p*", "*r*" and "*s*" of Section I are replaced by the following:

"(*p*) "*deliveryman*" means any employee whose work consists mainly in transporting and delivering goods by means of a bicycle or motor vehicle to any place designated by the employer;

(*r*) "*bookkeeper*" means any employee who performs the clerical work required for the proper operation of the establishment;

(*s*) *Section head or division head:* Any establishment subject to the present decree and employing five (5) or more regular employees may have one (1) or more section heads or chief servicemen who will be responsible for their respective section under the authority of the manager or employer."

2. Section III is replaced by the following:

"III. *Working hours:* The standard workweek shall be as follows:

(*a*) *Retail food stores:* forty-two (42) hours.

(*b*) *Other retail outlets:* Forty-three (43) hours.

(*c*) Every employee subject to the present decree shall be given at least one (1) hour off for the noon meal every day and one (1) hour off for the supper on Friday.

(*d*) Overtime worked by cashiers (female) deliverymen and clerks in order to wind up a sale shall be paid in full for all such time actually worked if the duration of such work runs fifteen (15) minutes beyond closing time.

(*e*) All work performed by any employee governed by the present decree, over and above the standard working hours of any day or of the standard workweek, shall be considered as overtime.

(*f*) Time and a half shall be paid for all overtime work.

(*g*) *Calculation of hourly rates (for payment of overtime):*

The regular hourly rate of any employee is established by dividing the weekly salary of the employee concerned by the number of hours of his standard workweek."

3. Section V is replaced by the following:

"V. *Wage rates and classification:* The minimum rates of wages for the occupations governed by the present decree shall be as follows:

	Par semaine *Per week*
a) Épicerie ou boucherie — Grocery stores or butcher shops:	
Chef de service (boucherie) — Section head (butcher shop)	$105.00
Chef de service (épicerie) — Section head (grocery store)	100.00
Chef de service (fruits et légumes) — Section head (produce)	100.00
Commis-boucher — Butcher-clerk	96.00
Apprenti-boucher, 1er semestre — Apprentice-butcher, 1st six months	71.00
Apprenti-boucher, 2e semestre — Apprentice-butcher, 2nd six months	81.00
Apprenti-boucher, après 1 an — Apprentice-butcher, after one year	86.00
Commis-épicier (homme) — Grocery clerk (male)	71.00
Commis-épicier (femme) — Grocery clerk (female)	68.00
Livreur sur camion — Deliveryman (with truck)	71.00
Aide-livreur sur camion — Deliveryman's helper (with truck)	68.00
Caissière — Cashier (female)	68.00

	Par semaine *Per week*
Messager à bicyclette — Delivery boy (using bicycle)	$64 00
Treneur de livre — Bookkeeper	85.00
	L'heure *Per hour*
Employé surnuméraire — Supernumerary employee	$ 1.45
Employé supplémentaire — Occasional employee	1.45
	Par semaine *Per week*
b) Quincaillerie — Hardware stores:	
Commis (homme) — Clerk (male)	$ 86.00
Commis, 1re année — Clerk, 1st year	68.00
Commis, 2e année — Clerk, 2nd year	71.00
Commis (.05, .10, .15) — Clerk (5¢, 10¢, 15¢ stores)	65.00
Étalagiste — Display man	96.00
Livreur sur camion — Deliveryman (with truck)	71.00
Caissière — Cashier (female)	66.00
Teneur de livres — Bookkeeper	85.00
	L'heure *Per hour*
Employé surnuméraire — Supernumerary employee	$ 1.45
Employé supplémentaire — Occasional employee	1.45
	Par semaine *Per week*
c) Meubles et accessoires électriques — Furniture and electrical appliance stores:	
Commis (femme) — Clerk (female)	$ 68.00
Commis (homme) — Clerk (male)	91.00
Commis, 1re année — Clerk, 1st year	68.00
Commis, 2e année — Clerk, 2nd year	71.00
Livreur sur camion — Deliveryman (with truck)	76.00
Aide-livreur sur camion — Deliveryman's helper (with truck)	68.00
Caissière — Cashier (female)	68.00
Commis de bureau (femme) — Office clerk (female)	66.00
Teneur de livres — Bookkeeper	85.00
	L'heure *Per hour*
Employé surnuméraire — Supernumerary employee	$ 1.45
Employé supplémentaire — Occasional employee	1.45
	Par semaine *Per week*
d) Mercerie, nouveautés, chaussures — Haberdashery, novelty, shoe stores:	
Commis (homme) — Clerk (male)	$ 76.00
Commis (homme), 1re année — Clerk (male), 1st year	68.00
Commis (homme), 2e année — Clerk (male), 2nd year	71.00
Commis (femme) — Clerk (female)	68.00
Caissière — Cashier (female)	76.00
Teneur de livres — Bookkeeper	85.00
	L'heure *Per hour*
Employé surnuméraire — Supernumerary employee	$ 1.45
Employé supplémentaire — Occasional employee	1.45

Nonobstant toute autre disposition du présent décret, tout salarié du sexe féminin dont le fardeau de travail, la compétence et le rendement ont une valeur au moins égale à celle du salarié du sexe masculin de la même catégorie d'emploi, a droit au taux de salaire déterminé dans le présent décret pour ce dernier.

Ordonnance numéro 4: Lorsque des taux de salaire déterminés par le présent décret sont inférieurs à ceux de l'ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum, ces derniers taux doivent être payés. »

4° L'article VI est remplacé par le suivant:

« VI. *Jours fériés chômés et payés:* Les salariés réguliers ont droit à sept (7) jours et à deux (2) demi-journées chômés et payés chaque année. L'employeur, dans chaque cas, devra faire parvenir la liste de ces jours pour chacun de ses salariés avant le 1er juin de chaque année. Cependant, tout employeur qui n'aura pas fait parvenir telle liste sera réputé avoir choisi les jours énumérés à l'article 2 de la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (Bill 24).

Tout travail exécuté ces jours-là est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire normal majoré de cinquante pour cent (50%). »

5° L'article VII est remplacé par le suivant:

« VII. *Congés payés annuels:* Tout salarié doit recevoir chaque année des congés payés établis de la façon suivante:

1. S'il justifie de moins d'un (1) an de service continu, une (1) journée par mois de service. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre pour cent (4%) de sa rémunération globale pendant la période de référence.

2. S'il justifie d'un (1) an de service continu, deux (2) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre pour cent (4%) de sa rémunération globale pendant la période de référence.

3. À partir de la troisième (3e) année, une (1) journée supplémentaire est ajoutée chaque année jusqu'à concurrence d'une troisième semaine complète. L'indemnité afférente à chaque jour supplémentaire de congé est égale au salaire normal d'une (1) journée de travail.

4. Le calcul de l'indemnité afférente aux congés payés annuels est effectué à partir du salaire total gagné durant la période du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année courante selon les conditions énumérées dans le présent article.

5. La période de congés s'étend du 1er mai au 15 septembre de l'année en cours à moins d'une entente écrite à ce contraire entre l'employeur et l'intéressé. Les congés sont accordés suivant l'ordre d'ancienneté. Les congés sont consécutifs, sauf dans le cas de la troisième (3e) semaine qui doit être fixée par entente entre l'employeur et l'intéressé.

6. L'employeur doit verser l'indemnité de congé à laquelle le salarié a droit, avant son départ en vacances.

7. Si un ou plusieurs jours de congés statutaires prévus à l'article VI tombent pendant la période des congés payés annuels d'un salarié, cette période est prolongée d'autant de jours compensateurs.

8. Lorsque le contrat de travail est résilié avant que l'employé ait pu bénéficier de la totalité des congés

Notwithstanding any other provision of the present decree, any female employee, whose burden of work competency and efficiency is at least equal to that of a male employee in the same category of occupations, shall be entitled to the rate of wages provided for the latter in the present decree.

Ordinance number 4: Whenever wage rates determined by the present decree are inferior to those established by Ordinance number 4 of the Minimum Wage Commission, the latter rates must be paid."

4. Section VI is replaced by the following:

"VI. *General holidays with pay:* Regular employees are entitled to seven (7) days and to two (2) half-days off with pay per year. The employer shall send the list of such days in respect of each of his employees before June 1st of each year. However, any employer who fails to send such list shall be deemed as having chosen the days mentioned in Section 2 of the Act respecting business hours in commercial establishments (Bill 24).

All work performed on such days is considered as overtime and must be paid at the rate of time and a half."

5. Section VII is replaced by the following:

"VII. *Annual vacation with pay:* Any employee shall be entitled to annual vacation with pay every year, as follows:

1. Less than one year's continuous service: one day for each month's service, paid at four per cent (4%) of total wages earned during the qualifying period.

2. After one (1) year's continuous service: two (2) weeks paid at four per cent (4%) of total wages earned during the qualifying period.

3. From the third (3rd) year on, one (1) extra day is added yearly, up to a maximum of a third full week. Extra days are payable at straight time.

4. The calculation of annual vacation pay is based on the employee's total earnings during the qualifying period extending from May 1st of the preceding year and April 30 of the current year in conformity with the conditions mentioned in the present section.

5. Vacations are to be taken between May 1st and September 15th of the current year, unless otherwise agreed upon in writing by the employer and his employees. Vacation dates shall be granted according to seniority. Vacations shall be taken consecutively except the third (3rd) week which shall be taken at a time agreed upon by the employer and employee concerned.

6. Vacation pay shall be given an employee before he leaves on vacation.

7. Should one or several general holidays with pay, provided for in Section VI, fall during the vacation period of an employee, such vacation period shall be extended accordingly.

8. When a work contract is cancelled before the employee has been able to take his complete vacation

annuels auxquels il avait droit, il doit recevoir, pour les jours de congé dont il n'a pas bénéficié, une indemnité compensatrice déterminée d'après les dispositions 1, 2, 3 et 4 qui précèdent. »

6° L'article VIII est remplacé par le suivant:

« VIII. *Paiement du salaire:*

a) L'employeur doit verser au salarié sa rémunération au plus tard le vendredi de chaque semaine. Si le vendredi est un jour chômé, la rémunération doit être versée le jeudi précédent.

b) On fait le calcul de la rémunération des heures supplémentaires de tout salarié en divisant le salaire hebdomadaire effectif par le nombre d'heures de la semaine normale prévue au présent décret; on se sert également de ce calcul pour établir le salaire d'un salarié accomplissant un travail supplémentaire pendant une fraction d'heure.

c) Dans le cas d'une absence non prévue au présent décret, l'employeur doit déduire sur la prochaine paie de l'intéressé une somme correspondante au nombre d'heures non effectuées calculées conformément au paragraphe précédent.

d) Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe de paie ou sur un bulletin de paie distinct:

le nom de l'employeur;
les nom et prénoms du salarié;
l'emploi occupé par le salarié;
le taux horaire ou hebdomadaire du salarié;
le nombre d'heures au taux normal;
le nombre d'heures au taux majoré;
le montant du salaire brut;
la nature et le montant des retenues opérées;
le montant du salaire net versé au salarié;
la date du paiement et les périodes de travail qui correspondent au paiement. »

7° L'article XII est remplacé par le suivant:

« XII. *Congés sociaux:* Tout employé a droit aux congés sociaux suivants, sans perte de salaire:

a) Dans le cas du décès du père, de la mère, du conjoint, d'un enfant, du frère ou d'une soeur, du beau-père ou de la belle-mère: trois (3) jours;

b) Dans le cas du décès de son grand-père, de sa grand-mère, de son beau-frère ou de sa belle-soeur: un (1) jour;

c) A l'occasion de la naissance d'un enfant: un (1) jour;

d) À l'occasion du mariage d'un enfant: (1) jour;

e) Dans tous les cas, l'employé doit prévenir son supérieur immédiat avant son départ, et seuls les jours ouvrables lui sont payés. »

8° L'article XII-A suivant est ajouté:

« XII-A. *Ordonnance numéro 3:* Lorsque des conditions du présent décret sont inférieures à celles établies par l'ordonnance numéro 3 de la Commission du salaire minimum, les conditions plus avantageuses de ladite ordonnance s'appliquent. »

9° L'article XIII est remplacé par le suivant:

« XIII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1971. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à

due, he shall be given a monetary compensation calculated as per subsections 1, 2, 3 and 4 above to cover the unused vacation time."

6. Section VIII is replaced by the following:

"VIII. *Payment of wages:*

(*a*) The employee's wages shall be paid to him each week by the employer, on Friday at the very latest. When Friday is a general holiday, the employee shall be given his wages on Thursday.

(*b*) Overtime worked by any employee shall be paid on an hourly basis by dividing the employee's regular weekly wages by the number of standard working hours in the employee's standard working week as provided for in the present decree. Such calculation is also taken into account when establishing the wages of any employee performing overtime work for any fraction of an hour.

(*c*) Whenever an employee is absent for any reason that is not provided for in the present decree, the employer shall deduct, from the said employee's next pay, an amount corresponding to the number of working hours not worked, such amount being calculated as provided for in the preceding subsection.

(*d*) The following particulars shall be listed on the pay envelope or on a separate earnings statement:

employer's name;
employee's family name and first name;
employee's occupation;
employee's hourly or weekly wage rate;
number of hours worked at straight time;
number of hours worked at overtime rate;
gross amount of wages;
nature and amount of deductions made;
net amount of take-home pay;
date of payment and work periods corresponding thereto."

7. Section XII is replaced by the following:

"XII. *Special leave:* Every employee is entitled to the following special leave, without any loss in pay:

(*a*) death of a father, mother, spouse, child, brother, sister, father-in-law or mother-in-law: three (3) days;

(*b*) death of a grandfather, grandmother, brother-in-law or sister-in-law: one (1) day;

(*c*) birth of a child: one (1) day;

(*d*) marriage of a child: one (1) day;

(*e*) In all of the above instances, the employee shall notify his immediate superior before leaving; only working days shall be paid."

8. The following Section XII-A is added:

"XII-A. *Ordinance number 3:* Whenever conditions of the present decree are inferior to those established y Ordinance number 3 of the Minimum Wage Commission, the more advantageous conditions of the said Ordinance shall apply."

9. Section XIII is replaced by the following:

"XIII. *Term of the decree:* The present decree remains in force until December 31, 1971. It automatically renews itself from year to year, unless one of the

moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 31 décembre 1971 ou de toute autre année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre. »

Le greffier du Conseil exécutif,
41390-o JULIEN CHOUINARD.

contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to the expiry date of the said decree or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower."

JULIEN CHOUINARD,
41390-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2714

Québec, le 28 juillet 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux travailleurs en fourrure commerce en gros dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux travailleurs en fourrure commerce en gros dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 524 du 11 mai 1955 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 29 mai 1971;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 524, soit modifié de la façon suivante:

1° Les nouveaux paragraphes « *l* » et « *m* » suivants sont ajoutés à l'article I:

« *l*) Un « piqueur-mécanicien » est un ouvrier qui, en plus de coudre à la machine, peut assurer l'entretien de cette machine.

m) Un « finisseur-tailleur » est un ouvrier qui, en plus de finir les vêtements, peut faire le travail du tailleur. »

2° Le paragraphe « *a* » de l'article IV est remplacé par le suivant:

« IV. *Salaires: a*) Les taux minimaux de salaires hebdomadaires sont les suivants:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2714

Québec, July 28, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting fur employees wholesale trade in the Montreal district.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting fur employees wholesale trade in the Montreal district, rendered obligatory by Decree number 524 of May 11, 1955 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette* of May 29, 1971;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objection brought forth has been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree number 524 be amended as follows:

1. The following new paragraphs "*l*" and "*m*" are added to Article I:

"(1) "Operator-mechanic" means a worker who not only operates the machine, but is capable of maintaining the machine.

(*m*) "Finisher-tailor" means a worker who not only finishes garments, but is capable of doing the tailoring."

2. Paragraph "*a*" of Article IV is replaced by the following:

"IV. *Wage rates:* (*a*) Minimum weekly rates are as follows:

		À compter du — From	
		1er mai 1972 May 1, 1972	*1er mai 1973 May 1, 1973*
Coupeur et trancheur, 1ère classe — Cutter and Slicer, 1st class	$142	$150	$155
Coupeur, 2e classe — Cutter, 2nd class	132	140	145
Apprenti coupeur — Apprentice Cutter	132	140	145
Piqueur-mécanicien, 1ère classe — Operator-mechanic, 1st class	132	140	145
Piqueur-mécanicien, 2e classe — Operator-mechanic, 2nd class	120	128	133

		À compter du — From 1er mai 1972 *May 1,* 1972	1er mai 1973 *May 1,* 1973
Piqueur à la machine, 1ère classe — Operator, 1st class	$120	$128	$133
Piqueur à la machine, 2e classe — Operator, 2nd class	110	118	123
Égaliseur, 1ère classe — Trimmer, 1st class	132	140	145
Égaliseur, 2e classe — Trimmer, 2nd class	125	133	138
Cloueur, 1ère classe — Blocker, 1st class	132	140	145
Cloueur, 2e classe — Blocker, 2nd class	121	129	134
Finisseur-tailleur, 1ère classe — Finisher-tailor, 1st class	126	134	139
Finisseur-tailleur, 2e classe — Finisher-tailor, 2nd class	117	125	130
Finisseur, 1ère classe — Finisher, 1st class	116	124	129
Finisseur, 2e classe — Finisher, 2nd class	109	117	122
Coupeur de doublures — Lining Cutter	113	121	126
Couseur de doublures — Lining Operator	108	116	121
Examinateur — Examinator	124	132	137
Apprenti sur travail de production classifié — Apprentice on classified production	70	70	70

N.B. De plus, les taux minimaux déterminés dans le présent décret pourront être majorés de nouveau, à compter du 1er mai 1973, en raison de l'augmentation de l'indice du coût de la vie, si les parties contractantes présentent une requête à cette fin.

Tous les salariés dont le salaire est supérieur au taux minimum déterminé dans le présent décret pour leur classification respective, doivent recevoir les augmentations suivantes:

$11 par semaine, à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent décret de modification;

$8 par semaine, à compter du 1er mai 1972;

$5 par semaine, à compter du 1er mai 1973;

Compensation: Les employeurs qui ont accordé des augmentations de salaire à leurs salariés le ou après le 1er mai 1971 doivent bénéficier d'une compensation équivalente et proportionnelle à telles augmentations. »

3° Le paragraphe « *g* » de l'article IV est radié et remplacé par le suivant:

« *g*) *Ordonnance numéro 4:* Lorsque la rémunération du salarié déterminée selon les dispositions du présent décret est inférieure à celle déterminée selon les dispositions de l'ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum, cette dernière rémunération doit être payée par l'employeur. »

4° La dernière phrase du paragraphe « *i* » de l'article IV est radiée.

5° Les paragraphes « *c* », « *d* » et « *e* » de l'article VI sont remplacés par les suivants:

« *c*) Les salariés qui travaillent pour la même maison depuis la période précédente de congé doivent recevoir deux (2) semaines de salaire à titre d'indemnité de congé.

Tout salarié qui a travaillé durant huit (8) années consécutives pour la même maison ou qui a travaillé onze (11) années dans l'industrie, a droit à une semaine (1) supplémentaire de congé payé.

Dans le cas où un salarié a droit par ses années de service à une (1) semaine complète de congé, l'employeur peut à sa discrétion, soit lui donner des congés additionnels avec paie, soit lui donner le montant équiva-

N.B. Moreover, from May 1, 1973, should there be a rise in the cost of living, an additional increase in minimum wage rates provided for in the present decree will be allowed if the contracting parties present a petition to that end.

All employees whose wages are higher than the minimum rates stipulated for their respective classification shall receive the following raises in wages:

$11 per week from the effective date of the present decree of amendment;

$8 per week from May 1, 1972;

$5 per week from May 1, 1973;

Compensation: Employers who granted salary increases to their employees on or after May 1, 1971 shall receive a compensation equivalent and proportionate to such increases."

3. Paragraph "*g*" of Article IV is deleted and replaced by the following:

"*g*" *Ordinance number 4:* Whenever wage rates determined by the present decree are inferior to those established by Ordinance number 4 of the Minimum Wage Commission, the latter rates must be paid."

4. The last sentence of paragraph "*i*" of Article IV is deleted.

5. Paragraphs "*c*", "*d*" and "*e*" of Article VI are replaced by the following:

"(*c*) Employees who have been with the same firm since the previous vacation period shall be paid two (2) weeks' wages as vacation pay.

Every employee who has worked eight (8) consecutive years with the same firm, or eleven (11) years in the Industry, is entitled to one (1) additional week's vacation with pay,

Whenever an employee, because of service-time, is entitled to one (1) additional week of vacation, the employer may either grant the additional vacation with pay, or pay him (her) the equivalent amount in

lent en espèces au plus tard le 31 octobre de la même année.

Les congés de maladie, le licenciement pour manque de travail ou tout autre congé autorisé ne sont pas considérés comme ayant interrompu les années de services requises.

d) Les salariés qui ont été engagés après la période précédente de congé doivent recevoir à l'occasion des congés annuels suivants une indemnité égale à 4% ou 6% de leur salaire réel gagné, selon que les périodes de deux (2) semaines ou trois (3) semaines sont applicables.

e) Quand un salarié termine son emploi, il doit recevoir, en plus de tout autre montant, 4% ou 6% de son salaire réel gagné, selon la classe de congés, depuis la période précédente des congés, à titre d'indemnité de congés. »

6° Le paragraphe « *g* » suivant est ajouté à l'article VI:

« *g) Ordonnance numéro 3:* Lorsque des conditions du présent décret sont inférieures à celles établies par l'ordonnance numéro 3 de la Commission du salaire minimum, les conditions plus avantageuses de ladite ordonnance s'appliquent. »

7° Le paragraphe « *c* » de l'article VII est remplacé par le suivant:

« *c)* Tous les salariés touchent pour chaque jour de fête mentionné ci-dessus, une indemnité proportionnelle à la durée du travail qu'ils ont accompli au cours de la semaine où tombe le jour férié, par rapport à la durée de la semaine normale de travail établie à l'article V. Cependant, pour les fêtes du premier jour de l'An, du vendredi-saint, du jour de Noël, chaque salarié aura droit à une journée entière de salaire sans tenir compte de la proportion établie pour les autres jours de fêtes. »

8° L'article XX est remplacé par le suivant:

« XX. *Durée du décret:* Le présent décret, dans sa teneur modifiée, demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1974. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie, un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) et d'au moins trente (30) jours avant le 30 avril de l'année 1974, ou le 30 avril de toute année subséquente. Un tel avis doit aussi être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre. »

Le greffier du Conseil exécutif,
41390-o JULIEN CHOUINARD.

cash, but in any event not later than October 31st of that year.

Sick-leaves, lay-offs (for lack of work), or leaves of absence shall not be deemed as having interrupted the required number of years of service.

(*d*) Employees who have been hired after the preceding vacation period shall receive at the next vacation period either 4% or 6% of the regular wages earned, according to whether the two-week (2) or three-week (3) vacation period is applicable.

(*e*) When an employee's service is terminated, he (she) shall be paid, in addition to whatever sums are due, 4% or 6% of his (her) regular wages earned, depending upon vacation classification since the previous vacation period, as vacation pay."

6. The following paragraph « *g* » is added to Article VI:

« (*g*) *Ordinance number 3:* Whenever conditions of the present decree are inferior to those established by Ordinance number 3 of the Minimum Wage Commission, the more advantageous conditions of the said Ordinance shall apply."

7. Paragraph "*c*" of article VII is replaced by the following:

"(*c*) For each of the above-mentioned holidays, all of the employees shall receive holiday pay proportionate to the time they have worked during the week in which the holiday occurs as compared with the number of working hours in the regular working week established in article V. However, for New Year's Day, Good Friday and Christmas Day, an employee shall be entitled to a whole day's holiday pay without taking into account the proportion established for the other holidays."

8. Article XX is replaced by the following:

"XX. *Term of the decree:* The present decree, as amended, remains in force until April 30, 1974. It shall then renew itself automatically from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no less than thirty (30) and no more than sixty (60) days prior to the original expiry date or prior to April 30th, of any subsequent year. Such notice shall also be sent to the Minister of Labour and Manpower."

JULIEN CHOUINARD,
41390-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1427

Québec, le 21 avril 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'Office des autoroutes du Québec (circulation et vitesse).

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de la Voirie:

QU'en vertu de l'article 22 de la Loi des autoroutes (S.R.Q. 1964, chapitre 134), le règlement numéro 20

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1427

Québec, April 21, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Québec Autoroutes Authority (traffic and speed).

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Roads:

THAT, under section 22 of the Autoroutes Act (R.S.Q. 1964, chapter 134) Regulation number 20 of

de l'Office des autoroutes du Québec relatif à la circulation et la vitesse sur les autoroutes et dont copie est annexée au présent arrêté en conseil soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Extrait des minutes d'une assemblée des Membres du Conseil d'administration de l'Office des autoroutes du Québec, tenue le 29 mars 1971.

Règlement concernant la circulation et la vitesse sur les autoroutes

RÈGLEMENT No 20

ATTENDU QU'en vertu de l'article 22 de la Loi des autoroutes (Statuts refondus 1964, chapitre 134) l'Office peut réglementer la circulation sur chaque autoroute et en ceci déroger aux dispositions du Code de la route quant à la vitesse permise.

Il est proposé, secondé et unanimement résolu:

Qu'il soit statué et ordonné par règlement de l'Office, et il est par le présent règlement portant le numéro 20, statué et ordonné comme suit:

1. Les règlements numéros 17 et 18 de l'Office des autoroutes du Québec, concernant la circulation sur les autoroutes sont remplacés par le présent règlement qui s'applique à toutes les autoroutes.

2. Est interdite une vitesse excédant 70 milles à l'heure sur les autoroutes.

3. Est interdite une vitesse n'atteignant pas 50 milles à l'heure sur les autoroutes.

4. Nonobstant ce qui précède, l'Office peut, en raison de circonstances exceptionnelles ou de conditions atmosphériques anormales, afficher aux gares de péage ou ailleurs sur les autoroutes, une autre vitesse que celle mentionnée au paragraphe 2, et alors sera interdite toute vitesse excédant celle ainsi affichée et dans ce cas, l'article 3 ne s'applique pas.

5. Il est interdit à tout véhicule automobile de circuler sur les accotements, soit ces zones pavées longeant les deux côtés de la chaussée principale, qu'elles soient ou non séparées par une ligne jaune.

6. Il est interdit à tout conducteur de véhicule automobile d'arrêter ou de stationner sur toute autoroute, sauf à la demande du surveillant routier ou en cas d'urgence.

7. Il est interdit à tout conducteur de véhicule automobile de faire marche arrière sur toute autoroute.

8. Il est interdit à tout conducteur de véhicule automobile d'effectuer un virage à gauche, de faire demi-tour ou de traverser le terre-plein sur toute autoroute.

9. Il est interdit de circuler sur les autoroutes, à pied, en voiture à traction animale, à bicyclette non-motorisée, à cheval, en moto-neige.

Il est interdit également de circuler sur les autoroutes en tout véhicule qui ne peut atteindre la vitesse minimum mentionnée à l'article 3.

10. Il est interdit à tout conducteur de véhicule automobile de dépasser un autre véhicule par la droite en changeant de voie.

the Québec Autoroutes Authority respecting traffic and speed on autoroutes, copy of which is appended to this Order in Council, be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Extract from the minutes of a meeting of the members of the Board of Directors of the Québec Autoroutes Authority, held on March 29, 1971.

Regulation respecting traffic and speed on autoroutes

REGULATION NUMBER 20

WHEREAS under section 22 of the Autoroutes Act (Revised Statutes 1964, chapter 134), the Authority may regulate traffic on each autoroute and in so doing derogate from the provisions of the Highway Code regarding speed limits.

It has been proposed, seconded and unanimously resolved:

That, by regulation number 20 of the Authority, it be decreed and ordered as follows:

1. Regulations numbers 17 and 18 of the Québec Autoroutes Authority respecting traffic on autoroutes are replaced by the present regulation which applies to all toll autoroutes.

2. A speed limit of 70 miles an hour shall be respected on autoroutes.

3. A speed of less than 50 miles an hour is forbidden on autoroutes.

4. Notwithstanding what is specified above, the Authority may, under exceptional circumstances or under abnormal atmospheric conditions, post notices at the toll-gates or elsewhere on autoroutes, giving a speed limit other than the one mentioned in paragraph 2; any speed exceeding the one so posted will then be forbidden and, in such cases, paragraph 3 should be ignored.

5. It is forbidden to drive on the shoulders of the roadway, that is the paved zones along both sides of the main roadway, separated or not by a yellow line.

6. No motor-vehicle operator is allowed to stop or to park on autoroutes, except when requested to do so by a road patrol or in case of emergency.

7. It is forbidden to back up on an autoroute.

8. It is forbidden on autoroutes to make a left-turn, or a U-turn or to cross the median section.

9. It is forbidden to move about on an autoroute on foot, or in an animal-drawn vehicle, or on a non-motorized bicycle, or on horse-back, or in snowmobiles.

It is also forbidden to drive on an autoroute in a vehicle which cannot attain the minimum speed mentioned in paragraph 3.

10. It is forbidden for the driver of a motor vehicle to overtake another vehicle on the right-hand side if to do so he has to change lane.

11. Tout conducteur de véhicule automobile circulant sur une autoroute doit garder la droite et doubler par la gauche.

12. Les camions, les autobus, les véhicules avec remorque ou semi-remorque et les véhicules de promenade avec chargement à l'extérieur doivent circuler à droite seulement.

13. Tout conducteur d'un véhicule irrégulier, jouissant d'un permis spécial de la Régie des Transports devra obtenir un permis additionnel de la surveillance routière de l'Office pour circuler sur les autoroutes.

14. Il est interdit à tout conducteur de véhicule automobile de faire monter ou descendre un piéton sur toute autoroute.

15. Il est interdit de circuler en sens inverse au flot normal de la circulation sur toute autoroute.

16. Il est interdit à tout conducteur de véhicule automobile de passer au feu rouge à tout poste de péage.

17. Il est interdit à tout conducteur de véhicule automobile de passer au poste de péage sans déposer la monnaie réglementaire.

18. Il est interdit à tout conducteur de véhicule automobile de remorquer un autre véhicule à l'aide d'un câble ou d'une chaîne.

19. Il est interdit à tout conducteur de véhicule automobile de circuler sur une autoroute avec des feux arrières qui ne s'intensifient pas à l'application des freins.

20. Tout conducteur circulant sur les autoroutes doit faire connaître son intention de ralentir ou de freiner.

21. Les dispositions du Code de la route s'appliquent à toute autoroute dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent règlement.

N.B. Cette publication remplace celle du 8 mai 1971 (Gazette officielle numéro 19, page 3690) dont la version anglaise n'était pas conforme à la version française.

Copie conforme.

Le 2 avril 1971.

Le secrétaire,
JACQUES TASCHEREAU, *notaire.*

41412-o

11. All motor-vehicle operators must keep to the right and overtake on the left side.

12. Trucks, autobuses, vehicles hauling a trailer or semi-trailer and pleasure vehicles with an exterior load must drive on the right lane only.

13. The operator of an irregular vehicle, holder of a special permit from the Transportation Board must get an additional permit from the Authority's road Patrol before entering any autoroute.

14. It is forbidden for the driver of a motor vehicle to pick up or let off a pedestrian on an autoroute.

15. It is forbidden to go against the normal traffic on any autoroute.

16. It is forbidden for all motor-vehicule operators to go through the red light at a tool-gate.

17. It is forbidden to go through the toll-gate without depositing the requested toll.

18. It is forbidden for the operator of a motor-vehicle to tow another vehicle by means of a cable or a chain.

19. It is forbidden to drive on an autoroute in a vehicle with rear-lights not becoming brighter upon braking.

20. On autoroutes, a driver must always make known his intention to reduce speed or to brake.

21. The provisions of the Highway Code apply to all autoroutes insofar as they do not go against the provisions of the present regulation.

N.B. This publication replaces that published on may 8, 1971 (Official Gazette number 19, page 3690) the English version of which was not conform to the French version.

True copy.

April 2, 1971.

JACQUES TASCHEREAU, *Notary,*
Secretary.

41412-o

Syndicats professionnels

Association des Contremaîtres de la C.E.C.M.

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 21 juillet 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Contremaîtres de la C.E.C.M.», avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41408-o 31-71

Professional Syndicates

Association des Contremaîtres de la C.E.C.M.

(Professional Syndicates Act)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 21, 1971, he authorized the formation of a professional syndicate, under the name of "Association des Contremaîtres de la C.E.C.M.", with head office situated in Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41408 31-71

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Papineau

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 16 juillet 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Papineau », avec siège social situé à Thurso, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41407-o 32-71

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Papineau

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 16, 1971, he authorized the formation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Papineau", with head office situated at Thurso, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41407 32-71

Syndicat des Services Hospitaliers de Québec, inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 juillet 1971, il a autorisé le changement de nom du « Syndicat National Catholique des Services Hospitaliers, inc. », dont la constitution, sous le nom originaire de « Syndicat National Catholique des Services Hospitaliers Région de Québec », a été autorisée le 3 août 1937, et dont le siège social est situé au numéro 155, Boulevard Charest Est, Québec, en celui de « Syndicat des Services Hospitaliers de Québec, inc. », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41387-o 1969-37

Syndicat des Services Hospitaliers de Québec, inc.

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 6, 1971, he authorized the change of name of "Syndicat National Catholique des Services Hospitaliers, inc.", the incorporation of which was authorized under the original name "Syndicat National Catholique des Services Hospitaliers Région de Québec", was authorized on August 3, 1937, with a head office situated at number 155 Charest Boulevard East, Québec, to that of "Syndicat des Services Hospitaliers de Québec, inc.", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes 1964, chapter 146.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41387 1969-37

Changement de nom — Loi du *Demandes*

Michel Thamain

Avis est donné que Michel Thamain, étudiant, domicilié au 56, des Carrières, Chambly, district de Montréal, s'adressera au ministère de la Justice de la province de Québec pour une ordonnance changeant son nom à Michel Champagne.

Les procureurs du requérant,
41320-31-2-o MARTINEAU, WALKER, ALLISON *et al.*

Sam Goldwasser

Avis est par les présentes donné que Sam Goldwasser (connu sous le nom de Sam Goldwater), de 5796 avenue Deom, dans la ville de Montréal, province de Québec, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil sollicitant le changement de son nom à Sam Goldwater, conformément aux dispositions de la Loi de Changement de Nom.

41270-31-2-o

Change of name — Act *Applications*

Michel Thamain

Notice is given that Michel Thamain, student, domiciled at 56, des Carrières, Chambly, district of Montreal, will apply to the Minister of Justice of the Province of Québec for an order changing his name to Michel Champagne.

MARTINEAU, WALKER, ALLISON *et al,*
41320-31-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Sam Goldwasser

Notice is hereby given that a petition will be presented to the Lieutenant-Governor in Council by Sam Goldwasser (also known as Sam Goldwater) of 5796 Deom Avenue, in the city of Montreal, province of Québec, to change his name to Sam Goldwater, pursuant to the Change of Name Act.

41270-31-2-o

Peter Gurgurewicz

Avis est par les présentes donné que Peter Gurgurewicz, résidant et domicilié au numéro 2518 rue Bercy, à Montréal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour un décret changeant son nom de Peter Gurgurewicz à celui de Pierre Gauthier, ledit changement de nom devant aussi concerner son épouse, Dame Cécile Robert Gauthier, et son enfant de la même adresse.

Montréal, ce 19e jour de juillet 1971.

Les procureurs du requérant,
41271-31-2-o GOULET & LEGRIS, *avocats.*

Eugène, Euclide, Ulysse Guertin

Une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil demandant le changement de nom suivant: Eugène, Euclide, Ulysse Guertin (700 Couves Crescent, Greenfield Park) en Eugène, Euclide, Louis Guertin.

Montréal, le 21 juillet 1971.

Les procureurs du requérant,
41287-31-2-o MONETTE, CLERK, MICHAUD *et al.*

Peter Gurgurewicz

Notice is hereby given that Peter Gurgurewicz residing and domiciled at 2518 Bercy Street in the city and district of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Peter Gurgurewicz to Pierre Gauthier, said change of name will also benefit to his wife Dame Cécile Robert Gauthier, and his son of the same address.

Montreal, this 19th day of July 1971.

GOULET & LEGRIS, *Lawyers,*
41271-31-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Eugène, Euclide, Ulysse Guertin

An application shall be made with the Lieutenant-Governor in Council asking the change of the following name: Eugène, Euclide, Ulysse Guertin (700 Couves-Crescent, Greenfield Park) to Eugène, Euclide, Louis Guertin.

Montreal, July 21, 1971.

MONETTE, CLERK, MICHAUD *et al,*
41287-31-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Association coopérative

Magasin Co-op de Thetford-Mines

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement de l'association coopérative « Magasin Co-op de Thetford-Mines », adopté le 9 mai 1971, diminuant le montant de la part sociale de $10 à $1.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
41414-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Association

Magasin Co-op de Thetford-Mines

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of the cooperative association "Magasin Co-op de Thetford-Mines", adopted on May 9, 1971, reducing the amount of each common shares from $10 to $1.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
41414

Société coopérative agricole

Société coopérative agricole des Basques

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a, par une résolution adoptée le 8 juillet 1971, par le conseil d'administration de la « Société coopérative agricole de Trois-Pistoles », changé le nom de cette société coopérative agricole en celui de « Société coopérative agricole des Basques ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
41383-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Agricultural Association

Société coopérative agricole des Basques

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, pursuant to a resolution adopted on July 8, 1971 by the Board of directors of "Société coopérative agricole de Trois-Pistoles", has changed the name of the said cooperative agricultural association to that of "Société coopérative agricole des Basques".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
41383

Avis divers

La Fabrique de la desserte Saint Richard de Gatineau, P.Q.

Je soussigné, Paul-Émile Charbonneau, évêque catholique romain de Hull, P.Q., déclare qu'en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par l'article onze de la Loi des Fabriques, je constitue en corporation pour la desserte de Gatineau, P.Q., « La Fabrique de la desserte Saint Richard de Gatineau, P.Q. »

Signé à Hull, P.Q., le 26e jour de juillet de l'année 1971.

(Sceau) † PAUL-É. CHARBONNEAU,
41402-o *Évêque Catholique Romain de Hull.*

Miscellaneous Notices

The Fabrique of the Chapelry of Saint Richard de Gatineau, P.Q.

I, the undersigned, Paul Émile Charbonneau, Roman Catholic Bishop of Hull, P.Q., declare that under the powers granted me by section eleven of the Fabrique Act, I incorporate under the Chapelry of Gatineau, P.Q., "The Fabrique of the Chapelry of Saint Richard de Gatineau, P.Q.".

Signed in Hull, P.Q., the twenty-sixth day of July, one thousand nine hundred and seventy-one.

(Seal) † PAUL-É. CHARBONNEAU,
41402 *Roman Catholic Bishop of Hull.*

Régie de l'électricité et du gaz

Conversion du réseau de distribution de gaz manufacturé en un réseau d'air propané dans la ville de Québec

Avis est, par les présentes, donné que l'Hydro-Québec aux droits de Québec Power Company, distributeur aux termes de la Loi concernant la vente et la distribution du gaz (S.R.Q. 1964, chapitre 87 et amendements) a, par sa requête en date du 29 juin 1971, demandé à la Régie de l'Électricité et du Gaz d'approuver des travaux de conversion de son réseau de distribution dans la ville de Québec, du gaz manufacturé au gaz air-propané.

Tout intéressé dérirant faire des représentations à ce sujet, peut manifester son intention d'ici huit (8) jours de la date de parution de cet avis, et soumettre des représentations quant à ladite requête, par écrit, dans les quinze (15) jours qui suivent, à l'attention du soussigné.

Québec, le 7 août 1971.

Le régisseur-secrétaire,
41415-o Me DENIS SAVIGNAC.

Electricity and Gas Board

Conversion of Gas Distribution System in the City of Québec from Manufactured Gas to Propane-Air

Notice is hereby given that Hydro-Québec in rights of Québec Power Company, a distributor as defined by the Act respecting the sale and distribution of gas (R.S.Q. 1964, Chapter 87 and amendments) has, by its petition dated June 29, 1971, requested the Electricity and Gas Board, to approve the conversion of his distribution system in the city of Québec from manufactured gas to propane-air.

All concerned desiring to make representations regarding this matter, may manifest his intention within 8 days of publication's date of this notice and submit representations regarding said petition, by writing, in the 15 days following, to the attention of the undersigned.

Québec, August 7, 1971.

Me DENIS SAVIGNAC,
41415-o *Controler Secretary.*

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

Association de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec

Avis de liquidation

Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 276 de la Loi des assurances du Québec (Statuts refondus, 1964, chapitre 295), que l'Association de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec a décidé, au cours d'une assemblée générale spéciale

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Québec Firemen's Benefit and Pension Association

Notice of liquidation

Notice is hereby given, under the provisions of Section 276 of the Québec Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 295), that Québec Firemen's Benefit and Pension Association has decided, at a special general meeting of its members duly called and

de ses membres régulièrement convoquée et tenue les 11 et 13 mai 1971, à Québec, et à laquelle il y avait le quorum requis, de:

a) liquider ses affaires;

b) cesser d'accepter tous contrats et de ne plus payer les réclamations qui prendront naissance après le 1er septembre 1971, date où elle sera mise en liquidation volontaire.

L'Association de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec, conformément aux dispositions de sa charte (1905, chapitre 100) et de ses règlements, a cessé d'accepter des contrats d'assurance (secours mutuel) et de percevoir des cotisations depuis le premier novembre 1970.

Avis est également donné que l'Association de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec a décidé, au cours d'une assemblée générale spéciale de ses membres régulièrement convoquée et tenue les 19 et 22 juillet 1971, à Québec, et à laquelle il y avait le quorum requis, de proposer comme liquidateur M. Édouard Richard, C.A., de la firme Besner, Tremblay, Bourdelais, Richard & Cie, 150, 73e Rue ouest, Charlesbourg, district de Québec. Cette nomination sera faite au cours d'une assemblée générale spéciale des membres de l'Association, tenue à Québec, les 27 et 31 août 1971.

Québec, ce 23 juillet 1971.

Le conseil d'administration,
Par JEAN-YVES CORRIVEAU, *président.*

41334-31-2-o

held with the quorum at Québec on May 11th and 13th, 1971:

(*a*) to wind up its affairs;

(*b*) to cease taking contracts or paying claims which will arise after September 1st 1971, date of its winding-up.

Québec Firemen's Benefit and Pension Association under the provisions of its charter (1905, chapter 100) and its by-laws, ceased taking insurance contracts (mutual benefit) and collecting contributions since November 1st, 1970.

Notice is also given that Québec Firemen's Benefit and Pension Association has decided, at a special general meeting of its members duly called and held with the quorum at Québec on July 19 and 22 to propose as liquidator Mr. Édouard Richard, C.A., of the firm Besner, Tremblay, Bourdelais, Richard and Co., 150, 73rd Street West, Charlesbourg, district of Québec. This appointment will be effected at a special general meeting of the Association which will be held at Québec on August 27th and 31st 1971.

Québec, this 23rd day of July, 1971.

The board of directors,
By JEAN-YVES CORRIVEAU, *Chairman.*

41334-31-2-o

Argonaut Insurance Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Argonaut Insurance Company", enregistrée sous le numéro 735, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 842, qui l'autorise à compter du 25 juin 1971, à effectuer dans la province des contrats relatifs aux genres suivants: Accident; Automobile; Cautionnement.

Le siège social de la compagnie est situé à 250, Middlefield Road, Menlo Park, état de la Californie, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé M. Marius Laliberté, C.A., 65, rue Sainte-Anne, Québec, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 21 juillet 1971.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

41321-31-2-o

Argonaut Insurance Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Argonaut Insurance Company", registered under number 735, has obtained the license and certificate of registry number 842, authorizing it, as from the 25th of June, 1971, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Accident; Automobile; Surety.

The head office of the company is situated at 250 Middlefield Road, Menlo Park, State of California, United States of America.

The company has appointed Mr. Marius Laliberté, C.A., 65 Ste-Anne Street, Québec, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 21st of July, 1971.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

41321-31-2-o

Ministère de l'Éducation

Château Richer

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Achillée, dans le comté de

Department of Education

Château Richer

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Saint-Achillée in the

Montmorency, à la municipalité scolaire de Château Richer, dans le même comté.

Québec, le 4 août 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

41433-32-2-o 600-02

Forillon

Demande est faite d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires de Cloridorme et l'Échourie, dans le comté de Gaspé-Nord, à la municipalité scolaire de Forillon, dans le même comté.

Québec, le 4 août 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

41434-32-2-o 645-01

Lac Abitibi

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Hélène, dans le comté d'Abitibi-Ouest, à la municipalité scolaire de Lac Abitibi, dans le même comté.

Québec, le 4 août 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

41435-32-2-o 310-01

Lac Témiscamingue

Demande est faite d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires de Rémigny, dans le comté de Rouyn-Noranda et Guérin dans le comté de Témiscamingue, à la municipalité scolaire de Lac Témiscamingue, dans le comté de Témiscamingue.

Québec, le 4 août 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

41436-32-2-o 145-02

county of Montmorency to the school municipality of Château Richer in the same county.

Québec, August 4, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

41433-32-2-o 600-02

Forillon

Application is made to annex the present territory of the school municipalities of Cloridorme and Échourie in the county of Gaspé North to the school municipality of Forillon in the same county.

Québec, August 4, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

41434-32-2-o 645-01

Lac Abitibi

Application is made to annex the present territory of school municipality of Sainte-Hélène in the county of Abitibi West to the school municipality of Lac Abitibi in the same county.

Québec, August 4, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

41435-32-2-o 310-01

Lac Témiscamingue

Application is made to annex the present territory of the school municipalities of Rémigny in the county of Rouyn-Noranda and Guérin in the county of Témiscamingue to the school municipality of Lac Témiscamingue in the county of Témiscamingue.

Québec, August 4, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

41436-32-2-o 145-02

Régie de l'assurance-maladie du Québec

Liste par région de noms et adresses d'affaires des professionnels de la santé, qui entendent exercer leur profession en dehors des cadres du régime en qualité de professionnels désengagés ou de professionnels non-participants ou qui ont cessé d'exercer leur activité en cette qualité, ainsi que la date à laquelle prend effet leur désengagement ou leur non-participation ou la cessation de celle-ci, publiée conformément à l'article 7.01 des règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie, adoptés par arrêté en conseil numéro 27, en date du 6 janvier 1971.

Québec Health Insurance Board

List compiled on a regional basis, of the names and business addresses of professionals who intend practising their profession outside the scope of the plan as professionals or who have ceased to practice in this capacity, as well as the date of which their withdrawal or non-participation becomes effective or ceases to become effective, published according to section 7.01 of the regulations respecting the Health Insurance Act adopted by order in council number 27, dated January 6, 1971.

Professionnels désengagés *Professionals withdraw*	*Date effective du désengagement* *Effective date of withdraw*
Médecins spécialistes **Medical Specialists**	
Région de Montréal — Montreal Region	
Bibaud, B., 65 rue Nicholson, Valleyfield, Qué.	8- 3-71
Garneau, Noël, 6160 de Bellefeuille, Montréal 451, Qué.	29- 1-71
Hawthorne, Allan B., 316 Grosvenor Ave., Westmount 215, Qué.	3- 2-71
Javicoli, Antonello, 5325 est, Jean-Talon, Suite 214, Montréal, Qué.	14- 4-71
Mailloux, Luc, 525 Cherrier, Montréal, Qué.	29- 1-71
Médecins omnipraticiens **General Practitioners**	
Région de Montréal — Montreal Region	
Duchesne, Laurent, 75 ouest, boul. Dorchester, Montréal 128, Qué.	29- 1-71
Rouleau, Georges-A., 75 boul. Dorchester O., Suite 1017, Montréal 128, Qué.	29- 1-71
Région de Québec — Québec Region	
Mino, Roland, 2965, 1ère Avenue, Québec 3, Qué.	30- 5-71
Tremblay, Jacques, 590 St-Cyrille Ouest, Québec 6, Qué.	23- 5-71

Professionnels non-participants *Non-participating professionals*	*Date effective de non-participation* *Effective date of non-participation*
Médecins spécialistes **Medical Specialists**	
Région de Montréal — Montreal Region	
Almudevar, Manuel, 612 St. John's Road, Suite 114, Pointe-Claire 720, Qué.	1-12-70
Aronovitch, Michael, 4119 Sherbrooke St. W., Montreal 215, Qué.	1-12-70
Aufreiter, Gottfriede, 22 Sunnyside Ave, Montreal, Qué.	24- 4-71
Barker, Charles S., 1538 Sherbrooke St. West., Montreal, Qué.	1-12-70
Black, Donald Kenneth, Lakeshore General Hospital, Pointe-Claire, Qué.	1-12-70
Boulanger, Jean-Baptiste, 3610, ave. Atwater, Montréal 109, Qué.	16- 4-71
Brabander, Joachim, 1390 Sherbrooke St. W., Montréal 109, Qué.	1-12-70
Brow, Georges-Raymond, 1374 Sherbrooke St. W., Suite 7, Montréal 109, Qué.	1-12-70
Browman, Mark, 7841, 2nd Ave, Montreal 455, Qué.	30- 7-71
Butler, Albert-A., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 320, Montréal 109, Qué.	1-12-70
Cantero, A., 1396 Ste-Catherine O., Montreal, Qué.	1-12-70
Caplan, Ronald, 1390 Sherbrooke St. W., Montréal, Qué.	1-12-70
Copping, Gordon A., 4485 Sherbrooke St. W., Montréal 215, Qué.	1-12-70
Crawford, Edwin Minter, 43 Waverley Road, Pointe-Claire 720, Qué.	11- 1-70
David, Paul-P., 5000 Bélanger, Montréal, Qué.	1-12-70
Dawson, Howard L., 14 Bellevue Ave., Westmount 217, Qué.	1-12-70
Dumais, Gaston, 12245 Grenet, Suite 112, Montréal 390, Qué.	27- 3-71
Eakin, W.W., 1538 Sherbrooke St. W., app. 704, Montréal 109, Qué.	15- 1-71
Fullerton, C. W., 1414 Drummond St., Montréal 107, Qué.	1-12-70
Gélinas, André, 565 Javelin, Dorval, Qué.	1-12-70
Genest, Armand, 30 est, boul. St-Joseph, Suite 818, Montréal, Qué.	29- 1-71
Giannotti, Roberto, 1140 Jean-Talon Est, Montréal, Qué.	1-12-70
Gold, Michaël, M.A., 5785 Côte-des-Neiges, app. 105, Montréal, Qué.	1-12-70
Gratton, Laurent, 574 avenue Roslyn, Westmount 217, Qué.	26-12-70
Johnston, Kenneth B., P.O. Box 40, Como, V. Soulanges, Qué.	31-12-70
Korenberg, Morton, 1538 Sherbrooke W., Montréal 109, Qué.	1-12-70
Larivière, Paul, 3484 avenue Laval, Montréal, Qué.	1-12-70
Legendre, J.-H., 445 boul. St-Joseph O., app. 74, Montréal, Qué.	1-12-70
Léger, Jacques, C.P. 217, Pointe-Claire 700, Qué.	1-12-70
MacDonald, Allison D., 3550 Côte-des-Neiges, Suite 110, Montréal 109, Qué.	1-12-70
Maguire, J. Gordon, 1610 Pine Avenue West, Montréal 109, Qué.	13- 2-71
Manseau, J. Arthur, 960 boul. St-Joseph Est, Montréal 176, Qué.	1-12-70
Mason, Edward Halton, 3465 Côte-des-Neiges Rd., Suite 81, Montréal, Qué.	7- 1-71

Médecins spécialistes
Medical Specialists

Région de Montréal — Montreal Region

Melhado, Gerald Carlton, 900 Sherbrooke St. W., Montréal 110, Qué.	1– 1–71
Montgomery, Lorne C., 1414 Drummond St., Montréal, Qué.	1–12–70
Morin, Paul, 680 St-Denis, St-Hyacinthe, Qué.	1–12–70
Nadler, Norman-J., 5845 Côte-des-Neiges, Suite 280, Montreal 249, Qué.	1–12–70
Nerman, Yale, 4333 Côte Ste-Catherine Rd., Montreal, Qué.	3– 1–71
Pearson, J. R. Georges, 5715 ave. Darlington, app. 1, Montreal 251, Qué.	1–12–70
Petrie, J. Gordon, 1 Westmount Square, Suite 433, Montréal, Qué.	1–12–70
Raginsky, Bernard B., 376 Redfern Avenue, Suite 2, Montréal 215, Qué.	1–12–70
Redmond, Lila, 1538 Sherbrooke St. W., Montréal 109, Qué.	1–12–70
Robert, Paul, 3489 ave. Atwater, app. 6, Montréal 109, Qué.	3– 2–71
Schneiderman, Gérald, 6000 Côte-des-Neiges Rd., Suite 395, Montréal, Qué.	1–12–70
Schwarz, Herbert T., 6940 Feilding Ave., Montréal, Qué.	1–12–70
Scott, W. Clifford M., 1260 McGregor Ave., Montréal 109, Qué.	1–12–70
Segal, Perry M., 6000 Côte-des-Neiges Rd., Suite 395, Montreal, Qué.	1–12–70
Segall, Harold-N., 5845 Côte-des-Neiges, Suite 390, Montréal 249, Qué.	1–12–70
Smith, Clifton Conway, 1538 Sherbrooke St. W., Suite 1020, Montreal, Qué.	1–12–70
Smith, Frederick McIver, 3550 Côte-des-Neiges Rd., Suite 640, Montreal 109, Qué.	1–12–70
Tremble, G. Edward, 1374 Sherbrooke St. W., Montreal, Qué.	1–12–70
Tucker, Elrie Clifford, 687 Pine Avenue, Montreal 112, Qué.	1–12–70

Région de Québec — Québec Region

Lapointe, Donat, 570 est, Grande-Allée, Québec 4, Qué.	13– 1–71
Larue, L., 964, Casot, Québec 6, Qué.	26–12–70
Parrot, Paul, 1238, avenue des Pins, Sillery, Qué.	1–12–70
Sylvestre, J.-Ernest, 410, Chemin St-Louis, Québec, Qué.	1–12–70

Autres régions — Other Regions

Dennery, Jean-Maurice, 400 Stewart St., Suite 510, Ottawa, Ontario.	7– 1–71
Divic, Josif, 30 Bond St., Toronto, Ontario.	1– 1–71

Médecins omnipraticiens
General Practitioners

Région de Montréal — Montreal Region

Archambault, Paul-A., 2805 Willowdale, Montréal 250, Qué.	1– 5–71
Braunstein, M.M., Medical Arts Bldg., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 307, Montréal, Qué.	11–12–70
Brouille, Raynald, 3775 St-Hubert, App. 10, Montréal 132, Qué.	2– 1–71
Finkelstein, M.-N., 360 Pine Ave. West, Montreal 130, Qué.	11–12–70
Joannette, Jean-Paul, 4930 Mayfaire, Montréal, Qué.	11–12–70
Laing, W.-A. Richard, 1414 Drummond St., Suite 711, Montreal, Qué.	31– 3–71
Leclaire, Yves, 4780 Côte-des-Neiges, Montréal 247, Qué.	11–12–70
Mayman, Abe, 5845 Côte-des-Neiges, Suite 690, Montréal, Qué.	17–12–70
Ostiguy, Jean-Paul, 450 est, Sherbrooke, Suite 108, Montréal 132, Qué.	11–12–70
Scott, B. H., 5146 Westbury Ave., Montréal, Qué.	22– 7–71
Vines, Norman M., 1452 Bishop St., Suite 3, Montréal, Qué.	11–12–70
Morgantaler, Henry, 2990 Beaugrand, Montréal 429, Qué.	5– 1–71
Willoughby, Henry Wells, Royal Victoria Hospital, 687 Pine West, Montreal, Qué.	11–12–70

Région de Québec — Québec Region

Morisette-Delage, Jacqueline, 895 Dessane, Québec 6, Qué.	11–12–70
Rinfret, Charles-C., 885 est, St-Joseph, Québec, Qué.	13–12–70

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Grainger, T. Roger, C.J.M. Clinic, Asbestos, Qué.	11–12–70
Jacques, Elphège, 190 est, rue Principale, Farnham, Qué.	11–12–70

Chirurgiens-dentistes
Dental Surgeons

Région de Montréal — Montreal Region

Beaulieu, J.-Édouard, St-Rémy, comté de Napierville, Qué.	30- 3-71
Blum, Stanley S., 5757 Decelles, Suite 203, Montréal 251, Qué.	11- 2-71
Bourgoin, Jean, 1248 rue Lajoie, Outremont, Qué.	15- 4-71
Bourke, Edward T., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 516, Montréal 109, Qué.	9- 3-71
Boyles, William Howard, 1414 Drummond St., Montréal 107, Qué.	2- 3-71
Burns, Frank Leonard, 1414 Drummond St., Montréal 107, Qué.	13- 2-71
Bushell, Winston C., 1538 Sherbrooke West, Suite 1006, Montréal 109, Qué.	10- 2-71
Casey, C.A., 4695 Sherbrooke St. W., Montréal 215, Qué.	27- 3-71
Chamard, John McLean, 1509 Sherbrooke West, Montréal, Qué.	14- 2-71
Colle, Albert-J., 5253 Décarie Blvd., Suite 218, Montreal 29, Qué.	3- 2-71
Coulombe, Roger 4660 St-Joseph Blvd., Lachine, Qué.	25- 2-71
Elo, J.-Thomas, 1414 Drummond St., Suite 909, Montréal 107, Qué.	16- 2-71
Harvey, Robert-F., Montreal General Hospital, Montreal, Qué.	15- 4-71
Henry Donald W., 227 Kenaston Ave., Montréal 305, Qué.	31- 1-71
Hydman, Alex. William, 509 Birks Bldg., 620 Cathcart St., Montréal, Qué.	28- 2-71
Kent, Léonard E., 4695 Sherbrooke St. W., Montréal 215, Qué.	7- 4-71
Kutzman, Ernest-A., 1538 Sherbrooke St. W., Room 410, Montreal, Qué.	1- 2-71
Labelle, Paul, 12271 Henri D'Arles, Montréal 389, Qué.	11- 8-71
Lafortune, Jean-Paul, 5704, Laurendeau, Montréal, Qué.	13- 2-71
Lawlor, Robert, 3333 Chemin Reine-Marie, Montréal, Qué.	18- 2-71
Lefebvre, Pierre-I., 2225 boul. Lapinière, Brossard, Qué.	2- 2-71
Litvack, Sylvia, 5465 Queen Mary Road, App. 610, Montréal 249, Qué.	1- 5-71
Muroff, Frederick I., 1414 Drummond, Suite 1104, Montréal, Qué.	10- 3-71
Myles, Thomas-A., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 412, Montréal, Qué.	1- 2-71
Pearson, Hyman H., 500 Birks Bldg., Suite 500, Montréal, Qué.	6- 2-71
Poch, Lewis-Neville, 1 Westmount Square, Suite 346, Westmount 216, Qué.	14- 4-71
Rogers, Mervyn Allen, 4300 boul. de Maisonneuve W., Apt 702, Montréal 215, Qué.	6- 2-71
Rudick, Gerald-S., 4950 Queen Mary Rd., Suite 400, Montréal 248, Qué.	30- 1-71
Seltzer, Irving, 5757 Decelles Ave., Suite 107, Montréal 251, Qué.	2- 2-71
Shevell, Malvyn, 6000 Côte-des-Neiges Rd., Suite 200, Montréal, Qué.	2- 2-71
Stockwell, William G., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 805, Montréal 109, Qué.	9- 3-71
Sykora, Oskar, Faculty of Dentistry, McGill University, Montreal, Qué.	31- 1-71
Van Vliet, Jonathan E., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 805, Montréal 109, Qué.	8- 3-71
Vinet, Éphrem, 426 Est, boul. St-Joseph, Montréal, Qué.	8- 2-71

Région de Québec — Québec Region

Boucher, Marc, 1000, Chemin Ste-Foy, Québec, Qué.	31- 1-71

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Dugal, Paul-L., 459-A, Lindsay, Drummondville, Qué.	8- 2-71
Laforce, Jacques, 31 King Ouest, Sherbrooke, Qué.	4- 2-71
Leblanc, Jean-Yves, Bedford, Qué.	6- 2-71
Marcoux, Jean-F., 448 Ouest, rue King, Sherbrooke, Qué.	11- 4-71
Olivier, Valmore, 843 Belvedère S., Sherbrooke, Qué.	7- 2-71
Proulx, Jacques, 214 boul. St-Joseph, Hull, Qué.	5- 5-71

Optométristes
Optometrists

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Breton, Antonio, 1530 rue des Cascades, St-Hyacinthe, Qué.	30-12-70

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi de la Société des alcools du Québec (Bill 47), a été sanctionnée le 10 juillet 1971;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 67 de ce Bill, cette loi doit entrer en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu que cette entrée en vigueur soit fixée au 30 juillet 1971.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2680, en date du 28 juillet 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que soit fixée au 30 juillet 1971 l'entrée en vigueur de la Loi de la Société des alcools du Québec.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-huitième jour de juillet de l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

41420-o

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Québec Liquor Corporation Act (Bill 47), was assented to on July 10, 1971;

WHEREAS under section 67 of this Bill, this act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient that this coming into force be fixed for July 30, 1971.

THEREFORE, with the consent and counsel of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2680, dated July 28, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, that the coming into force of the Québec Liquor Corporation Act be fixed for July 30, 1971.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-eighth day of July in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

41420

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool, bill 44, a été sanctionnée le 7 juillet 1971;

ATTENDU QUE ladite loi est entrée en vigueur le 17 juillet, à l'exception de certains articles;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 207 de ladite loi, doivent être mis en application à une date ultérieure, les articles non mentionnés dans l'arrêté en conseil de mise en application;

ATTENDU QU'il y a lieu de mettre en vigueur les articles 70, 85, 86 et 197 de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 29 juillet 1971 la date d'entrée en vigueur desdits articles;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2657, en date du 28 juillet 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que soit fixée au 29 juillet 1971 la date de l'entrée en vigueur des articles 70, 85, 86 et 197 de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool, bill 44, sanctionné le 7 juillet 1971.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-huitième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,

41420-o *Sous-procureur général adjoint.*

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Liquor Permit Control Commission Act, Bill 44, was assented to on July 7, 1971;

WHEREAS the said Act came into force on July 17, with the exception of certain sections;

WHEREAS, pursuant to section 207 of the said Act, the coming into force of the sections excluded from the governing Order in Council shall be deferred to a later date;

WHEREAS it is expedient to bring into force sections 70, 85, 86 and 197 of the Liquor Permit Control Commission Act;

WHEREAS it is expedient to fix July 29, 1971 as the date of the coming into force of the said sections;

THEREFORE, with the consent and counsel of Our Executive Council, expressed in a decree bearing Number 2657, dated July 28, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, that July 29, 1971, be fixed as the date of the coming into force of sections 70, 85, 86 and 197 of the Liquor Permit Control Commission Act, Bill 44, assented to on July 7, 1971.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-eighth day of July in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,

41420 *Assistant Deputy Attorney General.*

Soumissions — Demandes de

Ville de Kirkland
Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roméo Labrèche, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 3068, rue Daniel, ville de Kirkland, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 23 août 1971, pour l'achat de $552,500 d'obligations

Tenders — Requests for

Town of Kirkland
County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Roméo Labrèche, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 3068 Daniel Street, town of Kirkland, county of Robert Baldwin, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, August 23, 1971, for the purchase of a bond issue of $552,500 for the

de la ville de Kirkland, comté de Robert Baldwin, datées du 1er septembre 1971 et remboursables en série du 1er septembre 1972 au 1er septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1971.

Tableau d'amortissement — $552,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1972	$17,000
1er septembre 1973	18,000
1er septembre 1974	18,500
1er septembre 1975	19,000
1er septembre 1976	20,500
1er septembre 1977	21,500
1er septembre 1978	23,000
1er septembre 1979	25,500
1er septembre 1980	26,000
1er septembre 1981	28,500
1er septembre 1982	26,000
1er septembre 1983	27,000
1er septembre 1984	28,000
1er septembre 1985	30,500
1er septembre 1986	32,500
1er septembre 1987	35,000
1er septembre 1988	36,500
1er septembre 1989	37,000
1er septembre 1990	40,500
1er septembre 1991	42,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $42,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

town of Kirkland, county of Robert Baldwin, dated September 1, 1971 and redeemable serially from September 1, 1972 to September 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1, 1971.

Redemption table — $552,500 — 20 years

Years	*Capital*
September 1, 1972	$17,000
September 1, 1973	18,000
September 1, 1974	18,500
September 1, 1975	19,000
September 1, 1976	20,500
September 1, 1977	21,500
September 1, 1978	23,000
September 1, 1979	25,500
September 1, 1980	26,000
September 1, 1981	28,500
September 1, 1982	26,000
September 1, 1983	27,000
September 1, 1984	28,000
September 1, 1985	30,500
September 1, 1986	32,500
September 1, 1987	35,000
September 1, 1988	36,500
September 1, 1989	37,000
September 1, 1990	40,500
September 1, 1991	42,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten year for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $42,000, and if greater than the latter amount, said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Kirkland.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $42,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Kirkland s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 21 — $22,500 — renouvellement d'emprunt; 128 (128-2) — $125,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 129-1 — $46,000 — aqueduc, égouts; 135-1 — $44,000 — aqueduc, égouts, voirie; 136 (136-1) — $25,000 — aqueduc, égouts; 139 — $290,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 23 août 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 3068, rue Daniel, ville de Kirkland, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Kirkland (Comté de Robert Baldwin), ce 2 août 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ROMÉO LABRÈCHE.

Hôtel de Ville, 3068, rue Daniel,
Ville de Kirkland (Comté de Robert Baldwin), P.Q.
Téléphone: 695-2107, code 514. 41403-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Kirkland.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $42,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Kirkland agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 21 — $22,500 — loan renewal; 128 (128-2) — $125,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 129-1 — $46,000 — aqueduct, sewers; 135-1 — $44,000 — aqueduct, sewers, roads; 136 (136-1) — $25,000 — aqueduct, sewers; 139 — $290,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, August 23, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 3068 Daniel Street, town of Kirkland, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Kirkland (County of Robert Baldwin), August 2, 1971.

ROMÉO LABRÈCHE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 3068 Daniel Street,
Town of Kirkland (County of Robert Baldwin), P.Q.
Telephone: 695-2107, code 514. 41403

Commission scolaire régionale de Lakeshore
Siège social: 450, Church St., Beaconsfield, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné D. A. LeBaron, secrétaire-trésorier, Bureau administratif, 450, Church St., Beaconsfield, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 24 août 1971, pour l'achat de $1,075,000 d'obligations pour la commission scolaire régionale de Lakeshore, datées du 15 septembre 1971 et remboursables en série du 15 septembre 1972 au 15 septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est

The Regional School Board of Lakeshore
Head Office: 450 Church Street, Beaconsfield, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, D. A. LeBaron, Secretary-Treasurer, at the Administration Office, 450 Church Street, Beaconsfield, P.Q., until 8:00 p.m., on Tuesday, August 24, 1971, for the purchase of a bond issue of $1,075,000 for the Regional School Board of Lakeshore, dated September 15, 1971 and redeemable serially from September 15, 1972 to September 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each

utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1971.

Tableau d'amortissement — $1,075,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 septembre 1972	$ 24,000
15 septembre 1973	25,000
15 septembre 1974	27,000
15 septembre 1975	30,000
15 septembre 1976	32,000
15 septembre 1977	35,000
15 septembre 1978	37,000
15 septembre 1979	40,000
15 septembre 1980	43,000
15 septembre 1981	47,000
15 septembre 1982	51,000
15 septembre 1983	55,000
15 septembre 1984	59,000
15 septembre 1985	64,000
15 septembre 1986	69,000
15 septembre 1987	75,000
15 septembre 1988	80,000
15 septembre 1989	87,000
15 septembre 1990	94,000
15 septembre 1991	101,000

La commission scolaire régionale de Lakeshore se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $101,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 septembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut

different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 15, 1971.

Table of redemption — $1,075,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 15, 1972	$ 24,000
September 15, 1973	25,000
September 15, 1974	27,000
September 15, 1975	30,000
September 15, 1976	32,000
September 15, 1977	35,000
September 15, 1978	37,000
September 15, 1979	40,000
September 15, 1980	43,000
September 15, 1981	47,000
September 15, 1982	51,000
September 15, 1983	55,000
September 15, 1984	59,000
September 15, 1985	64,000
September 15, 1986	69,000
September 15, 1987	75,000
September 15, 1988	80,000
September 15, 1989	87,000
September 15, 1990	94,000
September 15, 1991	101,000

The Regional School Board of Lakeshore, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), shall request the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by him to the said corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $101,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the

et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $101,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale de Lakeshore s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution datée du 5 avril 1971 — $1,075,000 — dépenses d'immobilisations.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 24 août 1971, à 8 heures du soir, Bureau administratif, 450, Church St., Beaconsfield, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beaconsfield, ce 30 juillet 1971.

Le secrétaire-trésorier,
D.-A. LEBARON.

Bureau administratif, 450, Church St.,
Beaconsfield, P.Q.
Téléphone: 697-2480, code 514. 41404-o

Paroisse de Sainte-Mélanie
Comté de Joliette

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Déziel Lépine, secrétaire-trésorier, Salle municipale, 940, rue Principale, Paroisse de Ste-Mélanie, comté de Joliette, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 24 août 1971, pour l'achat de $205,500 d'obligations de la paroisse de Ste-Mélanie, comté de Joliette, datées du 15 septembre 1971 et remboursables en série du 15 septembre 1972 au 15 septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Claire.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $101,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Regional School Board of Lakeshore agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the resolution dated April 5, 1971 — $1,075,000 — immobilization expenses.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, August 24, 1971, at 8:00 p.m., in the Administration Office, 450 Church Street, Beaconsfield, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Beaconsfield, July 30, 1971.

D.-A. LEBARON,
Secretary-Treasurer.

Administration Office, 450 Church Street,
Beaconsfield, P.Q.
Telephone: 697-2480, code 514. 41404

Parish of St. Mélanie
County of Joliette

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Déziel Lépine, Secretary-Treasurer, at the Municipal Hall, 940 Main Street, Parish of St. Mélanie, County of Joliette, P.Q., until 8.30 p.m., on Tuesday, August 24, 1971, for the purchase of a bond issue of $205,500 for the Parish of Ste. Mélanie, county of Joliette, dated September 15, 1971 and redeemable serially from September 15, 1972 to September 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption tables in this notice.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1971.

Tableau d'amortissement — $205,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 septembre 1972	$ 11,000
15 septembre 1973	12,000
15 septembre 1974	13,000
15 septembre 1975	14,500
15 septembre 1976	15,500
15 septembre 1977	17,000
15 septembre 1978	18,500
15 septembre 1979	20,000
15 septembre 1980	21,500
15 septembre 1981	23,500
15 septembre 1982	500
15 septembre 1983	500
15 septembre 1984	500
15 septembre 1985	500
15 septembre 1986	500
15 septembre 1987	500
15 septembre 1988	500
15 septembre 1989	500
15 septembre 1990	500
15 septembre 1991	34,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $3,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 septembre 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 septembre 1991 au montant de $34,500 comprend un solde de $34,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 septembre 1992	$ 500
15 septembre 1993	1,000
15 septembre 1994	1,000
15 septembre 1995	1,000
15 septembre 1996	1,000
15 septembre 1997	1,000

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 15, 1971.

Redemption table — $205,500 — 20 years

Year	*Capital*
September 15, 1972	$ 11,000
September 15, 1973	12,000
September 15, 1974	13,000
September 15, 1975	14,500
September 15, 1976	15,500
September 15, 1977	17,000
September 15, 1978	18,500
September 15, 1979	20,000
September 15, 1980	21,500
September 15, 1981	23,500
September 15, 1982	500
September 15, 1983	500
September 15, 1984	500
September 15, 1985	500
September 15, 1986	500
September 15, 1987	500
September 15, 1988	500
September 15, 1989	500
September 15, 1990	500
September 15, 1991	34,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $3,500, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 15, 2011 of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of September 15, 1991 in the amount of $34,500 includes a balance of $34,000, renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
September 15, 1992	$ 500
September 15, 1993	1,000
September 15, 1994	1,000
September 15, 1995	1,000
September 15, 1996	1,000
September 15, 1997	1,000

15 septembre 1998	$1,000
15 septembre 1999	1,000
15 septembre 2000	1,500
15 septembre 2001	1,500
15 septembre 2002	1,500
15 septembre 2003	1,500
15 septembre 2004	2,000
15 septembre 2005	2,000
15 septembre 2006	2,000
15 septembre 2007	2,500
15 septembre 2008	2,500
15 septembre 2009	3,000
15 septembre 2010	3,000
15 septembre 2011	3,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Joliette.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $34,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La paroisse de Ste-Mélanie s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 56 — $205,500 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 24 août 1971, à 8.30 heures du soir, Salle municipale, 940, rue Principale, paroisse de Ste-Mélanie, comté de Joliette, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Mélanie (Comté de Joliette), ce 30 juillet 1971.

Le secrétaire-trésorier,
DÉZIEL LÉPINE.

Salle municipale, 940, rue Principale,
Paroisse de Ste-Mélanie, comté de Joliette, P.Q.
Téléphone: 889-2342, code 514. 41405-o

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Sophie-de-New-Glasgow

Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné John E. Carey, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, bureau du secrétaire-trésorier, Ste-Sophie, comté de Terrebonne, P.Q., et par après

September 15, 1998	$1,000
September 15, 1999	1,000
September 15, 2000	1,500
September 15, 2001	1,500
September 15, 2002	1,500
September 15, 2003	1,500
September 15, 2004	2,000
September 15, 2005	2,000
September 15, 2006	2,000
September 15, 2007	2,500
September 15, 2008	2,500
September 15, 2009	3,000
September 15, 2010	3,000
September 15, 2011	3,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Joliette.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $34,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 15th of each year, for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The parish of St. Mélanie agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law No. 56 — $205,500 — aqueduct an sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 24, 1971, at 8:30 p.m., in the Municipal Hall, 940 Main Street, Parish of St. Mélanie, County of Joliette, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Mélanie (County of Joliette), July 30, 1971.

DÉZIEL LÉPINE,
Secretary-Treasurer.

Municipal Hall, 940 Main Street,
Parish of St. Mélanie, County of Joliette, P.Q.
Telephone: 889-2342, code 514. 41405

The School Commissioners for the municipality of Sainte-Sophie-de-New-Glasgow

County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned John E. Carey, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock p.m., at the Secretary-Treasurer's Office, St. Sophie, county of Terrebonne, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., at the

jusqu'à 8 heures du soir, à la salle de l'École Moreau, Ste-Sophie, comté de Terrebonne, P.Q., lundi, le 23 août 1971, pour l'achat de $365,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Sophie-de-New-Glasgow, comté de Terrebonne, datées du 1er septembre 1971 et remboursables en série du 1er septembre 1972 au 1er septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1971.

Tableau d'amortissement — $365,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er septembre 1972	x	$32,000
1er septembre 1973	x	34,500
1er septembre 1974	x	37,000
1er septembre 1975	x	40,000
1er septembre 1976	x	43,500
1er septembre 1977	x	46,500
1er septembre 1978		5,500
1er septembre 1979		6,000
1er septembre 1980		6,500
1er septembre 1981		7,000
1er septembre 1982		7,500
1er septembre 1983		8,000
1er septembre 1984		8,500
1er septembre 1985		9,500
1er septembre 1986		10,000
1er septembre 1987		11,000
1er septembre 1988		11,500
1er septembre 1989		12,500
1er septembre 1990		13,500
1er septembre 1991		14,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une subvention de construction de $270,000 accordée par le gouvernement provincial et payable en 6 versements de $45,000 de 1972 à 1977 inclusivement, seront appliqués au service de cet emprunt. Les versements effectués à même cette subvention seront déposés durant les années précitées entre les mains du ministre des Finances en vue de compléter les sommes nécessaires pour acquitter en totalité le service de la dette sur cette émission conformément aux dispositions du Bill 64.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Sophie-de-New-Glasgow, se prévalent de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances des sommes suffisantes

Moreau School Hall, St. Sophie, county of Terrebonne, P.Q., on Monday, August 23, 1971, for the purchase of a bond issue of $365,000 for the School Commissioners of the municipality of Sainte-Sophie-de-New-Glasgow, county of Terrebonne, dated September 1, 1971, and redeemable serially from September 1, 1972 to September 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1, 1971.

Redemption table — $365,000 — 20 years

Year		*Capital*
September 1, 1972	x	$32,000
September 1, 1973	x	34,500
September 1, 1974	x	37,000
September 1, 1975	x	40,000
September 1, 1976	x	43,500
September 1, 1977	x	46,500
September 1, 1978		5,500
September 1, 1979		6,000
September 1, 1980		6,500
September 1, 1981		7,000
September 1, 1982		7,500
September 1, 1983		8,000
September 1, 1984		8,500
September 1, 1985		9,500
September 1, 1986		10,000
September 1, 1987		11,000
September 1, 1988		11,500
September 1, 1989		12,500
September 1, 1990		13,500
September 1, 1991		14,500

The years marked with the letter "x" indicate those years during which the annual instalments of a grant of $270,000, awarded by the Provincial Government and payable in 6 instalments of $45,000 from 1972 to 1977 inclusive, shall be applied to the service of this loan. The instalments paid on such grant shall be deposited during the aforesaid years with the Minister of Finance for the purpose of completing the sums required to pay off the aggregate amount of the service of the debt on this issue, in conformity with the provisions of Bill 64.

The school Commissioners for the municipality of Sainte-Sophie-de-New-Glasgow, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), shall request the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by him to the said school corporation (including those mentioned above), the sums sufficient to pay off in full the principal and

pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $14,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 1991.

Cependant, les soumission ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $14,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Sophie-de-New-Glasgow s'engagent à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution d'emprunt datée du 26 mars 1971 — $365,000 — construction de l'école Jean Moreau.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 23 août 1971, à 8 heures du soir, salle de l'École Moreau, Ste-Sophie, comté de Terrebonne, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth-year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $14,500, and if greater than the latter amount, said surplus must comprise one or several complete annual amortizations only, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Jérôme.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $14,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The school commissioners for the municipality of Sainte-Sophie-de-New-Glasgow agree not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days upon, from and after September 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued under the loan resolution dated March 26, 1971 — $365,000 — construction of Jean Moreau School.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, August 23, 1971, at 8:00 o'clock p.m., in the Moreau School Hall, St. Sophie, county of Terrebonne, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Sophie (Comté de Terrebonne), ce 29 juillet 1971.
Le secrétaire-trésorier,
JOHN E. CAREY.

Bureau du secrétaire-trésorier,
Ste-Sophie (Comté de Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 432-9745 jour
432-4179 soir, code 514. 41406-o

St. Sophie (County of Terrebonne), July 29, 1971.
JOHN E. CAREY,
Secretary-Treasurer.

Office of the Secretary-Treasurer,
St. Sophie (County of Terrebonne), P.Q.
Telephone: 432-9745 day,
432-4179 night, code 514. 41406

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Jérôme

Comté du Lac St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Plourde, secrétaire-trésorier, Salle des Assemblées des Commissaires, Collège de St-Louis-de-Gonzague, rue Ste-Croix, St-Jérôme, comté du Lac St-Jean, P.Q., jusqu'à 2 heures de l'après-midi, lundi, le 23 août 1971, pour l'achat de $125,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Jérôme, comté du Lac St-Jean, datées du 1er septembre 1971 et remboursables en série du 1er septembre 1972 au 1er septembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1971.

Tableau d'amortissement — $125,000 — 10 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1972	$ 8,500
1er septembre 1973	9,500
1er septembre 1974	10,000
1er septembre 1975	11,000
1er septembre 1976	11,500
1er septembre 1977	12,500
1er septembre 1978	13,500
1er septembre 1979	15,000
1er septembre 1980	16,000
1er septembre 1981	17,500

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Jérôme, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le

The School Commissioners for the Municipality of St. Jérôme

County of Lake St. John

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Laurent Plourde, Secretary-Treasurer, at the Commissioners' Assembly Hall, St. Louis-de-Gonzague College, St. Croix Street, St. Jérôme, county of Lake St. John, P.Q., until 2:00 o'clock p.m., on Monday, August 23, 1971, for the purchase of a bond issue of $125,000 for the School Commissioners of the municipality of St. Jérôme, county of Lake St. John, dated September 1, 1971 and redeemable serially from September 1, 1972 to September 1, 1981 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 1, 1971.

Redemption table — $125,000 — 10 years

Year	*Capital*
September 1, 1972	$ 8,500
September 1, 1973	9,500
September 1, 1974	10,000
September 1, 1975	11,000
September 1, 1976	11,500
September 1, 1977	12,500
September 1, 1978	13,500
September 1, 1979	15,000
September 1, 1980	16,000
September 1, 1981	17,500

The School Commissioners for the municipality of St. Jérôme, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), shall request the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by him to the said corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

It is to be noted that the tenders are called for bonds redeemable as per the above table only, and that

tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Jérôme s'engagent à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution datée du 28 décembre 1970 — $125,000 — financement additionnel pour l'école élémentaire.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 23 août 1971, à 2 heures de l'après-midi, Salle des Assemblées des Commissaires, Collège de St-Louis-de-Gonzague, rue Ste-Croix, St-Jérôme, comté du Lac St-Jean, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jérôme (Comté du Lac St-Jean), ce 3 août 1971.

Le secrétaire-trésorier,
LAURENT PLOURDE.

Salle des Assemblées des Commissaires,
Collège de St-Louis-de-Gonzague, rue Ste-Croix,
St-Jérôme, (Lac St-Jean), P.Q.
Téléphone: 349-2060, code 418. 41432-o

offers which might be made for short-term bonds will not be considered. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Jérôme.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The School Commissioners for the municipality of St. Jérôme agree not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the resolution dated December 28, 1970 — $125,000 — additional financing for an elementary school.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, August 23, 1971, at 2:00 o'clock p.m., at the Commissioners' Assembly Hall, St. Louis-de-Gonzague College, St. Croix Street, St. Jérôme, county of Lake St. John, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. Jérôme (County of Lake St. John), August 3, 1971.

LAURENT PLOURDE,
Secretary-Treasurer.

Commissioners' Assembly Hall,
St. Louis-de-Gonzague College, St. Croix Street,
St. Jérôme, (Lake St. John), P.Q.
Telephone: 349-2060, code 418. 41432

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité d'Iberville

Comté d'Iberville

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Germain Courtemanche, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission scolaire, 290, 5e Avenue, Iberville, comté d'Iberville, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 25 août 1971, pour l'achat de $127,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Iberville, comté d'Iberville, datées du 15 septembre 1971 et remboursables en série du 15 septembre 1972 au 15 septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit

The School Commissioners for the Municipality of Iberville

County of Iberville

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Germain Courtemanche, Secretary-Treasurer, Office of the School Commission, 290, 5th Avenue, Iberville, County of Iberville, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, August 25, 1971, for the purchase of a bond issue of $127,000 for the School Commissioners for the Municipality of Iberville, County of Iberville, dated September 15, 1971, and redeemable serially from September 15, 1972 to September 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15 and September 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several

couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1971.

Tableau d'amortissement — $127,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 septembre 1972	$ 3,000
15 septembre 1973	3,000
15 septembre 1974	3,000
15 septembre 1975	3,500
15 septembre 1976	4,000
15 septembre 1977	4,000
15 septembre 1978	4,500
15 septembre 1979	4,500
15 septembre 1980	5,000
15 septembre 1981	5,500
15 septembre 1982	6,000
15 septembre 1983	6,500
15 septembre 1984	7,000
15 septembre 1985	7,500
15 septembre 1986	8,000
15 septembre 1987	9,000
15 septembre 1988	9,500
15 septembre 1989	10,500
15 septembre 1990	11,000
15 septembre 1991	12,000

Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Iberville, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968), (Bill 64), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $12,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 septembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut

complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 15, 1971.

Redemption table — $127,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 15, 1972	$ 3,000
September 15, 1973	3,000
September 15, 1974	3,000
September 15, 1975	3,500
September 15, 1976	4,000
September 15, 1977	4,000
September 15, 1978	4,500
September 15, 1979	4,500
September 15, 1980	5,000
September 15, 1981	5,500
September 15, 1982	6,000
September 15, 1983	6,500
September 15, 1984	7,000
September 15, 1985	7,500
September 15, 1986	8,000
September 15, 1987	9,000
September 15, 1988	9,500
September 15, 1989	10,500
September 15, 1990	11,000
September 15, 1991	12,000

The School Commissioners for the Municipality of Iberville, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64) shall request the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by him to the said corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $12,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of

et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Iberville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $12,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Iberville s'engagent à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution datée du 31 mai 1971 — $127,000 — dépenses en immobilisations.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 25 août 1971, à 8 heures du soir, Bureau de la commission scolaire, 290, 5e Avenue, Iberville, comté d'Iberville, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Iberville (Comté d'Iberville), ce 2 août 1971.

Le secrétaire-trésorier,
GERMAIN COURTEMANCHE.

Bureau de la commission scolaire, 290, 5e Avenue,
Iberville (Iberville), P.Q.
Téléphone: 347-3744, code 514. 41431-o

the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Iberville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $12,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The School Commissioners for the Municipality of Iberville agree not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the resolution dated May 31, 1971 — $127,000 — immobilisation expenses.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, August 25, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the office of the School Commission, 290, 5th Avenue, Iberville, County of Iberville, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Iberville (County of Iberville), August 2, 1971.

GERMAIN COURTEMANCHE,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission, 290, 5th Avenue,
Iberville(Iberville), P.Q.
Telephone: 347-3744, code 514. 41431

Vente par licitation

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 63,519. { FERNAND HAMELIN, résidant et domicilié au numéro 10,642 avenue Montcalm, à Duvernay, district de Montréal, demandeur, *vs* RICHARD CLOUTIER, résidant et domicilié au 237, rue Dumouchel, à Ste-Adèle-en-Bas, district de Terrebonne, défendeur.

Avis de vente par licitation

Suivant jugement rendu le 21 janvier 1971 par l'honorable François Auclair, Juge de la Cour Supérieure, ordonnant la vente par licitation de l'immeuble ci-après désigné et situé à Ste-Adèle.

Sale of Licitation

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 63,519. { FERNAND HAMELIN, residing at 1040 Montcalm Street, at Duvernay, district of Montreal, plaintiff, *vs* RICHARD CLOUTIER, residing at 237 Dumouchel Street, at Ste-Adèle-en-Bas, district of Terrebonne, defendant.

Notice of sale by licitation

Following judgment passed on January 21st, 1971 by the Honourable François Auclair, Judge of the Superior Court, ordering the sale by licitation of the immovable property described below and situated at Ste-Adèle.

« Un immeuble portant le numéro 61 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 10 « B » dans le rang 11 (X-« B »-61, RG XI) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Abercrombie, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avec toute construction dessus érigée et notamment une bâtisse connue sous le nom de « Motel Impérial Enregistré ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé chambre 106, Palais de Justice, 400, rue Laviolette, Saint-Jérôme. JEUDI le SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1971 à QUATORZE heures de l'après-midi.

Condition: Comptant.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 29 juillet 1971.

41419-o

"An immovable property bearing number 61 of the official subdivision of the original lot No. 10 "B" in Range 11 (X-"B"-61, RG, XI) on the official plan and reference book of the township of Abercrombie, registration division of Terrebonne.

With all the buildings thereon erected and in particular a building known under the name of "Motel Impérial Enregistré".

To be sold at the Registry Office of the county of Terrebonne, situated at room 106, Court House, 400 Laviolette Street, St-Jérôme, THURSDAY, the SIXTEENTH day of SEPTEMBER 1971, at TWO o'clock p.m.

Conditions: Cash

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, July 29, 1971.

41419-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District d'Arthabaska

No 40,529. RENÉ BEAUDOIN, commerçant, demeurant à Defoy, comté d'Arthabaska, demandeur, *vs* FERNAND DUROCHER, Ste-Clothilde, comté d'Arthabaska, défendeur.

« Une terre située dans le premier rang du cadastre du canton de Horton, comté de Drummond, connue et désignée comme étant une partie des lots numéros quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, et vingt-deux (P. 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22).

Laquelle terre est bornée en front au chemin public entre le premier et le second rang de Horton en profondeur au lot numéro 14, d'un côté au sud-ouest par Patrick Deslandes et de l'autre côté au nord-est par Aldéric Desmarais, mesurant trois arpents de largeur sur vingt-quatre arpents de longueur plus ou moins.

Ainsi que le tout se trouve sans exception ni réserve de la part du vendeur. »

Pour être vendue au bureau d'enregistrement à Drummondville, comté de Drummond, le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à DIX heures a.m.

Le député shérif,
J. G. BOISSONNAULT.

41421-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Arthabaska

No. 40,529. RENÉ BEAUDOIN, trader, domiciled in Defoy, county of Arthabaska, plaintiff, *vs* FERNAND DUROCHER, St. Clothilde, county of Arthabaska, defendant.

"A piece of land situated in the first range of the cadastre for the township of Horton, county of Drummond, known and designated as being part of lots numbers fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one and twenty-two (P. 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 and 22).

The said land being bounded in front by the Public Road between the first and the second ranges of Horton, in depth by lot number 14, on one side on the southwest by Patrick Deslandes and on the other side on the northeast by Aldéric Desmarais, measuring three arpents in width by twenty-four arpents in length, more or less.

As the whole now subsists without exception or reserve on the part of the vendor."

To be sold at the Registry Office in Drummondville, county of Drummond, on the NINTH day of SEPTEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

J. G. BOISSONNAULT,
Deputy Sheriff.

41421

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 1650. { GRANBY TRADING CO. LTD., demandeur, *vs* ARTHUR KNIGHT, défendeur.

Description officielle des lots numéros cent cinquante-neuf et cent soixante de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent trente-six (Nos. 436-159, 436-160) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Dunham, dans le comté de Missisquoi:

Lot: De forme rectangulaire, borné comme suit: à l'ouest par le lot numéro 436-129 (rue), au nord par le lot numéro 436-160, à l'est par une partie du lot numéro 436 non divisée (Boulevard Sud) et au sud par le lot numéro 436-158;

Mesurant soixante-quinze pieds (75.0) de largeur par cent cinquante pieds (150.0) de profondeur;

Contenant en superficie onze mille deux cent cinquante pieds carrés (11,250). Mesures anglaises.

Lot: De forme rectangulaire, borné comme suit: à l'ouest par le lot numéro 436-129 (rue), au nord par le lot numéro 436-161, à l'est par une partie du lot numéro 436 non divisée (Boulevard Sud) et au sud par le lot numéro 436-159;

Mesurant soixante-quinze pieds (75.0) de largeur par cent cinquante pieds (150.0) de profondeur;

Contenant en superficie onze mille deux cent cinquante pieds carrés (11,250). Mesures anglaises.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Missisquoi à Bedford, district de Bedford, MERCREDI, le QUINZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
ANTONIN BOURASSA.

Cowansville, ce 26 juillet 1971. 41410-o

BEDFORD

Canada — Province of Québec
District of Bedford

Superior Court, No. 1650. { GRANBY TRADING CO. LTD., plaintiff *vs* ARTHUR KNIGHT, defendant.

Official description of lots, numbers one hundred and fifty-nine and one hundred and sixty of the subdivision of original lot number four hundred and thirty-six (Nos. 436-159, 436-160) on official plan and book of reference for the township of Dunham, in the county of Missisquoi:

Lot: of rectangular configuration, bounded as follows: on the west, by lot number 436-129 (street), on the north by lot number 436-160, on the east by an undivided part of lot number 436 (South Boulevard) and on the south by lot number 436-158;

Measuring seventy-five feet (75.0) in width by one hundred and fifty feet (150.0) in depth;

Containing in area eleven thousand two hundred and fifty square feet (11,250), English Measure.

Lot: of rectangular configuration, bounded as follows: on the west by lot number 436-129 (street), on the north by lot number 436-161, on the east by an undivided part of lot number 436 (South Boulevard) and on the south by lot number 436-159;

Measuring seventy-five feet (75.0) in width by one hundred and fifty feet (150.0) in depth;

Containing in are eleven thousand two hundred and fifty square feet (11,250), English Measure.

To be sold at the Registry Office of Missisquoi in Bedford, district of Bedford, on WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of SEPTEMBER, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff.

Cowansville, July 26, 1971. 41411

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 764. { DAME GERTRUDE BURNHAM, demanderesse, *vs* WILLIAM MARTIN, défendeur.

Partie du lot numéro neuf cent quatre-vingt (Ptie No 980) du cadastre officiel du canton de Brôme, division d'enregistrement de Brôme, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Brôme, à Knowlton, district de Bedford, MARDI, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
ANTONIN BOURASSA.

Cowansville, le 26 juillet 1971. 41409-o

Canada — Province of Québec
District of Bedford

Superior Court, No. 764. { DAME GERTRUDE BURNHAM, plaintiff, *vs* WILLIAM MARTIN, defendant.

Part of lot number nine hundred and eighty (Pt. No. 980) on the official cadastre for the township of Brôme, registration division of Brôme, with the buildings constructed thereon.

To be sold at the Registry Office of Brôme, in Knowlton, district of Bedford, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of SEPTEMBER, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff.

Cowansville, July 26, 1971. 41409

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Provinciale, No 8284. { GERMAIN DÉSOURDY, demandeur, *vs* DOUCHAN DJUKNICH, défendeur.

Un terrain vacant situé en la municipalité de Bromont, ayant front sur la rue, connu comme formé et composé du lot numéro trente de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-six (126-30) du cadastre du canton de Brome, mesurant ledit lot en front à ligne est 52.05′ et 47.76′, ligne sud 300.75′, ligne ouest 253.88′, et ligne nord 83.9′ et 400′, étant irrégulier, ayant une superficie totale de 81,134.9 pieds carrés.

Tel que le tout se trouve actuellement, sans bâtisse, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées, et notamment avec droit aux servitudes actives de passage créées aux termes des actes enregistrés à Knowlton, division d'enregistrement de Brome, sous les numéros 86102 et 86214 et sujet à et avec droit aux servitudes actives et passives d'eau créées aux termes d'un acte de servitude entre Germain Désourdy et Gustave Désourdy et *al* devant Me. Raymond Boily, notaire et dont copie sera enregistrée incessamment au bureau d'enregistrement division de Brome.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Brome, à Knowlton, district de Bedford, MARDI, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
ANTONIN BOURASSA.

Cowansville, ce 26 juillet 1971. 41410-o

Canada — Province of Québec
District of Bedford

Provincial Court, No. 8284. { GERMAIN DÉSOURDY, plaintiff, *vs* DOUCHAN DJUKNICH, defendant.

A vacant lot of land situated in the municipality of Bromont, fronting on the street, known as being formed and composed of lot number thirty of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty-six (126-30) on the cadastre for Brome Township, the said lot measuring in front on the east line 52.05′ and 47.76, and on the south line 300.75′, on the west line 253.88′ and on the north line 83.9′ and 400′, being irregular and containing a total area of 81,134.9 square feet.

As the whole now subsists, without building, with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent, attached thereto and particularly with right to the active servitudes of passage created by the terms of deeds registered at Knowlton, Registration Division of Brome, under numbers 86102 and 86214 and subject to and with right to the active and passive servitudes of water created by the terms of a deed of servitude between Germain Désourdy and Gustave Désourdy et *al* before Me. Raymond Boily, Notary, and a copy of which shall be registered immediately at the Registry Office, Brome Division.

To be sold at the Registry Office of Brome, in Knowlton, district of Bedford, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of SEPTEMBER, 1971, at THREE o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff.

Cowansville, July 26, 1971. 41410

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 802-091. { ACE FINANCE CORPORATION LTD., un corps politique et constitué, dûment incorporé par la Loi, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, à 4770, avenue Kent, demanderesse, *vs* MAURICE GRAVEL, résidant et domicilié à 1895, 29e avenue, en la cité de Laval, district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement ayant façade sur la 13e avenue en la ville de Laval Ouest, comté de Laval, province de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose comme étant les lots numéros deux cent soixante-huit et deux cent soixante-neuf de la subdivision du lot originaire numéro cent quatre-vingt-deux (182-268 et 269).

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 139 de ladite 13e avenue (connu comme étant le numéro civique 1895, 29e avenue). »

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 802-091. { ACE FINANCE CORPORATION LTD., a body politic and corporate, duly incorporated by-law, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, at 4770 Kent Avenue, plaintiff, *vs* MAURICE GRAVEL, residing and domiciled at 1895, 29th Avenue, in the city of Laval, district of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on 13th Avenue in the town of Laval West, county of Laval, province of Québec, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Rose as being lot numbers two hundred and sixty-eight and two hundred and sixty-nine of the subdivision of original lot number one hundred eighty-two (182-268 and 269).

With the building thereon erected bearing civic number 139 of the said 13th Avenue (known as civic number 1895, 29th Avenue."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je Me Souviens, en la cité de Laval, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 26 juillet 1971. 41422

To be sold at the Registry Office of the county of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard in the city of Laval, on the EIGHTH day of SEPTEMBER 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, July 26, 1971. 41422-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 806-454. J. PAUL ROBERT, avocat, de 201 Corot Rive, Ile des Soeurs, district de Montréal, demandeur, *vs* DAME RACHELA VERA DICKINSON, de 46, avenue Hawthorn, district de Montréal, défenderesse.

« Ce certain emplacement ayant façade sur l'avenue Mount Pleasant, en la cité de Westmount, formant partie des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et composé de:

a) La subdivision cinq de la subdivision onze du lot trois cent soixante-quatorze (374-11-5);

b) La portion nord-est de la subdivision quatre de ladite subdivision onze dudit lot trois cent soixante-quatorze (374-11-ptie n.e. 4) mesurant vingt et un pieds et sept centièmes sur sa ligne nord, trente pieds sur sa ligne nord-ouest, sixante-quinze pieds sur sa ligne sud-ouest, quarante-cinq pieds sur sa ligne sud-est et soixante pieds et huit dixièmes sur sa ligne nord-est; et bornée au nord par ladite avenue Mount Pleasant, au nord-ouest par la portion de la subdivision six de ladite subdivision onze dudit lot originaire trois cent soixante-quatorze, ci-après décrit, au nord-est par ladite subdivision cinq, au sud-est par une portion de la subdivision un de la subdivision dix dudit lot trois cent soixante-quatorze et au sud-ouest par le résidu de ladite subdivision quatre; et

c) Une portion de la subdivision six de ladite subdivision onze dudit lot trois cent soixante-quatorze (374-11-ptie 6) de forme triangulaire, mesurant quarante et un pieds et vingt-quatre centièmes sur sa ligne nord, vingt-huit pieds et trois dixièmes sur sa ligne sud-ouest et trente pieds sur sa ligne sud-est, et bornée en façade au nord par ladite avenue Mount Pleasant, au sud-est par une portion de la portion de ladite subdivision quatre ci-dessus décrite et au sud-ouest par le résidu de ladite subdivision six.

Avec la maison dessus érigée et portant le numéro civique 486 B, de ladite avenue Mount Pleasant. »

Avec et sujet à des servitudes réciproques concernant des restrictions de constructions, en faveur et à l'encontre de la propriété présentement vendue, et de la propriété voisine au sud-ouest, le tout tel que plus amplement établi dans un acte enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 210866.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour supérieure de Montréal, le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 26 juillet 1971. 41427

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 806-454. J. PAUL ROBERT, advocat, of 201 Corot Rive, l'Ile des Soeurs, district of Montreal, plaintiff, *vs* DAME RACHELA VERA DICKINSON, of 46 Hawthorn Avenue, of the district of Montreal, defendant.

"That certain emplacement fronting on Mount Pleasant Avenue, in the city of Westmount, forming part of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and composed of:

(*a*) Subdivision five of subdivision eleven of lot three hundred and seventy-four (374-11-5);

(*b*) The northeast portion of subdivision four of said subdivision eleven of said lot three hundred and seventy-four (374-11-n.e. P. 4), measuring twenty-one feet and seven hundredths of a foot in its north line, thirty feet in its northwest line, seventy-five feet in its southwest line, forty-five feet in its southeast line and sixty feet and eight tenths of a foot in its northeast line, and bounded to the north by the said Mount Pleasant Avenue, to the northwest by the portion of subdivision six of said subdivision eleven of said original lot three hundred and seventy-four, hereinafter described, to the northeast by said subdivision five, to the southeast by a portion of subdivision one of subdivision ten of said lot three hundred and seventy-four and to the southwest by the residue of said subdivision four; and

(*c*) A portion of subdivision six of said subdivision eleven of said lot three hundred and seventy-four (374-11-P. 6), of triangular figure, measuring forty-one feet and twenty-four hundredths of a foot in its north line, twenty-eight feet and three tenths of a foot in its southwest line and thirty feet in its southeast line, and bounded in front to the north by said Mount Pleasant Avenue, to the southeast by a portion of the hereinabove described portion of said subdivision four, and to the southwest by the residue of said subdivision six.

With the house thereon erected bearing civic number 486 B, in the said Mount Pleasant Avenue."

With and subject to reciprocal servitudes concerning building restrictions, in favour and against the property hereby sold, and the adjacent property to the southwest, the whole as more fully established in a deed registered at the Registry Office of Montreal, under number 210866.

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court of Montreal, the NINTH day of SEPTEMBER 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, July 26, 1971. 41427-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 804-840. { THE MUTUAL LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, un corps politique et incorporé, ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires dans la cité de Waterloo, province d'Ontario, et une place d'affaires dans la cité et le district de Montréal, demanderesse, *vs* ROMAN WINTER, de la cité de Laval des Rapides, district de Montréal, résidant à 49 d'Argenteuil Place, défendeur.

« Un certain emplacement ayant front sur la Place d'Argenteuil, au coin de la rue d'Argenteuil, en la ville de Laval des Rapides, dans le comté de Laval, dans la province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision numéro cent quarante-sept du lot originaire numéro deux cent quarante-quatre (244-147) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, mesurant cinquante-quatre pieds (54′) de largeur, en front et en arrière, par une profondeur de cent pieds (100′) des deux côtés, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la maison détachée dessus érigée portant le numéro civique 49 de ladite Place d'Argenteuil.

Sujet à une servitude en faveur de The Bell Telephone Company of Canada, suivant acte de servitude enregistré au bureau d'enregistrement de Laval, sous le numéro 122067. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, en la ville de Laval, le DIXIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 26 juillet 1971. 41416-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 803-768. { LA CAISSE POPULAIRE DE SAINT-VINCENT-FERRIER, corps politique légalement constitué, avec place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* LIONEL CHARLEBOIS, du 5560 boulevard Gouin à Montréal-Nord et KARL PELANZER du 201 rue Corot Drive, appartement 183 à l'Ile des Soeurs, district de Montréal, défendeurs.

« Un emplacement ayant front à la rue Bédard à Vimont, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante de la resubdivision du lot numéro cent sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent cinquante-six (656-107-160) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin.

Avec la maison dessus érigée et portant les numéros 1591 et 1593 de la rue Bédard à Vimont. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, en la ville de Laval, le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1971 à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 26 juillet 1971. 41424-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 804-840. { THE MUTUAL LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Waterloo, Province of Ontario, and a place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ROMAN WINTER, of the city of Laval des Rapides, district of Montreal, residing at 49 d'Argenteuil Place, defendant.

"A certain emplacement fronting on Place d'Argenteuil, at the corner of Argenteuil Street, in the city of Laval des Rapides, county of Laval, Province of Québec, known and designated as forming subdivision number one hundred and forty-seven of original lot number two hundred and forty-four (244-147) on the official plan and book of reference of the parish of St. Martin, measuring fifty-four feet (54′) wide, in the front and rear, by a depth of one hundred feet (100′) on both sides, English measure and more or less.

With the detached house erected thereon bearing civic number 49 of said Place d'Argenteuil.

Subject to a servitude in favour of The Bell Telephone Company of Canada, according to a deed of servitude registered at the Laval Registry Office under number 122067."

To be sold at the county of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, in the city of Laval, the TENTH day of SEPTEMBER, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, July 26, 1971. 41416

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 803-768. { LA CAISSE POPULAIRE DE SAINT-VINCENT-FERRIER, body politic legally incorporated, having its place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* LIONEL CHARLEBOIS, 5560 Gouin Boulevard, Montreal-North, and KARL PELANZER, 201 Corot Drive, Apartment 183, Nuns Island, district of Montreal, defendants.

"An emplacement fronting on Bédard Street, in Vimont, known and designated as forming lot number one hundred and sixty of the resubdivision of lot number one hundred and seven of the official subdivision of original lot number six hundred and fifty-six (656-107-160) on the official plan and book of reference of the parish of St. Martin.

With the house constructed thereon bearing numbers 1591 and 1593 Bédard Street, in Vimont."

To be sold at the county of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, in the city of Laval, the SEVENTH day of SEPTEMBER, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, July 26, 1971. 41424

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No. 801-986. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse; *vs* CHAPIRE INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au numéro 1595 rue St-Hubert, à Montréal, district judiciaire de Montréal, défenderesse.

« Un certain emplacement ayant front sur la rue St-Julien, en la Cité de Montréal-Nord, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Paroisse du Sault-au-Récollet, comme étant composé du lot numéro deux cent cinquante-cinq de la subidivision officielle du lot originaire numéro soixante-trois (63-255).

Avec bâtisse en dessus érigée portant les numéros civiques 11,166 et 11,168 de ladite rue St-Julien, en la Cité de Montréal-Nord, dont le mur nord-ouest est mitoyen avec la propriété adjacente.

Avec et sujet à une servitude perpétuelle et réciproque de droit de vue présentement créée par le débiteur par destination du père de famille, comme propriétaire de l'emplacement présentement hypothéqué et de l'emplacement qui lui est adjacent au nord-ouest et en faveur et contre la propriété présentement hypothéquée et en faveur et contre la propriété qui lui est adjacente au nord-ouest et qui est composée du lot No 63-254 du même cadastre, pour légaliser certaines ouvertures, galeries et/ou autres projections placées dans la bâtisse érigée sur chacun desdits emplacements et situées à une distance moindre que le veut la loi de la ligne de division desdits emplacements, de sorte que lesdites ouvertures, galeries et/ou autres projections puissent demeurer à perpétuité dans leur état actuel, avec droit pour le débiteur et ses successeurs, de remplacer et réparer lesdites ouvertures, galeries et/ou autres projections quand besoin sera.

Tel que le tout se trouve présentement avec tous les droits, circonstances et dépendances s'y rattachant ainsi que toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour Supérieure de Montréal, le DIXIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 26 juillet 1971. 41423-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 801-986. { THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a corporation legally incorporated having its principal place of business in Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff; *vs* CHAPIRE INC., a corporation legally incorporated having its principal place of business at 1595 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal, defendant.

"A certain emplacement fronting on St. Julien Street, in the City of Montreal-North, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet, as being formed of lot number two hundred and fifty-five of the official subdivision of original lot number sixty-three (63-255.)

With a building constructed thereon bearing civic numbers 11,166 and 11,168 of the said St. Julien Street, in the City of Montreal-North, the northwest wall of which is common to the adjacent property.

With and subject to a perpetual and reciprocal servitude of right of view created by the debtor and set up by the previous owner, as owner of this mortgaged emplacement and the emplacement which is adjacent to it on the northwest and in favor of and against the presently mortgaged property and in favor of and against the property adjacent to his on the northwest and which is formed of lot No. 63-254 of the same cadastre, to legalize certain openings, galleries and/or other projections placed in the building built on each of the said emplacements and situated at a distance less than that required by law respecting the division line of the said emplacements, in such a way that the said openings, galleries and/or other projections may remain perpetually in their present state, with the right for the debtor and his successors to replace and repair the said openings, galleries and/or other projections when the need shall arise.

As the whole is now found with all rights, circumstances and dependencies attached thereto as well as all active and passive, apparent or unapparent, servitudes attached to the said emplacement. »

To be sold at the Prothonotary's Office, Montreal Superior Court, the TENTH day of SEPTEMBER, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, July 26, 1971. 41423

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 805-533. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, un corps politique et incorporé, ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires dans la cité et le district de Montréal, demanderesse, *vs* CONSTRUCTION SEIGNEURIE DES SAULES INC., une corporation dûment constituée, ayant son bureau chef et

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 805-533. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, a body politic and incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* CONSTRUCTION SEIGNEURIE DES SAULES INC., a corporation duly constituted, having its head office and principal

sa principale place d'affaires dans la cité et le district de Montréal, défenderesse.

« Un emplacement ayant front sur la rue Falardeau, en la ville de Longeuil, composé de:

a) la resubdivision un de la subdivision mille quarante-quatre du lot soixante-quatre (64-1044-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil;

b) la resubdivision deux de la subdivision mille quarante-trois du lot soixante-quatre (64-1043-2) auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la maison en voie de construction dessus érigée portant le numéro civique 856 de ladite rue Falardeau, dont le mur nord-est est mitoyen. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201, Place Charles Lemoyne, Édifice Montval, en la ville de Longueuil, le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 26 juillet 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
41428-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 798-674. PLACEMENT ULTIMA INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au numéro 500 Place d'Armes à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, *vs* RAOUL LAFOREST & *AL*, résidant et domicilié au numéro 713, 7e Avenue à Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, défendeurs.

« Un emplacement ayant front sur la Septième Avenue en la cité de Pointe-aux-Trembles et composé des lots numéros deux ceńt soixante-treize, deux cent soixante-quatorze, deux cent soixante-quinze, deux cent soixante-seize, deux cent soixante-dix-sept, deux cent soixante-dix-huit, deux cent soixante-dix-neuf, deux cent quatre-vingt, deux cent quatre-vingt-un, deux cent quatre-vingt-deux, deux cent quatre-vingt-trois, deux cent quatre-vingt-quatre, deux cent quatre-vingt-cinq, deux cent quatre-vingt-six, deux cent quatre-vingt-sept, deux cent quatre-vingt-huit, deux cent quatre-vingt-neuf, deux cent quatre-vingt-dix, deux cent quatre-vingt-onze, deux cent quatre-vingt-douze et deux cent quatre-vingt-treize de la subdivision du lot originaire numéro cent neuf (109-273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292 et 293) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-aux-Trembles.

Avec bâtisses y érigées portant les numéros civiques 713, 715 et 755, de la Septième Avenue à Pointe-aux-Trembles. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure de Montréal, le DIXIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 26 juillet 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL-ST-MARTIN.
41426-o

place of business in the city and district of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on Falardeau Street, in the town of Longueuil, composed of:

a) resubdivision one of the subdivision one thousand and forty-four of lot sixty-four (64-1044-1) on official plan and book of reference for the parish of St. Antoine de Longueuil.

(*b*) resubdivision two of the subdivision one thousand and forty-three of lot sixty-four (64-1043-2) on said official plan and book of reference.

With the house under construction thereon, bearing the civic number 856 of said Falardeau Street, the northeast wall of which is common."

To be sold at the Registry Office of Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, in the town of Longueuil, on the NINTH day of SEPTEMBER, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, July 26, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
41428

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 798-674. PLACEMENT ULTIMA INC., a corporation legally constituted, having its principal place of business at number 500 Place d'Armes, in Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, *vs* RAOUL LAFOREST & *AL*, residing and domiciled at number 713, 7th Avenue, Pointe-aux-Trembles, district of Montreal, defendants.

"An emplacement fronting on Seventh Avenue, in the city of Pointe-aux-Trembles and composed of lots numbers two hundred and seventy-three, two hundred and seventy-four, two hundred and seventy-five, two hundred and seventy-six, two hundred and seventy-seven, two hundred and seventy-eight, two hundred and seventy-nine, two hundred and eighty, two hundred and eighty-one, two hundred and eighty-two, two hundred and eighty-three, two hundred and eighty-four, two hundred and eighty-five, two hundred and eighty-six, two hundred and eighty-seven, two hundred and eighty-eight, two hundred and eighty-nine, two hundred and ninety, two hundred and ninety-one, two hundred and ninety-two and two hundred and ninety-three of the subdivision of original lot number one hundred and nine (109-273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292 and 293) on official plan and book of reference for the parish of Pointe-aux-Trembles.

With the buildings constructed thereon and bearing civic numbers 713, 715 and 755, Seventh Avenue, in Pointe-aux-Trembles."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court of Montreal, the TENTH day of SEPTEMBER, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, July 26, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
41426

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District of Montréal

No 805-535. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, un corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la cité et le district de Montréal, demanderesse; *vs* CONSTRUCTION SEIGNEURIE DES SAULES INC., une corporation dûment constituée ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires dans la Cité de Longueuil, district de Montréal, défenderesse.

« Un emplacement ayant front sur la rue Falardeau, en la ville de Longueuil, composé de:

a) la resubdivision un de la subdivision mille quarante-six du lot soixante-quatre (64-1046-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil;

b) la resubdivision un de la subdivision mille quarante-sept du lot soixante-quatre (64-1047-1) auxdits plan et livre de renvoi officiels;

c) la subdivision mille quarante-cinq du lot soixante-quatre (64-1045) auxdits plan et livre de renvoi officiels;

d) la resubdivision deux de la subdivision mille quarante-quatre du lot soixante-quatre (64-1044-2) auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la maison en voie de construction dessus érigée portant le numéro civique 866 de ladite rue Falardeau, dont le mur sud-ouest est mitoyen. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Montval, en la ville de Longueuil, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 26 juillet 1971. 41417-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 805-535. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; *vs* CONSTRUCTION SEIGNEURIE DES SAULES INC., a corporation duly incorporated having its head office and principal place of business in the City of Longueuil, district of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on Falardeau Street, in the City of Longueuil, formed of:

(*a*) resubdivision one of subdivision one thousand forty-six of lot sixty-four (64-1046-1) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil;

(*b*) resubdivision one of subdivision one thousand forty-seven of lot sixty-four (64-1047-1) on the said official plan and book of reference;

(*c*) subdivision one thousand forty-five of lot sixty-four (64-1045) on the said official plan and book of reference;

(*d*) resubdivision two of subdivision one thousand forty-four of lot sixty-four (64-1044-2) on the said official plan and book of reference.

With the house under construction thereon bearing civic number 866 of said Falardeau Street, the south-west wall of which is a common wall."

To be sold at the Chambly Registry Office, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, in the City of Longueuil, the EIGHTH day of SEPTEMBER, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, July 26, 1971. 41417

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 805-654. { LA DOMINION COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE, un corps politique ayant son siège social en la cité de Waterloo, province d'Ontario, et une place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse; *vs* PHILIPPE HUOT, de la cité de Dorion, province de Québec, et résidant à 434, rue Curé David, défendeur.

« Un emplacement ayant façade sur la rue Curé David en la ville de Dorion et connu comme étant la subdivision quarante-neuf du lot quinze cent quatre-vingt-douze (1592-49) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, étant de forme irrégulière et mesurant soixante pieds de largeur sur la façade en une ligne courbe le long de la rue Curé David sur sa ligne nord-est, quatre-vingts pieds de largeur à l'arrière sur sa ligne sud-ouest sur une profondeur de cent dix pieds et un dixième d'un côté sur sa ligne sud-est; et mesurant sur sa ligne nord-ouest cent trente-trois pieds et cinq dixièmes conformément aux plan et livre de renvoi officiels, mais, mesurant cent trente-quatre pieds et huit dixièmes,

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 805-654. { LA DOMINION COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE, a body politic, having its head office in the City of Waterloo, Province of Ontario, and a place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; *vs* PHILIPPE HUOT, of the City of Dorion, Province of Québec, and residing at 434 Curé David Street, defendant.

"An emplacement fronting on Curé David Street in the Town of Dorion known as subdivision forty-nine of lot fifteen hundred and ninety-two (1592-49) on the official plan and book of reference of the parish of St. Michel de Vaudreuil, being of irregular figure and measuring sixty feet in width in front in a curved line along Curé David Street in its northeast line, eighty feet in width in rear in its southwest line, by a depth of one hundred and ten feet and one tenth of a foot on one side in its southeast line, and measuring in its northwest line one hundred and thirty-three feet and five tenths of a foot according to the official plan and book of reference but measuring one hundred and thirty-four feet and eight tenths of a foot according to

conformément à un certificat de l'arpenteur préparé par Marc Dancese, A.G.Q., le douzième jour d'avril dix-neuf cent cinquante-huit.

Toutes les dimensions ci-dessus sont en mesure anglaise et plus ou moins.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Vaudreuil, 20 Du Boisvert, Vaudreuil, le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 26 juillet 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
41425

a surveyor's certificate prepared by Marc Dancese, Q.L.S., on the twelfth day of April nineteen hundred and fifty-eight.

All the above measurements are English measure and more or less."

To be sold at the Registry Office of Vaudreuil, 20 Du Boisvert, Vaudreuil, the NINTH day of SEPTEMBER, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, July 26, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
41425

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 46-710. — QUINCAILLERIE STE-MONIQUE ENR., 1250 boulevard Masson, Ville les Saules, *vs* MICHEL LORTIE, 343 rue Claisse, Duberger.

« Un immeuble situé au 343 rue Claisse, Ville Duberger, province de Québec, et enregistré au bureau d'enregistrement de Québec, dans le cadastre de St-Sauveur, au numéro 2390-51 et 2393-71. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 3 avenue Chauveau, Québec, le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du shérif,
Québec, le 3 août 1971.
41429-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 46-710. — QUINCAILLERIE STE-MONIQUE ENR., 1250 Masson Boulevard, Town of les Saules, *vs* MICHEL LORTIE, 343 Claisse Street, Duberger.

"An immoveable situated at 343 Claisse Street, Town of Duberger, Province of Québec, and registered at the Québec Registry Office on the cadastre for Saint-Sauveur, under number 2390-51 and 2393-71."

To be sold at the Registry Office of Québec, 3 Chauveau Avenue, Québec, on the SEVENTH day of SEPTEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, August 3, 1971.
41429

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province de Québec
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 19746. — COLT INDUSTRIES (CANADA) LTD., demanderesse, *vs* MOBILAB INC., défenderesse.

Désignation

« Ce certain emplacement ayant façade partiellement sur la rue Centrale et partiellement sur la rue Lusignan, en la ville de Saint-Joseph, comté de St-Hyacinthe, dans la province de Québec, et étant composé des subdivisions deux et trois du lot cent cinquante-sept (157-2 et 3) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, avec toutes les bâtisses dessus érigées et nommément celles portant le numéro civique 1200, rue Centrale et le numéro civique 1015, rue Lusignan. »

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement division de St-Hyacinthe, à Saint-Hyacinthe, comté et district

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province of Québec
District of Saint-Hyacinthe

Superior Court, No. 19746. — COLT INDUSTRIES (CANADA) LTD., plaintiff, *vs* MOBILAB INC., defendant.

Designation

"That certain emplacement fronting partly on Centrale Street and partly on Lusignan Street in the town of St. Joseph, county of St. Hyacinthe, in the Province of Québec, being composed of subdivisions two and three of lot one hundred and fifty-seven (157-2 and 3) on the official plan and book of reference of the parish of St. Hyacinthe-le-Confesseur, with all buildings thereon erected and namely those bearing civic number 1200 Centrale Street and then bearing civic number 1015 Lusignan Street".

As the whole now subsists, with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said immovable.

To be sold at the Registry Office, St-Hyacinthe Division, in St- Hyacinthe, county and district of St.

de Saint-Hyacinthe, MERCREDI le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Palais de Justice, *Le shérif intérimaire,*
Saint-Hyacinthe, Québec. MARCEL LEMONDE.
Saint-Hyacinthe, ce 27 juillet 1971. 41388-o

Hyacinthe, on WEDNESDAY the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Court House, MARCEL LEMONDE,
St. Hyacinthe, Québec. *Interim Sheriff.*
St. Hyacinthe, July 27 1971. 41388

Canada — Province de Québec
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 19754. { LA CAISSE D'ÉTABLISSEMENT DE L'U.C.C., demanderesse *vs* MICHEL VAUTHIER, défendeur, et LE REGISTRATEUR du bureau d'enregistrement de Bagot, mis en cause.

Désignation

« 1° Une terre située en la paroisse de Ste-Hélène, comté de Bagot, dans le rang St-Augustin, connue et désignée comme étant le lot numéro quatre cent trois (403) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Hélène, de la contenance de trois arpents de largeur par vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins; à distraire, dudit lot la partie d'icelui expropriée par le Ministère de la Voirie du Québec, pour la route Transcanadienne, suivant prise de possession en date du 21 février 1963, enregistrée à Bagot, sous le numéro 105,409;

2° Une terre située en la même paroisse dans le même rang, connue et désignée comme étant le lot numéro quatre cent deux (402) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Hélène de la contenance de trois (3) arpents de largeur par vingt (20) arpents de profondeur, le tout plus ou moins. À distraire dudit lot un emplacement appartenant à Albert Dufault, mesurant un arpent et demi (1½) de largeur par trois arpents et un tiers (3 1/3) de profondeur, mesure française, borné en front par le chemin public, en profondeur et d'un côté par partie dudit lot 402 et de l'autre côté par le lot 403 avec les bâtisses érigées sur la partie ainsi distraite;

3° Une terre située en la même paroisse, dans le même rang, connue et désignée comme étant le lot numéro quatre cent quatre (404) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Hélène et de la contenance de deux (2) arpents de largeur par environ vingt (20) arpents de profondeur, plus ou moins; à distraire dudit lot la partie d'icelui expropriée par le Ministère de la Voirie de la province de Québec, suivant prise de possession ci-dessus citée et enregistrée comme susdit à Bagot, sous le numéro 105,409;

4° Une terre située en la même paroisse dans le même rang connue et désignée comme étant le lot numéro quatre cent cinq (405) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Hélène de la contenance de deux (2) arpents de largeur par environ vingt (20) arpents de profondeur plus ou moins. À distraire dudit lot la partie d'icelui vendue au Ministère de la Voirie de la province de Québec et expropriée par ce dernier suivant prise de possession ci-dessus citée et enregistrée à Bagot sous le numéro 105,409;

Avec tous les bâtiments érigés sur lesdits lots ou terres;

Canada — Province of Québec
District of St. Hyacinthe

Superior Court, No. 19754. { LA CAISSE D'ÉTABLISSEMENT DE L'U.C.C., plaintiff, *vs* MICHEL VAUTHIER, defendant, and THE REGISTRAR of the registry office of Bagot, mis en cause.

Designation

"1. A land situated in the parish of St. Hélène, county of Bagot, in St. Augustin Range, known and designated as being lot number four hundred and three (403) on the official cadastre of the parish of St. Hélène, measuring three arpents in width by twenty arpents in depth, the whole more or less: to withdraw from the said lot the part thereof expropriated by the Department of Roads of the Province of Québec, for the Trans-Canada Highway, as per appropriation dated February 21, 1963, registered at Bagot, under number 105,409:

2. A land situated in the same parish in the same range, known and designated as being lot number four hundred and two (402) on the official cadastre of the parish of St. Hélène, measuring three (3) arpents in width by twenty (20) arpents in depth, the whole more or less. To withdraw from the said lot an emplacement belonging to Albert Dufault, measuring one and one-half arpents (1½) in width by three and one-third arpents (3 1/3) in depth, French measure, bounded in front by the highway, in the depth and on one side by part of said lot 402 and on the other side by lot 403 with the buildings built on said part withdrawn;

3. A land situated in the same parish in the same range, known and designated as being lot number four hundred and four (404) on the official cadastre of the parish of St. Hélène and measuring two (2) arpents in width, by about twenty (20) arpents in depth, more or less; to withdraw from said lot the part thereof expropriated by the Department of Roads of the Province of Québec, as per appropriation mentioned above and registered as aforesaid at Bagot under number 105,409;

4. A land situated in the same parish in the same range known and designated as being lot number four hundred and five (405) on the official cadastre of the parish of St. Hélène, measuring two (2) arpents in width by about twenty (20) arpents in depth, more or less. To withdraw from said lot the part thereof sold to the Department of Roads of the Province of Québec and expropriated by the latter as per appropriation mentioned above and registered at Bagot under number 105,409;

With all the buildings on the said lots or lands;

Ledit lot 402 est sujet à une servitude en faveur de Southern Canada Power Company, suivant acte enregistré sous le numéro 86,199;

Lesdits lots 404 et 405 sont sujets à une servitude en vaveur de la même compagnie suivant acte enregistré sous le numéro 86,200;

Lesdits lots 403 et 404 sont sujets à une servitude en faveur de la même compagnie suivant acte enregistré sous le numéro 106,787;

Sujet ledit lot 403 à une servitude au profit de Imperial Oil Enterprises Ltd., suivant acte enregistré à Bagot, sous le numéro 116,208; »

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, division de Bagot, à Saint-Liboire, comté de Bagot, MERCREDI, le 15 SEPTEMBRE 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif intérimaire,
41377-o MARCEL LEMONDE.

Said lot 402 is subject to a servitude in favour of Southern Canada Power Company, as per deed registered under number 86,199;

Said lots 404 and 405 are subject to a servitude in favour of the same company as per deed registered under number 86,200;

Said lots 403 and 404 are subject to a servitude in favour of the same company as per deed registered under number 106,787;

Said lot 403 subject to a servitude in favour of Imperial Oil Enterprises Ltd., as per deed registered at Bagot under number 116,208;"

As the whole now exists, with all the servitudes active and passive, apparent or non-apparent, attached to the said immoveables.

To be sold at the Registry Office, Bagot Division, St. Liboire, county of Bagot, WEDNESDAY, SEPTEMBER 15, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

MARCEL LEMONDE,
41377 *Interim Sheriff.*

SAINT-MAURICE

Canada — Province de Québec
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 20-801. { EDOUARD PÉTRIN, retraité, domicilié à Saint-David, district de Richelieu, demandeur; *vs* JULIETTE PAQUIN, domicilié à Shawinigan Sud, district de St-Maurice, défenderesse.

« Un morceau de terrain situé à Shawinigan-Sud sur le côté nord-ouest de la 120ième Rue, connu et désigné comme étant le lot numéro trente-sept de la subdivision du lot originaire numéro neuf cent quatorze (914-37) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame de Mont-Carmel. Mesurant soixante-dix pieds (70′) de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-cinq pieds (85′). Mesure anglaise. Borné comme suit: En façade, vers le sud-est par la 120ième Rue, vers le sud-ouest par une rue (914-62), vers le nord-ouest par le lot No 914-48 et au nord-est par le lot No 914-38.

Avec les bâtisses dessus érigées et portant le numéro civique 1690, 120ième Rue. Circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Shawinigan, 795, 5ième Rue, MARDI, le VINGT ET UNIÈME jour de SEPTEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ BOISVERT.
Shawinigan, 2 août 1971. 41430

SAINT-MAURICE

Canada — Province of Québec
District of Richelieu

Superior Court, No. 20-801. { EDOUARD PÉTRIN, pensioner, domiciled at St-David, district of Richelieu, plaintiff; *vs* JULIETTE PAQUIN, domiciled at Shawinigan South, district of St-Maurice, defendant.

"A piece of land located in Shawinigan-South, on the northwest side of 120th Street, known and designated as being lot number thirty-seven of subdivision of the original lot number nine hundred and fourteen (914-37) on the plan and in the book of reference for the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel. Measuring seventy feet (70′) in width by a depth of eighty-five feet (85′) English measure. Bounded as follows: in front towards the southeast by the 120th Street, towards the southwest by a street (914-62), towards the northwest by lot No. 914-48 and on the northeast by lot No. 914-38.

With the buildings thereon erected and bearing civic number 1690, 120th Street. Circumstances and dependencies. »

To be sold at the Registry Office of Shawinigan, 795, 5th Street, on TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

RENÉ BOISVERT,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Shawinigan, August 2, 1971. 41430-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Terrebonne

No 14,535. { JEAN-PAUL MARTIN, arpenteur-géomètre et ingénieur Conseil, domicilié au 15, rue de l'Église, à Ste-Thérèse, comté et district de Terrebonne, demandeur, ARMAND SARRAZIN, domicilié au 10750, rue des Prairies, à Montréal, district de Montréal, défendeur, et LE REGISTRATEUR DU BUREAU D'ENREGISTREMENT DU COMTÉ DE TERREBONNE, mis en cause.

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur, à savoir:

« Un terrain situé sur le boulevard Labelle, en la concession de la Grande Ligne, dans la ville de Blainville, connu et désigné:

a) comme étant une partie du lot sept cent quatre-vingt-treize (Ptie 793) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant ledit terrain soixante-quatorze pieds (74′) mesures anglaises, par quatre arpents et demi (4½ arp.) en longueur, jusqu'au cours d'eau Nodon et de là mesurant quatre-vingt-dix pieds (90′) de largeur jusqu'au chemin de fer du Canadien Pacifique, et borné comme suit: en avant, vers le sud-ouest, par le chemin de la Grande Ligne du boulevard Labelle, en arrière, vers le nord-est, par le chemin de fer du Canadien Pacifique d'un côté, vers le sud-est, par partie dudit lot 793 appartenant à la succession Wilfrid Brisebois, représentée par Dame Wilfrid Brisebois, et de l'autre côté, vers le nord-ouest, par partie dudit lot 793 propriété de Charlemagne Hamel, et par partie du lot 792 du même cadastre appartenant à Azarie Bourgeois ou représentants;

b) une partie de l'emplacement susdit connue comme étant le lot numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire sept cent quatre-vingt treize (793-2) de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville;

Avec maison ou bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 856, du boulevard Labelle, à Blainville. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne situé à 400, rue Laviolette, Saint-Jérôme, chambre 106, jeudi le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE à QUATORZE heures.

Conditions: Comptant.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, 27 juillet, 1971. 41376-o

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Terrebonne

No. 14,535. { JEAN-PAUL MARTIN, land surveyor and consulting engineer, domiciled at 15 de l'Église Street, St. Thérèse, county and district of Terrebonne, plaintiff, *vs* ARMAND SARRAZIN, domiciled at 10750 des Prairies Street, Montreal, district of Montreal, defendant, and THE REGISTRAR OF THE REGISTRY OFFICE OF THE COUNTY OF TERREBONNE, mis en cause.

The immoveable described hereinafter and belonging to the defendant, to wit:

"A piece of land situated on Labelle Boulevard, Grande Ligne concession, in the town of Blainville, known and designated:

(*a*) as a part of lot seven hundred and ninety-three (P. 793) on the official plan and book of reference of the parish of St. Thérèse de Blainville, the said piece of land measuring seventy-four feet (74′), English measure, by four and a half arpents (4½ arp.) in length, to the Nodon water-course and thence measuring ninety feet (90′) in width to the Canadian Pacific Railway, and bounded as follows: in front, towards the southwest, by the Grande Ligne road from Labelle Boulevard, in the rear, towards the northeast, by the Canadian Pacific railroad on one side, towards the southeast, by part of said lot 793 belonging to the Estate of Wilfrid Brisebois, represented by Dame Wilfrid Brisebois, and on the other side, towards the northwest, by part of said lot 793, property of Charlemagne Hamel, and by part of lot 792 of the same cadastre belonging to Azarie Bourgeois or representatives;

(*b*) a part of the abovementioned emplacement known as lot number two of the official subdivision of original lot seven hundred and ninety-three (793-2) of the parish of St. Thérèse de Blainville;

With house or building built thereon, bearing civic number 856 Labelle Boulevard, at Blainville."

To be sold at the Registry Office of the county of Terrebonne, situated at 400 Laviolette Street, St. Jérôme, Room 106, THURSDAY, the NINTH day of SEPTEMBER, at TWO o'clock p.m.

Conditions: Cash.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, July 27, 1971. 41376

INDEX No 32

ARRÊTÉS EN CONSEIL — ***ORDERS IN COUNCIL***

1427 — Office des autoroutes du Québec (*circulation et vitesse*), (*version anglaise modifiée*) 6299
1427 — Québec Autoroutes Authority (*Traffic and speed*), (*English version amended*) 6299
2592 — Soustraction au jalonnement d'une partie au nord et à l'est du mont Wright, district électoral de Saguenay, *modification à l'arrêté en conseil No 481 du 7 mai 1958* 6282

ARRÊTÉS EN CONSEIL — ***ORDERS IN COUNCIL***

(*suite*) — (*continued*)

2592 — Withdrawal from staking of a part north and east of Mount Wright, electoral district of Saguenay, *amendment to order in council No. 481, dated May 7, 1958* ... 6282
2711 — Construction, *règlement relatif au contrôle quantitatif de la main d'oeuvre* ... 6289
2711 — Construction, *regulation on the quantitative control of manpower* ... 6289
2712 — Boîte de carton ondulé, province, *modifications au décret* ... 6285
2712 — Corrugated Paper Boxes, *amendments to the decree* ... 6285
2713 — Établissements commerciaux de la ville d'Asbestos et un rayon de deux (2) milles de ses limites, *modifications au décret* ... 6292
2713 — Commercial Establishments in the town of Asbestos and a two (2) mile radius from its limits, *amendments to the decree* ... 6292
2714 — Fourrure, gros, Montréal, *modifications au décret* ... 6297
2714 — Fur, wholesale, Montreal, *amendments to the decree* ... 6297

ASSOCIATION COOPERATIVE — ***COOPERATIVE ASSOCIATION***

Magasin co-op de Thetford-Mines (*Règl.-By-laws*) ... 6303

AVIS DIVERS — ***MISCELLANEOUS NOTICE***

Fabrique de la déserte St-Richard de Gatineau, P.Q. (La) (*Const.*) ... 6304
Fabrique of the Chapelry of St-Richard de Gatineau, P.Q. (The) (*Inc.*) ... 6304

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME ACT***

Demandes: — *Applications:*

Goldwasser, Sam ... 6302
Guertin, Eugène Euclide Ulysse ... 6303
Gurgurewicz, Peter ... 6303
Thamain, Michel ... 6302

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — ***SAVINGS AND CREDIT UNIONS***

Union régionale des caisses populaires Desjardins du diocèse de Rimouski (L') (*Siège social-Head Office*) ... 6281

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — ***EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES***

Changement d'agent: — *Change of agent:*

Friedrich Refrigeration Incorporated ... 6281

Permis: — *Licenses:*

Bocadel Oil Corporation ... 6267
Boise Cascade Building Co. Ltd ... 6267
Loram Ltd ... 6267
MCA International N.V. ... 6267
Medtronic of Canada Ltd ... 6266
Shmith (Larry) Research, Ltd ... 6268

COMPAGNIES — LOI DES — ***COMPANIES ACT***

Demandes d'abandon de charte — ***Applications for Surrender of Charter***

Aqueduc laurentien de Montcalm inc. ... 6274
Bedford Fashions Ltd ... 6274
Boulangerie nationale ltée (La) ... 6273
Camp Aquehonga, Ltd ... 6275
Compagnie immobilière Valran ... 6273
Independent Realty Development Limited ... 6274
Krazee Klackers Inc ... 6273
Modes Bedford ltée (Les) ... 6274
Monterly Sales Inc ... 6275
Papeterie Stadacona inc ... 6272
Porcheries canadiennes limitée (Les) ... 6273
Rioux Construction Inc ... 6273
Stadacona Stationery Inc ... 6272
Timely Realties Inc ... 6274
Variétés R. Perron inc ... 6275
Westbury Investments Corp ... 6274

Dissoutes — ***Dissolved***

Antil Realty Inc ... 6259
Ashkelon Development Corp ... 6259
Autolav (Mobile) inc ... 6259
Automation Development Inc ... 6260
Bel-Vue Home Improvement Co. Ltd ... 6260
Côté & Roy (Sorel) ltée ... 6260
D L H Refrigeration Ltd ... 6260
D L H Réfrigération ltée ... 6260
Denis Transport limitée ... 6260
Developpement de l'Automation inc ... 6260
Économie Laurentienne inc ... 6260
Entreprises Agricoles ltée (Les) ... 6261
Excelite (Québec) Ltd ... 6261
Gallec Électrique ltée ... 6261
Investissements de Piedmond, ltée (Les) ... 6261
Kensington Sportwear Ltd ... 6261
Labrad inc ... 6261

Dissoutes *Dissolved*
(*suite*) (*continued*)

Longueuil Auto Salvage Inc. 6262
Montreal Jungle Pet Importers Inc 6262
Paquet (Odilon) & Fils ltée 6262
Poirier (Maurice) Construction inc. 6262
Produits Révélation inc 6262
Quincaillerie Pilon Hardware Ltd. 6262
Racine (J. Roland) inc. 6263
Rouge River Lumber Co. Inc. 6263
Roy Auto Centre inc. 6263
St. George Carpet Mills Ltd 6263
Seaburt Ltd. 6263
Sherbee Drive-In Restaurant Inc. 6263
Sherbee (Regent) Limited 6264
Stonecastle Corporation 6264
Tasmark Ltd. 6264
Trans-World Enterprises Ltd. 6264
Tweed Realties Ltd. 6264
Usines de Tapis St-Georges ltée (Les) 6263
Voltigeurs de Granby inc. (Les) 6264
Wonder-Wash Laundromat Inc. 6265

Divers *Miscellaneous*

Auto-Radial Tires and Accessories Inc. (*Name ch.*) 6272
Centre de santé mentale communautaire de Montréal (*Règl.*) 6269
Centre Marie-Cincent (*Dir.*) (*Règl.-By-laws*) 6271
Cercle récréatif familial St-Bathélémy de Galdo (*Règl.-By-laws*) 6271
Collège St-Paul de Varennes (*Dir.*) (*Règl.-By-laws*) 6272
Comité récréatif de Mascouche inc. (*Règl.*) 6269
Ersilton Construction Co. Ltd. (*Dir.*) 6270
Fédération des sociétés St-Jean-Baptiste du Québec (La) (*Règl.-By-laws*) 6270
Glen Mountain Ski Resort Company Ltd. (*Nom-Name ch.*) 6270
Grolin inc. (*Nom-Name ch.*) 6270
J.G.R. ltée (*Dir.*) 6271
Koko (West) Ltd. (*Dir.*) 6270
Montreal Community Mental Health Center (*By-laws*) 6269
Montreal International Théâtre (*By-laws*) 6271
New Harricana Mines Limited (*Dir.*) 6270
Pneus et accessoires Auto-Radial inc. (*Nom ch.*) 6272
Rubin-Wiseman Ltd. (*Nom-Name ch.*) 6272
Service des Loisirs de Laval-Ouest (*Règl.-By-laws*) 6271
Théâtre international de Montréal (Le) (*Règl.*) 6271

Lettres patentes *Letters Patent*

A.C. Products Enterprises Company Ltd. 6203
A M X Metal Industries Inc. 6203
Agence Picquet inc. 6203
Aldo Service Station Inc. 6252
Antirouille St-Jérôme inc. 6204
Apolab ltée 6204
Association des bons voisins du Lac 6204
Association de chasse et pêche de Joutel 6205
Association de radio amateur de Sept-Iles inc. 6205
Association des employés de Boily et Cie ltée (L') 6206
Auberge aux Volets Bleus inc. 6206
Auberge de jeunesse et de plein-air Louis-Hémon inc. 6206
Auberge du Vieux Montréal inc. 6207
Autodrome Saint-Grégoire inc. 6207
Auto-lave Rawdon inc. 6207
Bear Creek Gold Mines Ltd. 6208
Bélair Mines Inc. 6241
Bel-Air Trucking Enterprises Inc. 6221
Boucherie Ménard inc. 6208
Boutique aux 1001 cadeaux ltée 6208
C.D.V.B. inc. 6209
C J J Company Ltd. 6209
Caravane Champlain 6209
Carner Ltd. 6210
Carner ltée 6210
Centre C.G.T.D. inc. 6210
Centre commercial-culturel Hochelaga inc. 6211
Centre du Jardin Dion inc. 6211
Centre graphique (1971) limitée (Le) 6211
Cercle Flamand inc. 6212
Champlain Caravan 6209
Charcuterie Le Baron inc. 6212
Chardec inc. 6212
Chez Étienne, tailleur inc. 6213
Chinese Village Restaurant Inc. 6248
Club automobile Bison Rouge inc. 6213
Club de tir de Drummondville inc. 6213
Club d'économie des voyageurs du Québec ltée (Le) 6221
Club Richelieu de Bonaventure 6214
Cogebec information inc. 6144
College Homes Inc. 6215
Com-Div. Corp. 6215
Compagnie de gestion B.C.L. ltée (La) 6215
Craig Stores Corporation 6216
Croisière des Iles de Sorel inc. 6216
Dairy Barn Stores of Canada Limited 6216
Dames auxiliaires des loisirs de Ste-Thérèse-Ouest 6217
Day (Philippe) inc. 6217
Décarie Datsun Ltd. 6217
Décarie Datsun ltée 6217
Denlow Realties Ltd. 6218
Desmarais et frère ltée 6218
Développement Rivière des Roches St-Féréol les Neiges inc. 6219
Diamond Bar-B-Q & Pizzeria Inc. 6219
Dior Cleaners Inc. 6243
Domaine des Hêtres ltée 6219
Domaine Mont St-Michel inc. 6220
Dufresne & Dufresne incorporée 6220
Duro-Lak inc. 6220
Economic Travellers Club of Québec Ltd. 6221
Entreprises Bishurt inc. (Les) 6221
Entreprises de transport Bel-Air inc. (Les) 6221
Entreprises Georges Tétreault inc. (Les) 6222
Entreprises Lucien Martel ltée (Les) 6222

Lettres patentes (suite) — *Letters Patent* (continued)

Entreprises P.D.C. inc. (Les) 6223
Entreprises Pointe Valaine ltée (Les) 6223
Fairlaine Wools (Anjou) Ltd. 6223
Fédération de balle au mur du Québec 6224
Ferme Pierreville ltée 6224
Ferrailles G.V. inc. 6224
Fondex ltée 6225
Forsav inc. 6225
Foyer d'artisanat Raymond inc. 6226
Foyer Ste-Rose inc. 6226
G.V. Scrap Inc. 6224
Garage Lajeunesse inc. 6226
Garde Paroissiale de Chicoutimi-Nord inc. (La) 6227
Gestion Michel Gagnon inc. (La) 6227
Good Wine Imports Ltd. 6229
Goudreau (Rémi) inc. 6227
Graduor inc. 6228
Graphic Centre (1971) Limited 6211
Habitations I.B. inc. (Les) 6228
Hoare (Nicholas) Ltd. 6228
Hoare (Nicholas) ltée 6228
Hospitality Hotel & Tours Inc. 6229
Hôtel & tours Hospitalité inc. 6229
Immeubles Denlow ltée (Les) 6218
Immeubles Edery-Lajeunesse inc. (Les) 6229
Importations les Bons Vins ltée 6229
Importations Tanni ltée (Les) 6253
Industrial Digital Controls Ltd. 6230
Institut de lecture internationale inc. 6231
International Furniture Co. Ltd. 6230
International Reading Institute Inc. 6231
Investissements Kingsville inc. (Les) 6232
James Enterprises Inc. 6231
Jeunes Aubergistes de Sept-Iles inc. (Les) ... 6231
Joubert & Lessard Brakes and Clutch Inc. .. 6232
Kingsville Investments Inc. 6232
Kupfer Mines Ltd. 6232
L.R. transport inc. 6233
Labonté & Rouleau inc. 6233
Laval Mobile Homes Inc. 6234
Lebrun (Odilon) et fils inc. 6234
Leo (E.) General Insurance Inc. 6234
Lex International Inc. 6235
Ligue anti-chômage de Montréal inc. (La) ... 6235
Linuce Sarco Production Ltd. 6235
Location Roma inc. 6236
Lucerne Landscape Co. Ltd. 6236
Magasin d'aubaine Beaubien inc. 6237
Magasin G.D. inc. 6237
Magnus Organ (North) Ltd. 6237
Maisons Collège inc. (Les) 6215
Maisons mobiles Laval inc. 6234
Marché l'Homme inc. 6238
Marché Richmond inc. 6238
Marché St-Vital Montréal-Nord inc. 6238
Marie Ville Restaurant Inc. 6239
Marlease Inc. 6239
Master Vox Limited 6239
Messageries des publications Édital inc. 6240
Metro Merchandising Corporation 6240
Metropolitan Radio Mobile Inc. 6240
Mines Bélair inc. (Les) 6241
Mines Kupfer ltée 6232
Mirco Holdings Ltd. 6241
Mont Alpino inc. 6242
Montreal Badge & Specialty Co. Ltd. 6242
Montreal Pro-Employment League Inc. 6235
N.D.G Voices in Social Action 6242
Nettoyeur Dior inc. 6243
Niponter inc. 6243
Panacea Projects & Resources Limited 6244
Pavages de Luxe inc. (Les) 6244
Perry (H. B.) & Associates Incorporated 6244
Piscines Sans-Souci inc. (Les) 6245
Planchers du St-Laurent ltée (Les) 6245
Plani-vert inc. 6245
Polypomer inc. 6246
Prima Manufacturing Inc. 6246
Progimines limitée 6246
Pro-Image Inc. 6247
Restaurant Bar Salon l'Étoile de Laval inc. .. 6247
Restaurant Village Chinois inc. (Le) 6248
Roma Rental Inc. 6236
Rosenbaum Interiors Inc. 6248
Ross, Frankel & Associates (Québec) Ltd. ... 6248
Ross, Frankel & associés (Québec) ltée 6248
Rota Gen-Tronics Systems Ltd. 6249
Rothesay Service Station Inc. 6249
St. Jérôme Rust Proof Inc. 6204
St. Lawrence Floor Ltd. 6245
Sardo's Pizza & Sub Shop Inc. 6249
Smithco Investments (Québec) Limited 6250
Société d'édition Montréalaise inc. 6250
Société immobilière de la Cité du Fleuve (La) 6250
Soficorp Inc. 6251
Solrod Transport Inc. 6251
Sonar Construction Inc. 6251
Star of Laval Restaurant Bar Salon Inc. (The) 6247
Station de service Aldo inc. 6252
Stewart (Cameron) Inc. 6252
Sun Leaf Enterprises Corporation 6253
Swissca Inc. 6253
Tanni Imports Ltd. 6253
Urbandale Development Corp. 6254
Ville Marie Livestock Limited 6254
Westmount Discount Center Inc. 6254

Lettres patentes supplémentaires — *Letters Patent supplementary*

Alma Grocery Inc. 6255
Bek Interiors Inc. 6255
Booth Veneer Limited 6255
Booth Veneer limitée 6255
Canada Allied Diesel Company Ltd. 6255
Épicerie Alma inc. 6255
Fontaine (Robert (Bob)) inc. 6256
Gagnon Frères Nouveautés (Alma 1963) ltée. 6256
Grenier, Ruel & Cie inc. 6256
Grenier, Ruel & Co. Inc. 6256
Harrison (Patrick) & Company (Québec) Limited 6256

Lettres patentes supplémentaires — *Letters Patent supplementary*

(*suite*) — (*continued*)

Norian Investments Ltd. ... 6257
Pacific Plaza Corporation ... 6257
Pakar Corporation Inc. (The) ... 6257
Paradis (Gérard) limitée ... 6258
Phoenix Natural Science Association (The) ... 6258
Rayonier Québec Inc. ... 6258
Shamrock Brands Ltd. ... 6258
Stebro Automotive Mfg. Ltd. ... 6259

Sièges sociaux — *Head Offices*

Carrefour commercial et résidentiel de Verdun (C.C.R.V.) inc. ... 6277
Chapdelaine (M.) assurances Inc. ... 6275
Hudson Electronics Inc. ... 6275
Ile Perrot Paving & Construction Inc. ... 6277
Jacques Structural Steel Inc. ... 6276
Janus Corp. ... 6276
Kebec Control Inc. ... 6278
Lautech Inc. ... 6276
Lumic limitée ... 6278
Mercury Electronics Inc. ... 6276
Pavage & Construction Ile Perrot inc. ... 6277
Place Desjardins inc. ... 6276
Place Dupuis inc. ... 6277
Structures d'acier Jacques inc. (Les) ... 6276
Superior Electronics Inc. ... 6277
Tour Ste-Hélène inc. (La) ... 6278

MINISTÈRES — *DEPARTMENTS*

Éducation — *Education*

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Château Richer (*Dem.-Appl.*) ... 6305
Forillon (*Dem.-Appl.*) ... 6306
Lac Abitibi (*Dem.-Appl.*) ... 6306
Lac Témiscamingue (*Dem.-Appl.*) ... 6306

Institutions financières compagnies et coopératives — *Financial Institutions Companies and Cooperatives*

Assurances: — *Insurance:*

Argonaut Insurance Company (*Permis – License*) ... 6305
Association de bienfaisance et de retraite des pompiers de Québec (*Liquidation*) ... 6304
Québec Firemen's Benefit and Pension Association (*Liquidation*) ... 6304

Industrie et commerce — *Industry and Commerce*

Avis de pêche aux coquillages ... 6265
Notices rerpecting gathering of shellfish ... 6265

Richesses naturelles — *Natural Ressources*

Révocation de droits miniers ... 6278
Revocation of mining rights ... 6278

Terres et forêts — *Lands and Forests*

Cadastre: — *Cadastre:*

Longueuil, village inc. ... 6268
St-Antoine de Longueuil, par. ... 6268
St-Antoine de Longueuil, par. ... 6268
Ste-Foy, par. ... 6269
St-Vincent-de-Paul, par. ... 6269

PROCLAMATIONS — *PROCLAMATIONS*

Commission de contrôle des permis d'alcool, mise en vigueur des articles 70, 85, 86 et 197 de la loi ... 6310
Liquor Permit Control Commission, coming into force of sections 70, 85, 86 and 197 of the Act ... 6310
Québec Liquor Corporation Act, coming into force of the Act ... 6310
Société des alcools du Québec, entrée en vigueur de la loi ... 6310

Régie de l'assurance-maladie du Québec — *Québec Head Insurance Board*

Professionnels désengagés et non-participants. 6306
Withdrawn or non-participating professionals. 6306

Régie de l'électricité et du gaz — *Electricity and Gas Board*

Conversion du réseau de distribution de gaz manufacturé en un réseau d'air propane dans la ville de Québec ... 6304
Conversion of Gas Distribution System in the City of Québec from Manufactured Gas to Propane-Air ... 6304

Société coopérative agricole — *Cooperative Agricultural Association*

Société coopérative agricole des Basques (*Nom-Name ch.*) ... 6303

SOUMISSIONS — demandes de — *TENDERS — Requests for*

Iberville, c.s.-s.c. ... 6321
Kirkland, ville-town ... 6311
Lakeshore, c.s.r.-r.s.b. ... 6312
St-Jérôme, c.s.-s.c. ... 6320
Ste-Mélanie, par. ... 6315
Ste-Sophie-de-New-Glasgow, munic. ... 6317

SYNDICATS PROFESSIONNELS — *PROFESSIONAL SYNDICATES*

Association des camionneurs artisans du comté de Papineau (*Const.– Inc.*) ... 6302
Association des contremaîtres de la C.E.C.M. (*Const.– Inc.*) ... 6301
Syndicat des services hospitaliers de Québec, inc. (*Nom – Name ch.*) ... 6302

VENTES *SALES*

Licitation *Licitation*

Hamelin *vs* Cloutier 6323

Par Shérifs *By Sheriffs*

Arthabaska *Arthabaska*

Beaudoin *vs* Durocher 6324

Bedford *Bedford*

Burnham *vs* Martin 6325
Désourdy *vs* Djuknich 6326
Granby Trading Co. Ltd. *vs* Knight 6325

Montréal *Montreal*

Ace Finance Corporation Ltd. *vs* Gravel 6326
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Chapire Inc. 6329
Caisse populaire de St-Vincent Ferrier (La) *vs* Charlebois 6328
Dominion compagnie d'assurance sur la vie (La) *vs* Huot 6331
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Chapire Inc. 6329
Mutual Life Assurance Company of Canada (The) *vs* Winter 6328
Placement Utima Inc. *vs* Laforest et *al* 6330
Robert (J. Paul) *vs* Dickinson 6327
Sun Life Assurance Company of Canada *vs* Construction Seigneurie des Saules inc. 6329
Sun Life Assurance Company of Canada *vs* Construction Seigneurie des Saules inc. 6331

Québec *Québec*

Quincaillerie Ste-Monique Enr. *vs* Lortie 6332

Saint-Hyacinthe *Saint-Hyacinthe*

Caisse d'établissement de l'U.C.C. (La) *vs* Vauthier 6333
Colt Industries (Canada) Ltd. *vs* Mobilab Inc. 6332

Saint-Maurice *Saint-Maurice*

Pétrin *vs* Paquin 6334

Terrebonne *Terrebonne*

Martin *vs* Sarrazin 6335

Québec, 1971, 860 p., ill., tabl., cartes, 1 carte économique en couleurs, relié toile./Illustrations, tables maps.

$6.00

ANNUAIRE DU QUÉBEC 1971 QUEBEC YEARBOOK

DESCRIPTION

CHAPITRE

Partie 1 — *Milieu physique*
Partie 2 — *Le milieu humain*
Partie 3 — *Les ressources de l'économie québécoise*
Partie 4 — *Les échanges*
Partie 5 — *Finances*

CHAPTER

Part 1 — *Physical Milieu*
Part 2 — *Human Milieu*
Part 3 — *The Resources of the Québec Economy*
Part 4 — *Trade*
Part 5 — *Finance*

ARTICLE SPÉCIAL

La Communauté urbaine: Une formule d'organisation et de gestion des agglomérations.

EN VENTE

QUÉBEC:

librairie de
l'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean

librairie Garneau ltée,
47-49, rue Buade

librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL:

Centrale d'artisanat du Québec,
(comptoir des publications),
1450, rue Saint-Denis

librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur ltée,
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE:

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES:

Comptoir de l'Éditeur officiel
du Québec
Bureau régional du ministère
de l'Éducation
2590, boulevard Royal